

# DES FRAIS DE JUSTICE

incombant aux

## Parties civiles et Administrations publiques

dans les procédures pénales

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
(Sciences Juridiques)

*Présentée et soutenue le Samedi 13 Mars 1926, à 16 heures*

PAR

**MAX GIBERT**

Docteur en Droit (Sciences politiques et économiques),  
Licencié ès-lettres, Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques,  
Ancien Substitut, ancien Juge d'instruction,  
Rédacteur principal au Ministère de la Justice.

---

*Président* : M. DONNEDIEU DE VABRES , Professeur.  
*Suffragants* { M. HUGUENEY, Professeur.  
                  { M. MESTRE, Professeur.

---

**MARCEL GIARD**

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (5<sup>e</sup>)

1926



DES FRAIS DE JUSTICE  
INCOMBANT AUX PARTIES CIVILES  
ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES  
DANS LES PROCÉDURES PÉNALES



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# DES FRAIS DE JUSTICE

incombant aux

**Parties civiles et Administrations publiques**  
dans les procédures pénales

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

*Présentée et soutenue le Samedi 13 Mars 1926, à 16 heures*

PAR

**MAX GIBERT**

Docteur en Droit (Sciences politiques et économiques),  
Licencié ès-lettres, Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques,  
Ancien Substitut, ancien Juge d'instruction,  
Rédacteur principal au Ministère de la Justice.

---

*Président* : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

*Suffragants* { M. HUGUENEY, Professeur.  
                  { M. MESTRE, Professeur.

---

**MARCEL GIARD**

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER  
PARIS (5<sup>e</sup>)

---

1926

---

*La Faculté n'entend donner ni approbation,  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme  
propres à leurs auteurs.*



## INTRODUCTION

---

Le fonctionnement des juridictions pénales entraîne nécessairement des frais, que l'on peut répartir en deux catégories : d'une part les frais permanents qui découlent de l'existence même de ces juridictions, par exemple les traitements des magistrats qui les composent ; d'autre part les frais occasionnés par chaque procédure, par exemple les honoraires des experts, les émoluments des huissiers chargés des citations ou significations.

Les frais de la première catégorie ne peuvent soulever, quant à leur imputation, aucune difficulté. L'entretien des juridictions répressives rentre dans les attributions des pouvoirs publics, et l'Etat prend toujours définitivement à sa charge les dépenses de cette nature.

Mais les frais des diverses procédures posent au contraire deux questions : qui doit les avancer au cours de l'instance ? qui doit les supporter définitivement ?

L'avance des frais semble devoir logiquement incomber à la partie poursuivante. Le prévenu ne saurait, tout au plus, être tenu d'avancer que les frais nécessités par sa défense. C'est à l'Etat ou à la partie civile qu'il appartient d'avancer les frais de la poursuite. Si l'action a été intentée par le ministère public, l'Etat doit avancer tous les frais, et lorsqu'une partie civile se joint à cette action,

elle ne doit avancer que les frais nécessités par son intervention. Si au contraire la procédure a été mise en mouvement par une partie civile, il est rationnel que celle-ci avance les frais : bien que le ministère public figure à l'instance pour l'exercice de l'action publique, l'Etat ne peut être obligé d'acquitter les frais d'une procédure qu'il n'a pas engagée.

La charge définitive des frais doit, semble-t-il, être supportée par la partie succombante. Si le prévenu est reconnu coupable, tous les frais avancés par l'Etat ou par la partie civile doivent donc être recouvrés contre lui. Dans le cas contraire ils doivent rester à la charge de la partie poursuivante qui, à tort, a engagé l'action ; ils incombent donc en totalité à la partie civile lorsque celle-ci a mis en mouvement la procédure, et si l'initiative de la poursuite a été prise par le ministère public, tous les frais restent à la charge de l'Etat sauf ceux résultant de l'intervention de la partie civile qui a eu le tort de s'associer à cette poursuite.

Ainsi seraient limitées d'une façon équitable les obligations des parties civiles quant à l'avance et au paiement définitif des frais de justice.

Notre législation n'a cependant pas encore consacré toutes ces règles et a maintenu, au préjudice de la partie civile, des solutions plus rigoureuses, qu'un examen historique permet seul d'expliquer.

Dans le système accusatoire, le procès pénal se réduit à un débat entre l'accusateur et l'accusé. Les juristes du moyen-âge avaient surtout le souci de maintenir entre l'un et l'autre l'égalité absolue ; aussi devaient-ils être mis

tous les deux en prison, et celui qui succombait était exposé à perdre la vie et les biens (1).

Lorsque s'établit le système inquisitoire, l'intervention de la partie lésée parut être une survivance de l'accusation privée; les actes de la procédure continuèrent alors à être faits en son nom, et elle dut supporter tous les frais du procès (2).

L'ordonnance criminelle de 1670 fixa les règles suivantes : la partie civile fait toujours l'avance des frais et est toujours condamnée aux dépens, quel que soit le résultat de la procédure; elle a seulement, si elle ne succombe pas, un recours contre le condamné pour récupérer ses avances. Solution d'autant plus remarquable qu'en l'absence de partie civile le prévenu, même reconnu coupable, n'était pas condamné aux dépens et que, dans ce cas, seules les amendes pouvaient dédommager le Trésor des frais de la poursuite.

La rigueur de ces règles s'explique par ce fait que la nature juridique de la constitution de partie civile était encore incertaine. La notion de l'action civile, exercée conjointement avec l'action publique, l'une par la partie lésée, l'autre par le ministère public, devant les mêmes juges, par une même instance, mais pour des fins différentes, a été très lente à se dégager. Longtemps la partie civile, en intervenant, a fait figure d'accusateur : d'où l'obligation pour elle de supporter les charges et les risques de l'accusateur. Ces charges et ces risques avaient

---

(1) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, page 57.

(2) *Ibid.* page 134.

pour effet d'écarter souvent son intervention, mais une telle conséquence était dans la logique du système inquisitoire qui tend à ne laisser en présence, dans le procès pénal, que la partie publique et l'accusé.

La situation défavorable des parties civiles, au regard du paiement des frais de justice, a survécu à la Révolution. L'article 4 de la loi du 5 pluviôse an XIII décida qu'elles devaient dans tous les cas être condamnées aux dépens, sauf recours contre les condamnés; en outre, l'avance de tous les frais leur incombait dans les procédures correctionnelles.

Ces dispositions ne s'expliquaient que comme une survivance historique. Comment pouvaient-elles se concilier avec le principe posé par la loi du 18 germinal an VII aux termes de laquelle le remboursement des frais par les condamnés au Trésor doit être ordonné par le jugement de condamnation ? Si les frais ne sont dus par l'accusé que s'il est reconnu coupable, pourquoi la partie civile en était-elle tenue dans tous les cas ?

Le Code d'instruction criminelle de 1808 ordonna seulement la condamnation aux dépens de la partie succombante. On pouvait en conclure *a contrario* que cette condamnation ne devait pas atteindre la partie civile qui obtenait gain de cause. Mais les règles traditionnelles ne tardèrent pas à être remises en vigueur : le décret du 18 juin 1811 rétablit la condamnation obligatoire des parties civiles aux dépens, dans tous les cas, sauf recours, s'il y a lieu, contre les condamnés; en outre les parties civiles non indigentes étaient obligées d'avancer tous les frais, en

matière de police simple ou correctionnelle, et pouvaient l'être aussi en matière criminelle.

Nous verrons que la jurisprudence a restreint les obligations des parties civiles en ce qui concerne l'avance des frais, et que la règle de la condamnation aux dépens de la partie civile non succombante, après avoir été limitée en 1832, a finalement été abolie en 1920. Actuellement les parties civiles n'ont plus, en principe, à avancer les frais que lorsqu'elles ont mis en mouvement la procédure, et elles ne sont plus condamnées aux dépens que lorsqu'elles succombent. Il s'en faut cependant que toutes les règles en vigueur aujourd'hui soient rationnelles et équitables : une tradition séculaire ne peut disparaître que progressivement, et laisse longtemps des traces dans la pratique et la législation.

Le principe que « toute partie qui succombe est condamnée aux dépens » a été affirmé tant en matière civile par l'article 130 du Code de procédure civile qu'en matière pénale par les articles 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle. On a beaucoup discuté le fondement juridique de ce principe (1). Nous pensons avec la majorité des auteurs qu'il se déduit logiquement de l'article 1382 du Code civil. L'infraction commise ou l'action intentée a tort constitue la faute; indépendamment de tout autre dommage, cette faute détermine un préjudice certain, consistant dans les frais que la procédure engagée

---

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, tome I, page 283. Rép. Fuzier, Hermann, *V<sup>o</sup> Dépens*, nos 9 et suiv. Auzière, *De la condamnation aux frais*, pages 4. et suiv. Dalloz. *Jur. gén.* *V<sup>o</sup> Frais de justice*, n<sup>o</sup> 970.

oblige la partie adverse à exposer ; le remboursement des frais n'est que la réparation de ce préjudice.

Mais l'application stricte du principe conduirait à décider qu'en cas d'acquiescement l'Etat doit être condamné aux dépens. Cette conséquence est admise par certains auteurs (1), mais la jurisprudence la rejette absolument : d'après elle, le ministère public, agissant dans un intérêt social, et l'Etat qu'il représente, ne peuvent jamais être condamnés aux dépens (2). En fait l'Etat, succombant dans la poursuite en l'absence de partie civile, supporte cependant tous les frais, puisqu'il les a tous avancés et ne peut les recouvrer sur personne : le prévenu acquitté est seulement privé du droit de se faire rembourser par lui les frais de sa défense. Mais si une partie civile est intervenue dans cette poursuite, elle est condamnée obligatoirement à tous les frais, même à ceux engagés par le ministère public qui a mis en mouvement la procédure. La condamnation qui l'atteint dans ce cas ne peut se justifier par l'idée de faute : manifestement la seule faute de la partie civile est d'être intervenue, et elle ne devrait supporter que les frais de son intervention. Entre beaucoup d'autres, cet exemple démontre combien, malgré toutes les améliorations réalisées, les parties civiles subissent encore, sous l'influence de conceptions anciennes, des charges qui, dans notre droit actuel, ne peuvent être juridiquement justifiées, et qui paraissent contraires à l'équité.

---

(1) Pand. franç. Rép. tome 34, Vo *Frais et dépens*, n° 1425.

(2) Cass. 10 Décembre 1878. D. P. 79. 1. 113. Cass. 23 Mars 1911 B. cr. n° 168.

L'objet du présent travail est d'étudier, dans son ensemble, la situation de la partie civile à l'égard du paiement des frais de justice.

Il convient de remarquer tout d'abord que la question des frais ne se pose, pour un plaignant, que s'il s'est constitué partie civile. Le plaignant ne peut, en cette qualité seule, être tenu en aucune façon des frais du procès pénal. Ce n'est que par la constitution de partie civile qu'il devient *partie* dans la procédure et qu'il assume une responsabilité quant au paiement des dépens. La constitution de partie civile ne peut d'ailleurs résulter que d'une déclaration formelle ou de conclusions aux fins de dommages-intérêts (art. 66 C. inst. crim.), ou du fait que le plaignant cite directement le prévenu devant la juridiction répressive. Ce principe comporte cependant des exceptions ; une disposition très obscure dont nous aurons à préciser la portée, spécifie que les administrations publiques, les départements, les communes et les établissements publics sont, dans certains cas, réputés parties civiles de plein droit.

Qu'entend-t-on exactement par *frais du procès pénal* ? La condamnation aux frais comprend-elle tous les frais sans exception qui ont été exposés au cours de l'instance ? Une remarque importante s'impose à cet égard. Il est certains frais dont l'imputation ne dépend pas de la solution du procès et qui, quelle que soit cette solution, sont régis par des règles invariables. C'est ainsi que les honoraires de l'avocat de la partie civile restent toujours, même si elle ne succombe pas, à sa charge, sans recours contre le Trésor ou le condamné. L'assistance d'un avocat n'est pas en effet obligatoire, et les honoraires qui lui

sont dûs ne rentrent pas dans la catégorie des frais de justice criminelle.

Les frais de justice criminelle sont énumérés limitativement par l'article 2 du décret du 5 octobre 1920, et seuls, en principe, les frais figurant dans cette énumération sont compris dans la liquidation des dépens et mis à la charge de la partie qui succombe. Il faut cependant en retrancher certaines catégories comme les indemnités des jurés, que l'Etat supporte toujours définitivement sans recours. Il faut par contre y ajouter les droits fiscaux de timbre et d'enregistrement. Enfin si la partie civile s'est fait assister par un avoué, les émoluments dûs à cet officier ministériel sont soumis, quant à leur imputation définitive, à des règles particulières. Tous ces points seront examinés plus complètement. Il suffit de noter dès à présent que la condamnation aux frais que peut prononcer la juridiction pénale ne concerne pas tous les frais occasionnés par la procédure, mais seulement certains d'entre eux, nettement déterminés.

Notre étude sera divisée en deux parties :

Nous examinerons, dans une première partie, les principes généraux relatifs aux obligations des parties civiles en ce qui concerne le paiement des frais du procès pénal.

Dans une seconde partie nous exposerons les dérogations que subissent ces principes, lorsque la partie civile dans l'instance répressive est l'Etat, un département, une commune, une administration publique ou un établissement public.

## PREMIÈRE PARTIE

---

### PARTIES CIVILES ORDINAIRES

---

Les obligations pécuniaires des parties civiles en ce qui concerne les frais de la procédure pénale doivent être examinées au double point de vue de *l'avance* et du *règlement définitif* des frais. Ce sont là deux questions bien distinctes. S'il arrive en effet souvent que la partie civile qui a avancé les frais en supporte définitivement la charge, dans d'autres cas ses avances lui sont remboursées, et parfois aussi, dispensée de consigner ou d'acquitter aucune somme au cours de la procédure, elle est, par le jugement ou l'arrêt, condamnée à tous les frais de l'instance.

Les obligations des parties civiles en ce qui concerne l'avance et le paiement des frais sont actuellement réglementées par le décret du 5 octobre 1920 pris en exécution de la loi du 23 octobre 1919. Ce décret a remplacé le décret du 18 juin 1844 qui depuis plus d'un siècle régissait toute la matière des frais de justice criminelle.



## CHAPITRE PREMIER

---

### AVANCE DES FRAIS

---

Les règles relatives à l'avance des frais sont différentes suivant que la partie civile est ou n'est pas assistée judiciairement. Nous examinerons successivement ces deux hypothèses.

#### SECTION I

##### **Procédures suivies sans assistance judiciaire**

##### § I. — *RÈGLEMENTATION ANTÉRIEURE AU DÉCRET DU 5 OCTOBRE 1920*

Aux termes de l'article 160 du décret du 18 juin 1811 « en matière de police simple ou correctionnelle, la partie civile qui n'aura pas justifié de son indigence, sera tenue, avant toutes poursuites, de déposer au greffe ou entre les mains du receveur de l'enregistrement, la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure. »

Il paraissait résulter de cet article que la consignation préalable n'était jamais exigible en matière *criminelle*, soit que la partie lésée ait mis en mouvement l'action publique en saisissant le juge d'instruction d'une plainte avec constitution de partie civile, soit qu'elle soit intervenue au cours de l'information ou à l'audience de la Cour d'as-

sises sur des poursuites commencées par le ministère public. Cette règle pouvait sembler en contradiction avec la disposition finale de l'article 368 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 28 avril 1832, qui après avoir stipulé que « dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais » ajoute : « Dans le cas où elle en aura consigné, en exécution du décret du 18 juin 1811, ils lui seront restitués ». La contradiction n'était qu'apparente. En réalité, la consignation pouvait, dans certains cas, être exigée de la partie civile en matière criminelle. Si, en effet, le juge d'instruction saisi d'une plainte avec constitution de partie civile a le devoir d'informer, quelles que soient les réquisitions du ministère public (1), au contraire, lorsque la partie lésée adresse sa plainte au Parquet en déclarant se porter partie civile, le procureur de la République est libre de requérir ou de ne pas requérir information ; si donc la plainte lui paraissait irréfléchie ou peu sérieuse, il était en droit d'exiger une consignation avant de saisir le juge d'instruction. D'autre part, une consignation pouvait avoir été faite en matière criminelle si l'affaire avait d'abord paru être correctionnelle et n'avait reçu une qualification criminelle qu'au cours de la procédure. Enfin, il faut noter que l'article 159 du décret du 18 juin 1811 disposait : « Toutes les fois qu'il y aura partie civile en cause et qu'elle n'aura pas justifié de son indigence dans les formes prescrites

---

(1) Cass. 8 décembre 1906, B. cr. n° 443. — Cass. 28 juin 1924, B. cr. n° 267. — Voir à ce sujet : *Revue pénitentiaire et de Droit pénal*, 1925, pp 34 et suiv., 83 et suiv.

par l'article 420 du Code d'instruction criminelle, les exécutoires pour les frais d'instruction, expédition et signification des jugements, pourront être décernés directement contre elle »; en vertu de la faculté donnée aux magistrats par cet article, la partie civile pouvait, bien que dispensée de consignation, être astreinte à avancer les frais de la procédure. C'est en vue de ces diverses hypothèses que l'article 4 de l'ordonnance du 28 juin 1832 indiquait les formalités à remplir par la partie civile non succombante pour obtenir le remboursement des sommes ayant « servi à solder les frais dans les affaires soumises au jury ».

En matière *correctionnelle* et de *simple police*, l'article 160 susvisé paraissait exiger une consignation dans tous les cas. Mais la jurisprudence avait limité l'obligation de consigner au cas seulement où une partie civile se constituait devant le juge d'instruction en *demandant l'ouverture d'une information à raison d'un délit*. Dans le cas de constitution soit devant le juge d'instruction, soit devant le tribunal correctionnel ou de simple police, *au cours d'une procédure poursuivie d'office* par le ministère public, aucune consignation ne pouvait être demandée à la partie civile intervenante, car d'après l'article 160 la consignation devait être faite avant toute poursuite (1); la

---

(1) Jurisprudence constante de la Cour de cassation. Voir notamment l'arrêt de la Chambre criminelle du 22 Janvier 1887 (B. cr. n° 24) qui contient l'attendu suivant, « Qu'en effet lorsque les poursuites sont commencées et doivent se continuer à la requête du ministère public, il n'y a pas le même motif de soumettre l'intervention de la partie à des garanties qui ne sont plus nécessaires et qu'il serait injuste qu'une obligation pécuniaire pût l'écarter d'un débat qu'elle n'a pas provoqué mais où elle a intérêt à faire valoir ses droits ». Cet arrêt a été rendu dans une espèce dans laquelle la partie civile s'était constituée à l'audience. Dans

partie civile était alors seulement tenue d'avancer les frais exposés par elle, en payant directement, par exemple, les taxes des témoins cités à sa requête ou les dépenses exceptionnelles qu'elle provoquait; mais l'avance de tous les autres frais continuait à être faite par le Trésor. De même, depuis un arrêt solennel de la Cour de Cassation du 4 mai 1883, une jurisprudence constante décidait que la partie civile *citant directement* le prévenu devant le tribunal correctionnel ou de simple police ne pouvait être astreinte à aucune consignation (1); la partie civile, dans cette hypothèse, faisait l'avance de tous les frais de la procédure en versant directement aux parties prenantes, huissiers, greffiers, témoins, etc., les sommes qui leur étaient dues, mais on ne pouvait lui imposer aucune consignation.

§ II. — RÈGLEMENTATION DU DÉCRET  
DU 5 OCTOBRE 1920

Le décret du 5 octobre 1920 a profondément modifié les règles antérieures concernant l'avance des frais par la partie civile. Il convient de distinguer à cet égard, le cas de la partie civile dont l'action détermine la mise en mouvement de l'action publique et le cas de la partie civile intervenant au cours des poursuites déjà engagées par le Parquet. Un dernier paragraphe sera consacré aux

---

le même sens, pour le cas de constitution à l'instruction dans une information ouverte à la requête du ministère public, voir Aix, 24 Avril 1912, D. P. 1912.2.168.

(1) Cass. chambres réunies 4 Mai 1883. B. cr. n° 179; Cass. crim. 1<sup>er</sup> Juin 1893. B. cr. n° 144. Ce dernier arrêt contient notamment l'at-tendu suivant : « Que dans le cas où la partie civile usant du droit que lui confère l'article 182 du Code d'instruction criminelle introduit elle-même l'action et supporte les frais qui en sont la conséquence, il n'y a pas lieu de la soumettre à la consignation visée à l'article 160, le Trésor public n'ayant dans ce cas aucun recouvrement à opérer ».

règles qui régissent, dans l'une ou l'autre hypothèse, l'avance des droits de timbre et d'enregistrement.

A. — PARTIE CIVILE METTANT EN MOUVEMENT

L'ACTION PUBLIQUE

a) *Obligation de consigner.* — Le paragraphe premier de l'article 151 du décret du 5 octobre 1920 pose deux principes importants. D'une part il étend aux matières criminelles la règle de la consignation, précédemment exclue de ces affaires par l'article 160 du décret du 18 Juin 1844. D'autre part il rend la *consignation obligatoire*, tant en matière criminelle qu'en matière correctionnelle ou de simple police, *toutes les fois que la partie civile saisit directement le juge d'instruction ou cite directement le prévenu devant la juridiction répressive*. Ces règles changent complètement la pratique antérieure qui dispensait de consignation la partie civile en cas de citation directe devant le tribunal, et ne l'y astreignait, lorsqu'elle saisissait directement le juge d'instruction, que pour les affaires correctionnelles. Sauf si elle a obtenu l'assistance judiciaire, la partie civile, dans les cas ci-dessus, est tenue de consigner, *sous peine de non recevabilité de sa plainte*; expression évidemment impropre qu'il faut traduire par *non-recevabilité de son action*.

Il résulte des travaux préparatoires du décret du 5 octobre 1920 que l'extension apportée par ce texte à l'obligation de consigner a été motivée par le désir de réprimer les abus résultant de l'ancienne réglementation qui permettait à des plaignants peu sérieux d'exercer

directement des poursuites sans avoir à consigner préalablement les frais de la procédure. (1)

b) *Autorité compétente pour fixer le taux de la consignation.* — Par qui est fixé le montant de la consignation ? Il faut distinguer trois cas :

1° *La partie civile saisit directement le juge d'instruction conformément à l'article 63 du Code d'instruction criminelle.* — Le montant de la somme à consigner est fixé par le magistrat instructeur. Si la partie civile estime que la somme fixée par le magistrat est excessive, elle peut attaquer la décision du juge d'instruction par la voie de l'opposition (2). En effet l'article 135 du Code d'instruction criminelle donne à la partie civile le droit de former opposition à « toute ordonnance du juge d'instruction faisant grief à ses intérêts civils », et la décision fixant le taux de la consignation rentre bien dans ce cas. Si donc, dans la pratique courante, le juge d'instruction peut se borner à inviter la partie civile à verser au greffe la somme qu'il fixe, il doit, en cas de refus de cette partie, rendre une ordonnance susceptible d'être déférée à la chambre des mises en accusation (3).

2° *La partie civile cite directement le prévenu devant le tribunal correctionnel ou de simple police.* — C'est le tribunal qui fixe alors le montant de la consignation, à la

---

(1) Rapport présenté au nom de la commission constituée en exécution du décret du 27 Avril 1919, page 228.

(2) En ce sens : Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, 4<sup>e</sup> édition, tome III V<sup>e</sup> Partie civile, n<sup>o</sup> 7.

(3) En ce sens, la Cour d'Aix, a admis, d'une façon générale, la recevabilité du recours formé par la partie civile contre les ordonnances du juge d'instruction relatives à la consignation. Aix, 24 Avril 1912. D. P. 1912.2.168.

première audience où l'affaire est portée (art. 151 § 2 du décret).

Si l'affaire est en état d'être jugée à cette audience, la consignation doit être effectuée séance tenante, faute de quoi le tribunal devra renvoyer la cause à une audience ultérieure. Dans ce cas également, si une constatation s'élève au sujet du *quantum*, elle doit être tranchée par un jugement susceptible d'appel, s'il émane du tribunal correctionnel, mais attaquable seulement par la voie du recours en cassation, en matière de simple police.

3° *La partie civile saisit directement la Cour d'assises, en matière d'infractions prévues par la loi sur la presse.*

— C'est alors le président de la Cour d'assises qui, en indiquant l'audience à laquelle l'affaire sera appelée, fixe par ordonnance le montant de la consignation (art. 151, § 3). Cette ordonnance ne pourrait être attaquée que par un pourvoi en cassation.

c) *Forme de la consignation et sanction du refus de consigner.* — Dans tous les cas, le montant de la somme à consigner est déterminé en évaluant « la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure » et la consignation est toujours effectuée au greffe (art. 151, § 1) (1). Les greffiers ne peuvent exiger aucune rétribution pour ce dépôt, à peine de concussion (art. 151, § 5). Ils doivent tenir un registre dans lequel est ouvert, pour chaque affaire, un compte particulier aux parties civiles qui ont

---

(1) En Alsace et Lorraine, la consignation est faite entre les mains du receveur d'enregistrement (arrêté du Commissaire général du 26 décembre 1921, *J. Off.* 15 février 1922).

consigné le montant présumé des frais de la procédure; ce registre est tenu sous la surveillance des procureurs généraux et des procureurs de la République dans les Cours d'appel et les tribunaux de première instance, et sous la surveillance des juges de paix dans les tribunaux de simple police (art. 152). Sur ce registre qui est coté et paraphé, suivant les cas, par le procureur général, le procureur de la République ou le juge de paix, les greffiers portent exactement les sommes reçues et payées (art. 153); ils doivent chaque année, transmettre à la Chancellerie un compte sommaire des sommes consignées et de celles qu'ils ont employées ou qui ont été restituées aux parties civiles (art. 156).

Si la partie civile s'abstient de consigner, son action est non recevable. Le juge d'instruction surseoit à l'ouverture de son information jusqu'au jour où le versement est effectué et peut, après communication de la plainte au Parquet, rendre une ordonnance disant qu'il n'y a lieu à informer. Le tribunal ou la Cour ajourne l'examen de l'affaire jusqu'au versement, et peut déclarer l'action non recevable.

d) *Obligation d'acquitter les frais sur la consignation.*  
—Le décret du 5 octobre 1920 n'a pas reproduit la disposition de l'article 159 du décret du 18 juin 1811 qui permettait dans certains cas, de délivrer des exécutoires directement contre la partie civile lorsque celle-ci n'avait pas consigné. Le nouveau règlement n'autorise la délivrance des exécutoires contre la partie civile que s'il y a consignation, mais *la délivrance des exécutoires contre la partie civile est obligatoire lorsqu'il y a consignation.*

C'est ce qui résulte nettement de l'article 147 du décret du 5 octobre 1920. S'il y a consignation, en conséquence, les frais ne doivent jamais être avancés par le Trésor; ils sont ordonnancés sur le montant de la consignation et payés par le greffier. Dans le cas où, par erreur, certains frais ont été ordonnancés et payés sur les crédits de justice criminelle il y a lieu d'en prescrire le reversement au receveur d'enregistrement par la partie prenante qui doit ensuite faire régler son mémoire sur les sommes consignées au greffe (1).

Il peut arriver que certains frais soient engagés avant la consignation. Cette circonstance se présentera rarement dans le cas de constitution de partie civile devant le juge d'instruction, la consignation étant alors effectuée avant tout acte de procédure. Au contraire, au cas de citation directe devant le tribunal, la partie civile doit, avant la première audience à laquelle sera fixée la somme à consigner, faire citer le prévenu et les témoins. Il lui appartient alors de payer directement les frais d'assignation, à moins que l'huissier n'attende pour demander le paiement de ses droits, que la consignation ait été effectuée. Aucune difficulté ne peut s'élever dans ce cas. Mais il n'en est pas de même dans l'hypothèse suivante : l'individu cité directement par la partie civile est un condamné détenu dans une autre localité; il importe de le faire transférer avant la première audience à laquelle sera fixé le montant de la consignation, car sa non-comparution entraînerait nécessairement le renvoi de l'affaire et des frais inutiles (notam-

---

(1) Lettre Chanc. à P. G., Angers, 4 janvier 1923.

ment la réassignation des témoins). La Chancellerie a décidé que « lorsqu'il est indispensable de faire exécuter avant la première audience une mesure dont la réalisation échappe aux diligences de la partie civile et ne peut être assurée que par l'ordre du Parquet » ce dernier doit aviser la partie civile que le Trésor n'en supportera pas les frais, et l'inviter à en consigner le montant. (1)

e) *Supplément de consignation en cours d'instance.* — L'art. 151 § 4 du décret prévoit le cas où le montant de la consignation est épuisé avant la fin de l'instance. Il décide qu' « un supplément de consignation peut être exigé au cours des poursuites, soit pendant l'instruction, soit devant la juridiction de jugement, dès que le reliquat paraît insuffisant pour assurer le paiement de tous les frais y compris l'enregistrement du jugement ».

A la différence de la consignation préalable imposée à toute partie civile, qui met en mouvement l'action publique, le supplément de consignation au cours des poursuites n'est pas formellement exigé; l'art 151 dit seulement qu'il *peut* être exigé. Les magistrats sont libres d'apprécier si cette mesure est opportune (2).

La décision prescrivant à la partie civile de verser un supplément de consignation est prise, suivant les cas, par le juge d'instruction, le tribunal de simple police, le tribunal correctionnel ou la Cour d'assises. Elle est susceptible des mêmes voies de recours que la décision qui a fixé le taux de la consignation primitive.

---

(1) Lettre à P. G. Rennes, 18 juillet 1923.

(2) Lettre Chanc. à P. G. Paris, 9 février 1923.

Quelle sera la sanction du refus de la partie civile de verser un supplément de consignation ? Le règlement n'en prévoit aucune. Mais il est évident que cette sanction doit être la même qu'en cas de refus de consigner au début de la procédure, c'est-à-dire la non recevabilité de l'action. Le juge d'instruction pourra donc, sur les réquisitions du Parquet et si l'ordre public n'est pas intéressé, suspendre ou clôturer son information. Mais l'application de cette sanction sera, en pratique, impossible, dans le cas de procédure en instance devant la juridiction répressive. Soit, par exemple, un tribunal correctionnel qui, après plusieurs audiences consacrées à des auditions de témoins, estime indispensable d'ordonner une expertise ; mais la consignation ne suffit plus pour en garantir les frais, et la partie civile refuse d'en verser le supplément ; le tribunal va-t-il suspendre la procédure ou rendre un jugement déclarant que, vu l'insuffisance de consignation, l'action n'est plus recevable ? Le prévenu lui-même pourrait protester contre une telle solution qui le priverait de la possibilité de se disculper d'une accusation portée publiquement contre lui. A plus forte raison paraît-il impossible d'interrompre, pour semblable motif, en cause d'appel, une instance déferée à la Cour par un prévenu condamné en première instance (1).

L'art. 147 § 2 du décret du 5 octobre 1920 permet d'éviter ces difficultés. « Dans tous les cas où la consignation n'a pas été faite ou si elle est insuffisante, les frais sont avancés par l'administration de l'enregistre-

---

(1) Lettre Chanc. à M. Alcide Delmont, député, 5 septembre 1925.

ment ». Si donc un supplément de consignation n'est pas exigé de la partie civile, ou si celle-ci refuse de le verser, le Trésor, dans le cas où les magistrats ne croient pas opportun d'arrêter la procédure, fait l'avance des frais à partir du jour où la consignation primitive est épuisée.

f) *Frais qui ne doivent pas être payés sur la consignation.* — Pour assurer l'imputation des frais sur la somme consignée au greffe, toutes les fois qu'il y a consignation, l'art. 148 du décret exige que « dans les exécutoires décernés sur les caisses de l'administration de l'enregistrement pour des frais qui ne restent pas définitivement à la charge de l'Etat », il doit être mentionné qu'il n'y a pas de partie civile en cause, ou que la partie civile a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire, ou qu'il n'y a pas eu de consignation suffisante. Il faut remarquer l'expression : *pour des frais qui ne restent pas définitivement à la charge de l'Etat*. Elle mesure l'étendue des obligations de la partie civile en ce qui concerne l'avance des frais : ces obligations sont limitées aux frais dont le paiement définitif lui incombera si elle succombe. Ne sont en aucun cas ordonnancés sur les sommes consignées et sont toujours payés par le Trésor les frais qui en toute hypothèse doivent rester définitivement à la charge de l'Etat ; l'énumération en est donnée à l'article 157 du décret. Par contre les autres frais sont payés sur la consignation, bien que les termes de l'article 147 paraissent apporter une restriction en ne parlant que des « frais d'instruction, expédition et signification du jugement » ; mais cette disposition englobe en réalité tous les frais exposés jusqu'au jour où le jugement est devenu définitif ; quant aux frais postérieurs comme

ceux dûs pour rédaction du bulletin n° 1 ou pour frais de capture du condamné, il ne peut évidemment être question de les acquitter sur le reliquat de consignation qui est d'ailleurs restitué à la partie civile non succombante après la décision définitive (art. 154). Mais il y a lieu d'observer que tant qu'il n'est pas intervenu une décision devenue définitive, tous les frais, sauf ceux devant en tout état de cause rester à la charge de l'Etat, sont imputables sur la consignation, sans distinguer entre les dépenses provoquées par la partie civile et celles qui, exposées par le Parquet, se rapportent uniquement à l'exercice de l'action publique, par exemple le prix du bulletin n° 2 du casier judiciaire du prévenu. Cette règle se justifie parfaitement puisque le ministère public est resté étranger à la mise en mouvement de la procédure intentée par la partie civile.

#### B. — PARTIE CIVILE INTERVENANTE

Les règles relatives à l'avance des frais sont tout à fait différentes lorsque la partie civile se borne à intervenir dans des poursuites déjà commencées par le ministère public. Dans l'hypothèse précédente la partie civile avait mis l'action publique en mouvement; le Parquet n'avait pas cru devoir agir, soit qu'il ait pensé que l'ordre public n'était pas intéressé, soit qu'il ait estimé les indices trop faibles. Il était juste que la partie civile avançât tous les frais de l'instance engagée par elle dans ces conditions. Ici au contraire le ministère public a pris l'initiative des poursuites, a requis l'ouverture d'une information, ou a

citée directement le prévenu devant le tribunal correctionnel ou de police; le Trésor a assumé la charge d'avancer les frais de la procédure, et il n'y a aucune raison pour que l'intervention d'une partie civile au cours de l'instance modifie cette situation.

La consignation n'est donc pas exigible lorsque la constitution de partie civile vient se greffer sur une poursuite exercée par le ministère public; c'est ce qui résulte très nettement *a contrario* de l'article 151 du décret du 5 octobre 1920 ainsi que des travaux préparatoires du décret (1). Dans cette hypothèse, aucune modification n'est apportée à la pratique antérieure, telle qu'elle avait été fixée par la jurisprudence (2). La partie civile intervenante ne peut être tenue de consigner, qu'elle se constitue à l'audience (3) ou devant le juge d'instruction déjà saisi par le Parquet (4).

S'ensuit-il qu'elle n'ait à avancer aucun frais ? Nous ne le pensons pas. Le Trésor continue à faire l'avance des frais engagés par le ministère public, ou, en d'autres termes, des frais dont l'avance lui aurait incombé en l'absence de partie civile. Cette dernière doit au contraire avancer les frais provoqués par son intervention ou engagés à sa requête. Telle était déjà la règle admise avant le décret du 5 octobre 1920 (5). La situation du Trésor au point de vue des avances ne peut être aggravée, ni amélio-

---

(1) *Procès-verbal de la 4<sup>e</sup> sous-commission*, 3<sup>e</sup> séance.

(2) Cf. *supra* page 17 note 1.

(3) En ce sens : lettre Chanc. à M. Gerbe, sénateur, 28 juin 1923.

(4) En sens contraire : Richaud, *Des droits de la partie civile au cours de l'information judiciaire*, *Lois nouvelles*, 1922, 1<sup>re</sup> partie, page 45.

(5) *Lacomblez Guide pratique des frais de justice*, 2<sup>e</sup> éd. 1918, page 11.

rée par l'intervention. En conséquence la partie civile devra payer directement les frais de citation et la taxe des témoins qu'elle veut faire entendre (1). De même elle devra avancer les frais de toute mesure d'information ordonnée expressément sur sa demande.

En principe aucune consignation ne sera exigée d'elle, et le paiement sera effectué directement par ses soins; mais par exception elle devra consigner dans un cas : lorsque le magistrat instructeur ou la juridiction saisie aura, à sa requête, ordonné une expertise; la Chancellerie interdit en effet aux experts de recevoir leur paiement des parties en cause; la partie civile doit alors consigner au greffe le montant présumé des frais d'expertise (2).

#### C. — AVANCE DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

a) *Jugements et arrêts.* — Que la partie civile ait mis elle-même en mouvement l'action publique ou qu'elle soit intervenue sur les poursuites déjà commencées, les jugements et arrêts doivent, d'après la législation fiscale, dès lors qu'il y a partie civile en cause, être rédigés sur papier timbré et enregistrés au comptant (3).

Mais depuis le décret du 5 octobre 1920, cette règle n'est

---

(1) Aux termes de l'article 34 du décret du 5 octobre 1920, il appartient à la partie civile de payer les indemnités dues aux témoins cités par elle. Le texte ne fait pas de distinction et s'applique certainement aux procédures dans lesquelles la partie civile s'est bornée à intervenir sur des poursuites exercées par le ministère public. Il résulte des travaux préparatoires du décret que la taxe est signée par les magistrats devant lesquels comparaissent les témoins, mais qu'elle est exécutoire contre la partie civile qui les a cités ou appelés (*Procès-verbal de la commission plénière*, 6<sup>e</sup> séance).

(2) Circ. Chanc. du 1<sup>er</sup> décembre 1902. *Bull. off. Justice* 1902, page 281.

(3) Loi du 22 Frimaire an VII, art. 68, § 1<sup>er</sup>, N<sup>o</sup> 48 ; loi du 25 mars 1817, art. 74.

plus en vigueur lorsque la partie civile n'a pas succombé; dans ce cas, même s'il y a consignation suffisante, les formalités doivent toujours être données en débet, car il n'y aurait aucun intérêt à lui faire payer des sommes qu'elle serait en droit de se faire rembourser immédiatement par le Trésor (1).

D'autre part, le ministre des Finances a admis, par décision du 5 septembre 1861, que « les jugements et arrêts qui, par suite de l'intervention des parties civiles, devraient être enregistrés au comptant, pourront recevoir en débet la double formalité du timbre et de l'enregistrement sur la production d'une réquisition écrite du ministère public ». La Chancellerie a prévu la délivrance de cette réquisition lorsque les fonds consignés par la partie civile sont épuisés (2). Mais au cours de la préparation du décret du 5 octobre 1920, le représentant de l'administration de l'enregistrement a fait observer que les Parquets délivraient trop facilement de semblables réquisitions, et c'est pour remédier à cet abus que l'article 181 décide que les consignations doivent être calculées en tenant compte à l'avance des droits d'enregistrement du jugement (3). Ces droits doivent donc, lorsque la partie civile a succombé et qu'il reste consignation suffisante, être prélevés sur le montant de la consignation; en l'absence de consignation, ce qui se produit notamment au cas où la partie civile ne s'est constituée qu'au cours des poursuites, l'enregistre-

---

(1) Lettre du ministre des Finances au ministre de la Justice du 26 août 1925.

(2) Circulaire du 5 novembre 1861. *Recueil officiel*, tome II, page 514, note 2.

(3) *Procès-verbal de la 4<sup>e</sup> sous-commission*, 3<sup>e</sup> séance.

ment doit être fait en débet sur la réquisition du ministère public, et le montant des droits est compris dans l'état liquidatif des dépens dont le recouvrement sera poursuivi contre elle. Dans un cas exceptionnel le Trésor aura d'ailleurs un moyen de pression particulier pour la contraindre à payer ces droits; la circulaire de la Chancellerie du 5 novembre 1861 décide que « pour sauvegarder les droits du Trésor, il est expressément recommandé aux greffiers de ne délivrer aux parties civiles non indigentes des expéditions des jugements et arrêts enregistrés en débet sur les réquisitions du ministère public qu'après l'acquittement des droits de timbre et d'enregistrement ». Cette circulaire trouve encore actuellement son application dans le cas où un accusé acquitté par la Cour d'assises est cependant condamné à des dommages intérêts envers la partie civile; dans ce cas, d'après la jurisprudence, la partie civile est réputée succomber et est condamnée aux dépens; en l'absence de consignation, l'arrêt est enregistré en débet, mais le greffier ne délivre à la partie civile la grosse lui permettant de poursuivre le paiement de ses dommages-intérêts que lorsqu'elle justifie avoir acquitté les droits d'enregistrement; le Trésor dans cette hypothèse puise donc dans le refus de délivrance de la grosse une garantie supplémentaire de recouvrement.

b) *Déclarations d'appel et de pourvoi.* — Les déclarations d'appel et de pourvoi en cassation qui sont toujours timbrées et enregistrées en débet dans les procédures pénales lorsqu'il n'y a pas partie civile en cause, doivent au contraire, lorsqu'il y a partie civile, être soumises à ces deux formalités au comptant. La question s'est posée de

savoir si les droits en question doivent être avancés par la partie civile lorsque la voie de recours est exercée par le prévenu. Cette question a été résolue par la négative (1). Par dérogation au principe que la partie civile, lorsqu'elle a mis en mouvement l'action publique, doit avancer tous les frais de la procédure, il est admis que l'avance des droits de timbre et d'enregistrement des déclarations d'appel et de pourvoi formés par le prévenu ne peut lui incomber. Le prévenu lui-même est d'ailleurs dispensé de faire cette avance s'il est détenu ou insolvable et dans ces deux cas les formalités ont lieu en débet.

Si le recours est exercé par le ministère public, il doit être visé pour timbre et enregistré en débet.

Mais s'il est exercé par la partie civile, il est en toute hypothèse soumis au timbre et à l'enregistrement au comptant, même en cas d'absence ou d'insuffisance de la consignation (2).

c) *Autres pièces de la procédure.* — En annexe à la circulaire du 14 août 1876, la Chancellerie a dressé, après accord avec l'administration de l'enregistrement, le tableau des actes judiciaires soumis au timbre et à l'enregistrement dans les procédures pénales (3). Les formalités sont, en règle générale, remplies en débet lorsqu'il n'y a pas partie civile. Dans le cas contraire les droits doivent être acquittés au comptant, et sont prélevés sur la consignation. En l'absence de consignation, les exploits soumis

---

(1) Décisions de la Chancellerie, 20 septembre 1912, *Bull. Off.* 1912, page 286 ; et 31 mars 1913, *Bull. Off.* 1913, page 107.

(2) Lettre précitée, page 30, note 1.

(3) *Bull. Off.* 1876, page 154.

au timbre et à l'enregistrement peuvent, comme les jugements et arrêts, recevoir la double formalité en débet sur la production d'une réquisition écrite du ministère public (1). Les actes autres que les exploits sont d'ailleurs, pour la plupart, dispensés du timbre et de l'enregistrement; il en est ainsi notamment de tous les actes intérieurs d'instruction.

## SECTION II

### **Cas où la partie civile est assistée judiciairement**

Nous avons vu que, même dans les procédures suivies sans assistance judiciaire, le Trésor fait l'avance des frais : 1° lorsque la partie civile est dispensée de consignation, c'est-à-dire dans les procédures où elle est intervenue sur des poursuites mises en mouvement par le ministère public; nous avons indiqué cependant que dans ces procédures la partie civile doit avancer les frais exposés par elle ou à sa requête; 2° lorsque la consignation à laquelle est soumise la partie civile, dans les instances mises en mouvement par elle, est épuisée, et que la partie civile refuse de verser un supplément, sans qu'il paraisse possible d'interrompre les poursuites pour ce motif. Dans ces hypothèses les exécutoires sont décernés sur les caisses de l'administration de l'enregistrement et les frais sont avancés par les agents de cette administration sur les crédits de justice criminelle conformément aux articles 147 et 148 du décret du

---

(1) Circulaire Chanc., 5 novembre 1861. V. page 30, note 2.

5 octobre 1920. Il en est également ainsi lorsque la partie civile est assistée judiciairement.

Aux termes de l'article premier de la loi du 10 juillet 1901 l'assistance judiciaire peut être accordée aux parties civiles devant les juridictions d'instruction et de répression. Il résulte des travaux préparatoires de cette loi que l'assistance peut être accordée dans tous les cas, soit que la partie civile poursuive directement, soit qu'elle intervienne dans des poursuites engagées par le ministère public.

Comment est accordée l'assistance judiciaire aux parties civiles en matière répressive ? La Chancellerie, sous l'empire du décret du 18 juin 1844, avait d'abord pensé que pour éviter la lenteur des formalités habituelles, il aurait pu suffire que la partie civile justifiât de son indigence dans les formes prévues par l'article 420 du Code d'instruction criminelle auquel se réfèrait l'article 169 dudit décret. Mais l'article 420 constitue une disposition exceptionnelle qui dispense, sous certaines justifications, la partie civile indigente, de consigner l'amende de pourvoi lorsqu'elle exerce un recours en cassation, et la loi du 10 juillet 1906, en organisant la procédure à suivre pour l'instruction des demandes d'assistance judiciaire, a statué en termes généraux. Il n'est plus discuté aujourd'hui que pour avoir l'assistance, la partie civile doit obtenir une décision du bureau compétent, conformément à l'article 3 de cette loi. L'admission provisoire peut d'ailleurs être accordée dans les cas d'extrême urgence, ainsi qu'il est prévu à l'article 6, au besoin par un seul membre du bureau :

tout danger de retard pouvant préjudicier à la partie civile est ainsi écarté.

Quels seront les effets, au point de vue de l'avance des frais, de l'assistance ainsi accordée ? Non seulement la partie civile sera dispensée de la consignation dans les cas où elle devait y être soumise, mais elle n'aura plus aucune espèce de frais à avancer. L'article 14 de la loi du 10 juillet 1901 spécifie que l'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au Trésor et aux diverses parties prenantes. Tous les actes de la procédure ainsi que les actes et titres produits par la partie civile assistée sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Mais les avances du Trésor sont limitées aux frais de transport des juges, des officiers ministériels, et des experts, aux honoraires des experts, aux taxes des témoins et aux frais dûs à des tiers non officiers ministériels. Les émoluments et honoraires des greffiers et officiers ministériels ne peuvent être ordonnancés sur les caisses de l'administration de l'enregistrement; ils sont provisoirement réservés; ni le Trésor, ni la partie civile n'ont à en faire l'avance en cours d'instance, et leur sort dépendra de la solution du procès pénal.

---



## CHAPITRE II

---

### RÈGLEMENT DÉFINITIF DES FRAIS

---

Le règlement définitif de la procédure pénale est conditionné, aux termes de l'article 162 du décret du 5 octobre 1920, par le résultat de cette procédure. Si la partie civile ne succombe pas, elle n'est pas tenue des frais, et ceux qu'elle a avancés lui sont restitués. Si elle succombe, elle est condamnée aux dépens. Nous examinerons chacune des deux hypothèses, après avoir déterminé ce qu'il faut entendre exactement de ces expressions : « partie civile qui succombe » et « partie civile qui ne succombe pas ».

#### SECTION I

##### **Dans quel cas la partie civile est réputée ne pas succomber et dans quel cas elle est réputée succomber**

La question de savoir dans quel cas on doit considérer que la partie civile a ou n'a pas succombé est parfois très délicate. Comme elle n'est tranchée par aucun texte, la pratique a été tentée, pour la résoudre, de s'inspirer des conceptions traditionnelles sur le rôle des parties civiles dans les procédures pénales, et la jurisprudence à construit tout un système qui s'explique historiquement mais qui ne paraît pas reposer sur des bases juridiques solides.

Si le droit actuel permet à la partie civile, en exerçant son action en dommages-intérêts devant la juridiction répressive de mettre en mouvement l'action publique, il n'en est pas moins certain qu'elle n'a ni l'exercice, ni la disposition de cette dernière action, qu'elle n'a pas qualité pour requérir l'application d'une peine, et que son action vise uniquement la réparation du dommage causé par l'infraction. On doit donc décider qu'elle réussit ou succombe suivant qu'elle obtient ou n'obtient pas de dommages-intérêts, sans rechercher si les juges ont ou n'ont pas prononcé une condamnation pénale sur les réquisitions du ministère public.

La jurisprudence a adopté, nous allons le voir, la théorie contraire; d'après elle la partie civile réussit ou succombe suivant le résultat de l'action publique, sans tenir compte du résultat de l'action civile, de sorte qu'elle pourra être réputée succomber même si elle obtient tous les dommages-intérêts qu'elle réclamait. Il serait impossible de comprendre ce système, en apparence paradoxal, si l'on n'avait pas présent à l'esprit le souvenir du rôle joué par la partie lésée dans la procédure accusatoire.

Le plus souvent d'ailleurs, aucune difficulté ne se présentera, car l'action publique et l'action civile réussiront toutes les deux ou échoueront l'une et l'autre. Dans le premier cas, le prévenu est à la fois condamné à une peine et à des dommages-intérêts, et la partie civile triomphe évidemment. Dans le second cas, le prévenu ne se voit infliger aucune condamnation pénale ou civile, et la partie

civile succombe sans aucun doute (1). Cette hypothèse est réalisée même lorsque la juridiction saisie, sans examiner le bien fondé des deux actions, se déclare incompétente pour en connaître (2).

Mais il peut arriver que, le prévenu étant reconnu coupable et condamné à une peine, la partie civile n'obtienne pas de dommages-intérêts; l'action publique est reconnue justifiée, mais l'action civile est rejetée. La jurisprudence décide que dans ce cas la partie civile n'a pas succombé et pose en principe que, lorsque sur sa plainte le prévenu a été reconnu coupable des infractions relevées à sa charge, elle ne peut être condamnée aux dépens même lorsqu'elle a succombé dans sa demande en dommages-intérêt (3). La restriction qu'elle apporte à cette règle révèle mieux encore la théorie qui l'inspire : la partie civile ne peut être déchargée des frais nés de son action civile que dans la mesure où ils ont concouru utilement à la poursuite (4). Ainsi apparaît ici la distinction entre les frais nés de l'action civile et ceux nés de l'action pu-

---

(1) Il en est ainsi non seulement lorsque la décision émane d'une juridiction de jugement, mais encore lorsqu'une juridiction d'instruction termine la procédure par un non-lieu basé sur l'inexistence du délit ou l'absence de charges suffisantes. En conséquences les Chambres des mises en accusation, en rendant des arrêts de non-lieu doivent condamner aux dépens la partie civile succombante. En ce sens : Cass. 17 août 1849. B. cr. n° 208 — 8 janvier 1870. B. cr. n° 4. — 21 février 1913. B. cr. n° 92 — 17 février 1916. B. cr. n° 42. Il doit en être de même pour les ordonnances de non-lieu rendues par les juges d'instruction, et qui constituent, comme les arrêts de non-lieu, des décisions juridictionnelles. Cf. Dalloz, *Rép. pr. de législ.* tome 6, 1914. *V° Frais et dépens*, n° 1075. V. *infra*, page 73, note 3.

(2) Cf. Cass. 21 mars 1878, B. cr. n° 76.

(3) Cass. 30 mai 1908, B. cr. n° 225. Cf. Faustin Hélie, *Inst. crim.* tome 8, n° 3840.

(4) Cass. 3 novembre 1894, B. cr. n° 267. — Cass. 3 juin 1911, B. cr. n° 294.

blique; mais sans rechercher si la poursuite a été mise en mouvement par la partie civile ou par le ministère public, il est décidé que la partie civile, même échouant dans sa demande en dommages intérêts, ne supporte pas les frais de son action civile du moment que ces frais ont été exposés utilement et ont concouru au succès de l'action publique.

Inversement il peut arriver, et il arrive en fait très fréquemment, que l'accusé, en Cour d'assises, soit acquitté et cependant condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile lorsque la Cour trouve à sa charge, dans les faits qui ont été l'objet de l'accusation, et sans contredire la déclaration négative du jury, les éléments d'une faute ayant causé un préjudice (1), à condition que cette faute soit distincte des actes criminels écartés par le verdict (2). Ce pouvoir appartient, en vertu des articles 358 et 366 du Code d'instruction criminelle, à la Cour d'assises même lorsqu'elle statue correctionnellement, mais non aux tribunaux correctionnels et de simple police, qui n'ont pas la plénitude de juridiction (3). La jurisprudence décide que dans ce cas la partie civile, bien qu'obtenant des dommages-intérêts, est réputée succomber, car elle succombe dans le concours qu'elle a prêté à la partie publique (4).

Cette théorie, critiquée par plusieurs auteurs (5), en-

---

(1) Cass. 7 juillet et 16 décembre 1921, B. cr. nos 283 et 476.

(2) Cass. 11 septembre 1924, B. cr. n° 341.

(3) Cass. 12 juillet 1922, B. cr. n° 250 ; 6 août 1925, B. cr. n° 257.

(4) Cass. 5 mai 1892, B. cr. n° 124. Si la procédure composait plusieurs accusés, la partie civile ne succombe que si tous sont acquittés. Cass. 20 février 1909, B. cr. n° 117.

(5) V. notamment Garraud, *Précis de droit criminel*, 11<sup>e</sup> éd. p. 900.

traîne souvent des conséquences très rigoureuses pour la partie civile : elle doit supporter tous les frais de la procédure alors que souvent, l'accusé étant insolvable, elle ne peut recouvrer contre lui ses dommages-intérêts.

Le système adopté par la jurisprudence, qui subordonne uniquement le succès ou l'échec de la partie civile au résultat de l'action publique, n'est pas en harmonie avec la conception moderne de la dualité des actions publique et civile. Mais la tradition, plus forte que la logique juridique, ne pourrait être effacée que par un texte formel. Aussi la Chancellerie envisage-t-elle actuellement le dépôt d'un projet de loi tendant à ajouter à l'article 368 du Code d'instruction criminelle un paragraphe ainsi conçu : « N'est pas réputée avoir succombé, nonobstant l'acquiescement de l'accusé, la partie civile qui obtient des dommages-intérêts ». Une telle réforme paraît s'imposer : la partie civile, dans notre législation, réclame seulement la réparation du préjudice subi; elle n'est pas un auxiliaire du ministère public, et ce dernier a seul l'exercice de l'action publique, même lorsqu'elle a mis en mouvement la procédure; le succès ou l'échec de la partie civile ne peut s'apprécier que par le résultat de l'action en dommages-intérêts, indépendante de l'action pénale exercée devant les mêmes juges.

Dans un certain nombre d'hypothèses se pose la question de savoir si la partie civile doit être ou n'être pas réputée succomber lorsque l'action publique aboutit seulement à la constatation de la culpabilité du prévenu, alors que pour un motif quelconque aucune peine ne peut être prononcée. Doit-on décider qu'en pareille cas le ministère

public a réussi dans son action, ou qu'il a échoué ? Il est important de le savoir puisque la jurisprudence n'envisage que le résultat de l'action publique pour apprécier si la partie civile a ou n'a pas succombé. Mais la question présente autant d'intérêt si l'on admet que l'échec ou le succès de la partie civile dépend seulement du résultat de l'action civile, car étant donné que, sauf aux assises sous certaines conditions, la juridiction pénale ne peut pas allouer de dommages-intérêts quand l'action publique est injustifiée (1), il faut déterminer si cette juridiction, en reconnaissant l'infraction constante tout en ne prononçant aucune condamnation pénale, a le droit d'accorder les réparations civiles sollicitées.

La jurisprudence décide, d'une façon générale, qu'il n'est pas nécessaire qu'une peine soit infligée pour que la partie civile soit réputée ne pas succomber ; il suffit que la juridiction répressive déclare l'infraction constante ; et elle admet que cette condition est suffisante pour justifier l'allocation de dommages-intérêts. Nous allons examiner les différentes hypothèses dans lesquelles la question peut se présenter.

L'acquittement d'un mineur pour absence de discernement présuppose la reconnaissance du fait matériel de l'infraction et constitue plutôt une absolution. Aucune peine n'est prononcée dans ce cas, mais le mineur a été reconnu l'auteur du fait punissable. Il succombe sans aucun

---

(1) C'est ainsi que les tribunaux correctionnels ne peuvent jamais, après l'acquittement du prévenu *déclaré non coupable*, statuer sur les réparations civiles. Cass. 6 août 1925. B. cr. n° 257.

doute (1). La partie civile peut obtenir des dommages-intérêts. Même si elle n'en obtient pas, par exemple si elle ne prouve pas avoir subi un préjudice, elle ne sera pas condamnée aux dépens, d'après la jurisprudence, puisque l'action publique a réussi.

De même lorsqu'aux assises le verdict du jury, en écartant des circonstances aggravantes, ne laisse subsister qu'un simple délit et que ce délit se trouve prescrit, l'accusé absous succombe puisqu'il est reconnu coupable (2). La partie civile, qu'elle obtienne ou non des dommages-intérêts, ne succombe pas.

Lorsque la partie civile fait seule appel d'un jugement d'acquiescement rendu par le tribunal correctionnel, la Cour, bien que l'action publique soit éteinte, peut, en déclarant le délit constant, allouer les réparations civiles; aucune condamnation pénale ne peut être prononcée et cependant la partie civile ne succombe pas (3). Il en est de même au cas de recours en cassation formé par la partie civile seule; l'action publique est éteinte par le défaut de pourvoi du ministère public, et le recours ne peut concerner que les intérêts civils (4).

Le décès du prévenu au cours de l'instance arrête

---

(1) « Attendu que si l'âge du coupable peut l'affranchir de la peine corporelle qu'il avait encourue, il ne peut le dispenser des réparations pécuniaires ; qu'un accusé succombe, dans le sens de la loi, toutes les fois qu'il est reconnu auteur d'un fait punissable ». Cass. 12 février 1829. B. cr. n° 35.

(2) « Attendu que l'accusé n'en a pas moins succombé puisqu'il a été déclaré coupable par le jury ; qu'il résulte de cette déclaration que la poursuite était légitime ». Cass. 28 avril 1894, B. cr. n° 116.

(3) Cass. 10 juin 1920, B. cr. n° 265. — Cf. également Cass. 4 février 1911, B. cr. n° 82. — Cass. 12 janvier 1924, B. cr. n° 22. — Rouen 21 avril 1923, S. 24.2.17.

(4) Cf. Cass. 7 février et 4 juillet 1925, B. cr. n°s 42 et 218.

l'action publique. Si ce décès se produit avant toute décision sur le fond, la juridiction répressive devient incompétente pour statuer sur l'action civile (1); elle doit se borner à déclarer l'action publique éteinte et à reconnaître son incompétence quant à l'action civile; doit-elle condamner la partie civile aux dépens ? Le prévenu n'a pas succombé, mais il paraît difficile de dire que la partie civile a succombé, alors que le bien fondé des actions publique et civile n'a même pas été examiné. Si le décès du prévenu se produit après un jugement sur le fond, mais alors que la décision n'est pas encore définitive, par exemple pendant l'instance d'appel, la juridiction répressive demeure compétente pour statuer sur l'action civile. Le juge d'appel peut prononcer des condamnations civiles contre les héritiers du prévenu décédé, à condition de constater un délit à la charge de ce prévenu lui-même (2); dans ce cas la condamnation aux frais du procès pénal doit être prononcée contre les héritiers (3); et il en est de même lorsque le prévenu meurt après avoir formé un pourvoi : la Cour de cassation déclare l'action publique éteinte, et, si elle rejette le pourvoi quant aux réparations civiles, condamne aux dépens les héritiers du demandeur (4).

Mais que décider lorsque les poursuites sont interrompues parce qu'une loi nouvelle enlève tout caractère pénal aux faits poursuivis, ou parce que la loi pénale qui avait attribué un caractère délictueux à certains faits pendant

---

(1) En ce sens : Cass. 1<sup>er</sup> juillet 1899, B. cr. n<sup>o</sup> 188.

(2) Cass. 11 décembre 1903, B. cr. n<sup>o</sup> 420.

(3) En ce sens : Le Poittevin, *Code d'instr. crim. annoté*, art. 162, n<sup>o</sup> 57.

(4) Cass. 28 novembre 1924, B. cr. n<sup>o</sup> 400.

une certaine période cesse d'être applicable par suite de l'expiration de cette période ? La question s'est posée récemment pour le délit de spéculation illicite sur les loyers, prévu et réprimé par la loi du 23 octobre 1919 dont les dispositions édictées pour trois ans sont devenues inopérantes le 25 octobre 1922. A partir de cette dernière date aucune poursuite ne pouvait plus être exercée ou continuée par application de la dite loi (1). L'action publique se trouvant éteinte, comment convenait-il de régler les frais exposés ? La Chancellerie a décidé que la partie civile ne pouvait être considérée comme ayant succombé, puisque « si son action n'a pu recevoir de suite au point de vue pénal, c'est uniquement à raison de l'abrogation de la loi qui la justifiait » (2). Mais le prévenu n'a pas succombé non plus, si l'information se termine par une ordonnance de non-lieu, le juge d'instruction ne pouvant reconnaître un délit à sa charge. Si au contraire la juridiction de jugement est déjà saisie, l'extinction de l'action publique ne dessaisit pas les juges de l'action civile ; ils peuvent donc examiner si le prévenu avait commis le délit, et dans l'affirmative, en statuant sur les intérêts civils, le condamner aux dépens (3). La solution doit en effet être la même qu'au cas de décès du prévenu en cours d'instance : l'impossibilité de prononcer une sanction pénale

---

(1) Circ. Chanc. 30 octobre 1922, *Bull. Off. Justice* 1922 p. 93.

(2) *Ibid.*, p. 95.

(3) Si la juridiction répressive constate que le prévenu n'avait pas commis de délit, la partie civile succombe et doit être condamnée aux dépens. Cass. 20 avril 1923. B. cr. n° 164. Cet arrêt pose très nettement les principes de l'indépendance des actions publique et civile et du droit pour la juridiction répressive une fois saisie de statuer sur l'action civile malgré l'extinction de l'action publique. Cf. à ce sujet la note de M. Degois sous l'arrêt précité. D. P. 1925. 1. 57.

n'exclut pas le pouvoir de constater l'existence du délit lorsque la juridiction de répression reste saisie de l'action civile.

Lorsque le fait poursuivi tombe sous l'application d'une loi d'amnistie promulguée au cours de la procédure, des difficultés semblables se présentent. L'action publique est éteinte. Si l'affaire est encore à l'instruction, une ordonnance de non-lieu doit intervenir, et, à notre avis, ni le prévenu, ni la partie civile ne succombent, comme dans le cas de décès du prévenu ou d'abrogation de la loi pénale; le magistrat instructeur, en effet, n'a pas qualité pour constater l'existence du délit. Si au contraire la juridiction de jugement est déjà saisie, soit par une citation, soit par une ordonnance de renvoi, elle doit, au moins dans les cas où une disposition de la loi d'amnistie réserve les droits des tiers (1) statuer sur l'action civile malgré l'extinction de l'action publique (2); dans cette hypothèse le juge de répression doit, s'il constate les éléments d'une infraction pénale, condamner le prévenu aux dépens en même temps qu'aux dommages-intérêts (3).

---

(1) Ex. art. 21 de la loi du 3 janvier 1925. *J. Off.* 6 janvier 1925. Une disposition semblable est insérée dans la plupart des lois d'amnistie.

(2) Cass. 24 janvier et 7 mai 1920 B. cr. nos 41 et 209, Cass. 22 janvier 1921 B. cr. n° 36, Cass. 28 juillet 1922 B. cr. n° 274, Cass. 16 mars 1923 B. cr. n° 116, Cass. 10 janvier et 22 octobre 1925. B. cr. nos 13 et 283.

(3) C'est ce que paraît avoir admis *a contrario* la Cour suprême dans une espèce où la Régie, exerçant l'action fiscale avait été condamnée aux dépens à la suite de la loi d'amnistie du 29 avril 1921. Cet arrêt renferme les attendus suivants : « que l'administration des contributions indirectes agissait en vertu de son droit d'action pour la répression d'une contravention fiscale, et n'avait formé aucune demande aux fins de réparations civiles..., qu'une condamnation aux frais et dépens est subordonnée à la constatation préalable, dans les formes prescrites au Code d'instruction criminelle, des éléments constitutifs d'une infraction prévue par la loi pénale, que par l'effet de la loi d'amnistie qui efface le délit et arrête la poursuite, la Cour d'appel de Paris *uniquement saisie de l'action fiscale*, ne pouvait procéder à cette constatation et que l'arrêt at-

Ainsi le prévenu succombe, et en conséquence la partie civile ne succombe pas, à la condition, nécessaire et suffisante, que l'infraction soit reconnue constante. Et la jurisprudence fait une application logique de cette théorie en ce qui concerne la contrainte par corps : tandis que la Cour d'assises qui condamne à des dommages-intérêts envers la partie civile l'accusé acquitté ne peut autoriser l'emploi de la contrainte par corps (1), la juridiction qui ne prononce aucune peine en raison de l'amnistie peut prévoir ce mode de recouvrement en faveur de la partie lésée qui obtient des réparations civiles (2).

Il peut arriver que la partie civile n'obtienne que partiellement gain de cause, par exemple lorsque s'étant constituée à raison de plusieurs infractions reprochées au prévenu, ce dernier n'est pas reconnu coupable de toutes ces infractions mais seulement d'une ou plusieurs d'entre elles. Dans ce cas elle réussit et succombe à la fois. Les

---

taqué a à bon droit décidé que l'administration des contributions indirectes ne pouvait être considérée comme un tiers aux droits de qui l'amnistie n'aurait pu préjudicier ». Cass. 10 novembre 1921 B. cr. n° 416. Un autre motif de cet arrêt porte, il est vrai, que l'article 26 de la loi du 29 avril 1921 aux termes duquel l'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance *avancés par l'Etat* — disposition reproduite également dans plusieurs lois d'amnistie (V. art. 22 de la loi du 3 janvier 1925) — ne s'applique qu'à ceux qui ont été condamnés aux frais par une décision passée en force de chose jugée au moment de la promulgation de la loi d'amnistie. Mais il résulte clairement du rapprochement des divers motifs de l'arrêt, que cette interprétation doit être écartée quand il y a partie civile en cause et que, dans ce cas, le prévenu doit être condamné aux dépens même si la loi d'amnistie intervient avant le jugement définitif ; en effet, si la Cour d'appel, au lieu d'être saisie uniquement d'une action fiscale, avait été saisie aussi d'une action civile, elle aurait pu constater les éléments d'une infraction pénale et en conséquence condamner le prévenu aux frais ; enfin une partie civile à la différence de la Régie, est un tiers aux droits de qui l'amnistie ne peut préjudicier, or l'amnistie lui préjudicierait si elle occasionnait contre elle une condamnation aux frais.

(1) Cass. 23 mai 1925 B. cr. n° 463.

(2) Cass. 8 mai 1925 B. cr. n° 148.

juges ont alors un pouvoir discrétionnaire pour opérer la répartition des dépens; ils peuvent, par exemple, condamner le prévenu à tous les frais bien qu'il n'ait pas succombé sur certains points (1) ou condamner la partie civile à une partie des dépens. (2)

## SECTION II

### Cas où la partie civile n'a pas succombé

#### § I. — REMBOURSEMENT DES AVANCES

##### A. — RÈGLES GÉNÉRALES

Le texte de l'article 368 du Code d'instruction criminelle disposait : « L'accusé ou la partie civile qui succombera sera condamné aux frais envers l'Etat et envers l'autre partie ».

Il résultait, *a contrario*, de ce texte, que la partie civile qui ne succombait pas ne pouvait être tenue des dépens.

Mais trois ans à peine après la promulgation du Code d'instruction criminelle, le décret du 18 juin 1811 rétablissait le régime antérieur en décidant dans son article 157 que les parties civiles, succombant ou non, étaient toujours tenues personnellement des frais, sauf leur recours contre les condamnés.

---

(1) Cass. 3 août 1906 B. cr. n° 314. Cass. 22 février 1908 B. cr. n° 75.

(2) Cass. 19 août 1875 B. cr. n° 269.

Cette règle imposait aux parties civiles une charge particulièrement lourde dans les procédures d'assises qui entraînent des frais généralement assez élevés. Pour remédier à ces abus, l'article 8 de la loi du 28 avril 1832 ajouta à l'article 368 du Code d'instruction criminelle une disposition aux termes de laquelle « dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais ». Mais l'article 157 du décret du 18 juin 1811 restait en vigueur dans les affaires correctionnelles et de simple police.

Le décret du 5 octobre 1920, qui a apporté des modifications essentielles aux obligations incombant à la partie civile en ce qui concerne le paiement des frais du procès pénal, a, notamment, décidé que la partie civile qui n'a pas succombé n'est jamais tenue des frais. Cette règle est posée par l'article 162 du décret (1). Le texte ajoute que le montant de la consignation par elle effectuée lui est restitué dans les conditions prévues par les articles 154 et 155 du même décret (2). Aux termes de l'article 154, les sommes non employées et qui sont restées entre les mains du greffier sont remises par lui, sur simple récépissé, à la partie civile, lorsque l'affaire est terminée par une décision qui, à l'égard de cette partie civile, a force de chose jugée (3).

---

(1) V. Circ. Chanc. du 5 avril 1921, *Bull. Off. Justice*, 1921, page 23.

(2) Bien que le décret du 5 octobre 1920 ait été rendu, sous diverses réserves, applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, par le décret du 20 octobre 1921 et l'arrêté du commissaire général de la République du 26 décembre 1921, les articles 154, 155 et 162 § 2 n'y ont pas été mis en vigueur et les remboursements à la partie civile sont soumis à des règles spéciales. Cf. Cass. 27 décembre 1924 B. cr. n° 430.

(3) Si la partie civile néglige de réclamer le reliquat, le greffier doit

Pour obtenir le remboursement des sommes qui ont servi à solder les frais de la procédure, la partie civile qui n'a pas succombé doit établir un mémoire en deux expéditions, qui est rendu exécutoire, sur le réquisitoire du ministère public, par le président de la Cour d'assises, par le président de la Cour d'appel, par le président du tribunal ou par le juge de paix, selon le cas (art. 155 § 1<sup>er</sup>). Le visa préalable du procureur général est obligatoire sauf dans les cas où c'est un magistrat du Parquet général qui requiert l'exécutoire. Le mémoire est payé comme les autres frais de justice criminelle par le receveur de l'enregistrement (art. 155 § 2). Il n'y a pas lieu de distinguer s'il s'agit de frais ordonnés par le ministère public ou exposés par la partie civile, de frais payés directement par celle-ci ou acquittés sur le montant de la consignation ; le receveur d'enregistrement doit rembourser à la partie civile au titre des frais de justice, toutes les avances qu'elle justifie avoir faites (1). Il en résulte qu'à partir du jour où la décision est définitive, il n'y a plus intérêt à faire régler sur le reliquat de la consignation de la partie civile, qui n'a pas succombé, des mémoires présentés en retard et afférents à des frais quelconques de la procédure. Ces mémoires doivent être ordonnancés directement sur les caisses de l'administration de l'enregistrement (2).

---

lui adresser une lettre d'avis à cet effet ; il peut avec l'autorisation du Parquet, prélever sur le reliquat les frais d'affranchissement de sa lettre. (Lettre Chanc. à P. G. Paris, 12 mai 1891).

(1) Lettre Chanc. à P. G. Alger, 18 juillet 1923.

(2) *Ibid.* Cette solution n'est pas en contradiction avec les termes de l'article 147 § 1 du décret, qui prescrit le paiement sur la consignation des frais d'expédition et de signification du jugement, et qui doit toujours recevoir son application tant que le jugement n'est pas devenu définitif.

Il convient de mentionner que les mémoires des parties civiles sont soumis aux mêmes règles que les autres mémoires de frais de justice, notamment aux points de vue du timbre et du délai de présentation. Ils sont assujettis au timbre de dimension lorsqu'ils excèdent 50 francs (1) et le prix du timbre étant à la charge de la partie prenante aux termes de l'article 134 ne peut être compris parmi les frais dont le remboursement est demandé au Trésor. S'ils ne sont pas présentés à la taxe du juge dans le délai d'un an, ou au paiement dans les six mois de l'ordonnancement, ils sont frappés de déchéance; une autorisation spéciale du Garde des Sceaux serait nécessaire pour les relever de cette péremption (art. 143 du décret).

En vue d'assurer le recouvrement de tous les dépens sur les condamnés, le greffier doit porter, sur les extraits délivrés par eux au percepteur, à la fois les frais avancés par la partie civile et ceux avancés par le Trésor (2). En effet les frais avancés par la partie civile soit directement, soit par prélèvement sur sa consignation, lui étant remboursés lorsqu'elle ne succombe pas, resteraient en définitive à la charge de l'Etat, s'ils n'étaient pris en charge par l'administration des Finances chargée d'en poursuivre la récupération sur le condamné.

Le droit pour la partie civile qui n'a pas succombé de se faire rembourser par le Trésor toutes ses avances existe en toute matière, quelle que soit la nature du fait poursuivi. Cette règle admise par le décret du 5 octobre 1920 a

---

(1) Décret du 4 septembre 1923, modifiant le § 2 de l'art. 134 du décret du 5 octobre 1920. *Journal Officiel*, 12 septembre 1923.

(2) Circ. Chanc. du 17 février 1923, *Bull. Off. Justice* 1923, page 17.

soulevé des critiques. On a fait observer avec raison qu'autant elle est justifiée lorsque le délit intéresse l'ordre public, autant elle paraît abusive dans certaines poursuites où l'intérêt privé est prédominant. Sans doute toute infraction pénale est d'ordre public. Il n'en est pas moins vrai qu'en droit le Parquet ne peut poursuivre certains délits sans une plainte formelle de la partie lésée, et qu'en fait il ne prend jamais en ces matières l'initiative des poursuites. La certitude pour la partie lésée d'être remboursée de ses avances a entraîné la multiplication des poursuites directes exercées par des parties civiles contre des insolvable à raison d'infractions sans gravité mais nettement établies. Il en résulte un préjudice important pour le Trésor qui supporte définitivement les frais de ces procédures. Aussi propose-t-on actuellement de modifier le décret en décidant que la partie civile ne pourrait plus se faire rembourser ses avances par le Trésor dans les procédures exercées par elle pour des délits dont la poursuite ne peut être exercée par le ministère public que sur sa plainte formelle; il en est ainsi par exemple pour les délits de chasse sur le terrain d'autrui (art. 26 de la loi du 3 mai 1844), d'adultère (art. 336 du Code pénal), de diffamation et d'injure envers les particuliers (art. 60 § 2 de la loi du 29 juillet 1881 modifiée par la loi du 16 mars 1893). Dans ces procédures, d'après le projet de réforme envisagé, la partie civile non succombante ne pourra plus poursuivre le recouvrement de ses avances que contre le condamné; les risques d'insolvabilité de ce dernier seront donc supportés par la partie civile et non par l'Etat.

**B. — FRAIS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REMBOURSÉS**  
**ÉMOLUMENTS DES AVOUÉS**

De quels frais exactement la partie civile peut-elle demander le remboursement au Trésor ? L'art. 155 contient une formule très générale : la partie civile qui n'a pas succombé a droit au remboursement des sommes qui ont servi à solder les frais de la procédure. Cette expression vise évidemment les frais qualifiés « frais de justice criminelle » et énumérés à l'article 2 du décret du 5 octobre 1920. La partie civile pourra donc se faire rembourser, si elle en a fait l'avance, les frais de translation du prévenu, les frais d'extradition et de commission rogatoire internationale payés à un Etat étranger par le gouvernement français, les honoraires et indemnités des experts et interprètes, les frais de traduction, les indemnités versées aux témoins, les frais de garde de scellés, les frais de mise en fourrière, les droits payés aux greffiers, les émoluments des huissiers, les indemnités de transport et de séjour dûs aux magistrats à raison d'une descente sur les lieux. Tous ces frais, qu'ils aient été prélevés sur sa consignation ou acquittés directement par elle pourront être portés sur son mémoire. Il en est de même des frais de timbre et d'enregistrement des actes de la procédure soumis à ces formalités, notamment des jugements et arrêts, toutes les fois que la partie civile en a fait l'avance. Par contre ne doivent pas y figurer les honoraires de l'avocat qui restent, en tout état de cause, à la charge de la partie civile. Mais une controverse s'est élevée en ce qui concerne les

émoluments de l'avoué. Ces émoluments ne figurent pas dans l'énumération, donnée par l'article 2 du décret du 5 octobre 1920, des frais de justice criminelle. Il est vrai que ce décret n'a pas reproduit l'article 3 du décret du 18 juin 1811 qui énumérait les frais non compris sous la dénomination de frais de justice criminelle et excluait notamment les droits et honoraires des avoués. Mais il résulte des travaux préparatoires du décret du 5 octobre 1920 que « la commission a estimé qu'il n'y avait aucun intérêt à maintenir cet article, tous les frais non compris dans l'article 2 étant nécessairement exclus de la catégorie des frais de justice criminelle » (1). Il n'y a donc aucun argument à tirer de ce que l'exclusion des émoluments d'avoué n'ait pas été reproduite dans le nouveau règlement. Comment donc doit être interprété l'article 65 du décret du 29 décembre 1919, qui est ainsi conçu : « Si une partie se fait assister par un avoué devant la juridiction criminelle ou correctionnelle, il est alloué à cet avoué la moitié du droit fixe et le quart du droit proportionnel accordés par le présent tarif en matière civile, à la condition que l'assistance ait été reconnue nécessaire par le tribunal » ? Il convient de bien préciser que l'assistance d'un avoué devant la juridiction répressive est toujours facultative; la partie civile peut toujours se dispenser de cette assistance et conclure personnellement, ou se faire représenter par un avocat (2). Si cependant elle a eu re-

---

(1) *Rapport présenté au nom de la commission*, page 99.

(2) Les avoués n'ont aucun monopole devant les tribunaux de répression, et les avocats ont qualité pour représenter les parties devant ces juridictions. Paris 6 juillet 1925 D. P. 1925. 2. 121 et la note de M. Appleton.

cours à un avoué, il appartient au tribunal ou à la Cour de sanctionner, dans le jugement ou l'arrêt, l'intervention de cet officier ministériel. Faute à la juridiction d'avoir reconnu l'assistance de l'avoué *nécessaire*, c'est-à-dire justifiée, les frais de cette intervention seront considérés comme frais *frustratoires*; ils ne peuvent être compris de plein droit dans la liquidation des dépens; pour qu'ils puissent l'être et pour qu'ils soient ainsi mis à la charge de la partie qui succombe, il est indispensable que la juridiction répressive constate qu'ils ont été exposés dans un intérêt légitime de défense (1). Ainsi donc les émoluments dus à l'avoué de la partie civile qui n'a pas succombé ne resteront pas à la charge de celle-ci lorsque l'assistance de l'avoué est reconnue nécessaire. S'ensuit-il que la partie civile qui a avancé des émoluments à son avoué pourra en demander le remboursement au Trésor en les portant sur son mémoire, ou que, si la partie civile ne les a pas avancés ils puissent être ordonnancés sur les caisses de l'enregistrement après décision définitive ? En aucune façon. Le décret du 5 octobre 1920, comme celui de 1811, n'autorise pas le paiement de ces frais sur les crédits de justice criminelle, et la Cour de cassation a depuis longtemps décidé « que ces frais ne doivent pas être avancés par la Régie de l'enregistrement et que dans aucun cas, ils ne peuvent être mis à la charge de l'Etat » (2), ajoutant seulement que « cette disposition est étrangère

---

(1) Jurisprudence constante : Cass. 15 juillet 1897 B. cr. n° 247. — Cass. 6 mai 1909 B. cr. n° 242. — Cass. 4 novembre 1909 B. cr. n° 493. — Cass. 22 mai 1914 B. cr. n° 257.

(2) Cass. 12 mars 1852 B. cr. n° 88.

au règlement des frais entre la partie civile et le prévenu ». Les frais et honoraires des avoués (droit fixe, droit proportionnel, frais de papeterie, droit de correspondance, etc...) ne peuvent donc pas être compris dans les mémoires présentés par les parties civiles en vertu de l'article 155 du décret du 5 octobre 1920 pour se faire rembourser les frais de la procédure (1). Si l'assistance de l'avoué est reconnue nécessaire, ces frais sont compris dans la liquidation des dépens et la partie civile pourra en poursuivre le recouvrement contre le condamné qui a succombé, en même temps qu'elle poursuivra le recouvrement des dommages intérêts qui lui sont alloués; elle possédera pour ce double recouvrement le moyen de contrainte que constitue la contrainte par corps, mais supportera les risques d'insolvabilité du condamné. En aucun cas les frais d'avoué de la partie civile ne doivent être portés sur l'extrait délivré par le greffier au percepteur pour le recouvrement des frais dûs au Trésor (2).

Par exception certains frais pourront rester à la charge de la partie civile qui n'a pas succombé. Il en est ainsi tout d'abord, aux termes des articles 161 § 4 et 162 du décret du 5 octobre 1920 pour les frais qui sont déclarés frustratoires par le jugement ou l'arrêt. Tels sont par exemple les émoluments de l'avoué dont l'assistance n'est pas reconnue nécessaire ou les frais entraînés par la ci-

---

(1) Note circ. Chanc. du 23 novembre 1923. Circ. Finances, Compt. public, n° 2486, du 17 mars 1924.

(2) Lettre Chanc. à Min. Finances 1<sup>re</sup> août 1924. Pour poursuivre contre le condamné le paiement de ses émoluments, l'avoué de la partie civile peut obtenir de la juridiction répressive le bénéfice de la distraction des dépens, conformément à l'article 133 du Code de procédure civile.

tation de témoins trop nombreux dont l'audition était inutile (1).

De même nous avons vu que lorsque la procédure aboutit à une condamnation pénale et qu'en même temps l'action civile est rejetée, la partie civile bien que n'étant pas réputée succomber doit supporter les frais de son intervention si la juridiction décide que ces frais n'ont pas concouru utilement à la poursuite (2); dans ce cas la partie civile ne pourrait donc demander le remboursement de ses avances au Trésor que dans la mesure où ces avances étaient afférentes à l'exercice de l'action publique, à l'exclusion des frais spécialement déterminés par son intervention. Enfin il a déjà été signalé que le succès de la partie civile peut être partiel, lorsque par exemple le prévenu n'est reconnu coupable que d'une ou plusieurs des infractions poursuivies; le juge peut alors laisser à la charge de la partie civile, qui succombe sur certains chefs, une part des dépens (3); il va de soi que la partie civile ne pourra alors demander le remboursement de ses avances au Trésor que dans la mesure où ces avances n'atteignent pas la proportion des dépens qui doivent rester définitivement à sa charge.

---

(1) Lettre Chanc. à P. G. Nancy, 14 novembre 1923. Cf. Le Polttevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, art. 162, n° 86 et suivants.

(2) Cf. *supra*, page 39, et les arrêts cités note 4.

(3) Cass. 19 août 1875 B. cr. n° 269. Cf. *supra*, page 47.

§ II. — *FRAIS EXPOSÉS DEVANT LES DIVERSES JURIDICTIONS LORSQUE DES VOIES DE RECOURS ONT ÉTÉ EXERCÉES*

Le succès final de la partie civile, c'est-à-dire la reconnaissance par le juge d'une infraction pénale commise par le prévenu, peut n'être atteint qu'à la suite d'une longue procédure devant diverses juridictions successives. Il importe de rechercher si les frais exposés devant toutes ces juridictions sont à la charge du prévenu qui succombe définitivement, ou si certains d'entre eux ne doivent pas être supportés par la partie civile qui a pu subir certains échecs antérieurement à la décision finale.

Plusieurs hypothèses doivent être envisagées.

1° *La partie civile a succombé par défaut, et après avoir formé opposition, obtient gain de cause contradictoirement.* — Si le prévenu, ayant comparu sur la première citation, a été acquitté, la partie civile a été condamnée aux dépens par défaut. Si le prévenu a été condamné à une peine, la partie civile défaillante a pu également se voir mettre à sa charge les frais nés de son action et qui n'ont pas concouru utilement à la poursuite (1). Mais le jugement par défaut étant réputé non avenu à la suite de l'opposition, la partie civile qui réussit contradictoirement ne doit pas supporter les frais de l'instance par défaut, à moins que le juge ne les laisse partiellement ou totalement à sa charge comme frais frustratoires.

2° *La partie civile ayant succombé en première ins-*

---

(1) Cf. *supra*, page 39, note 4.

*tance, réussit en appel.* — Elle ne supporte ni les frais de première instance ni ceux d'appel, alors même que, faute d'appel formé par le ministère public contre le jugement d'acquittement, la juridiction du second degré ne peut prononcer aucune peine et se borne à allouer des réparations civiles en déclarant le délit constant (1).

3° *La partie civile réussit devant les deux degrés de juridiction, mais le prévenu, qui a seul fait appel, obtient une réduction des condamnations pénales ou civiles allouées en première instance.* — Malgré cette réduction, le prévenu est toujours réputé succomber puisqu'il est reconnu l'auteur d'une infraction (2). Il supporte les dépens de première instance et d'appel.

4° *La partie civile, ayant réussi en première instance, fait appel pour obtenir une augmentation de dommages-intérêts, mais le jugement est simplement confirmé.* — La partie civile ne succombe pas, même en appel, puisque l'infraction pénale est toujours reconnue constante à la charge de prévenu, mais l'appel de la partie civile n'était pas justifié, et on ne peut admettre que celle-ci, par des voies de recours abusives, puisse augmenter le chiffre des dépens incombant au condamné. La jurisprudence décide que les frais d'un jugement confirmé sur le seul appel du ministère public ne sont pas à la charge du condamné, celui-ci ne devant pas « dans le cas de la confirmation, dudit jugement supporter envers le ministère public les frais d'un appel mal fondé, interjeté par ce

---

(1) Cf. *supra*, page 43, note 3.

(2) Cf. Cass. 15 octobre 1830 B. cr. n° 233.

dernier » (1). Nous estimons que cette règle doit être également admise au cas d'appel mal fondé de la partie civile seule; elle doit dans ce cas être condamnée aux frais de la procédure d'appel. L'appel de la partie civile seule est d'ailleurs limité aux seuls intérêts civils et ne peut lui nuire; la Cour ne pourrait, sur ce seul appel, relaxer le prévenu et le décharger des condamnations pénales et civiles prononcées par le tribunal correctionnel (2); l'échec de la partie civile ne peut donc résulter que de la confirmation du jugement quant au chiffre des dommages-intérêts (3); mais comme elle n'a pas succombé en première instance, seuls les frais de la procédure d'appel resteront à sa charge. *Si le ministère public a joint son appel à celui de la partie civile*, la Cour ne peut cependant pas, *à défaut d'appel du prévenu*, décharger ce dernier des dommages-intérêts alloués et des dépens de première instance, ou diminuer d'une façon quelconque le montant des condamnations civiles, même si elle acquitte le prévenu (4) : l'appel du ministère public a saisi la Cour au point de vue de l'action publique : celui de la partie civile « avait pour objet d'obtenir une plus complète réparation du préjudice causé mais ne permettait pas de reviser dans un sens défavorable à ses intérêts les condamnations prononcées par les

---

(1) Cass. 22 novembre 1898 B. cr. n° 310.

(2) Cass. 4 juillet 1924, B. cr. n° 272.

(3) « Que si la Cour ne faisait pas droit à l'appel des parties civiles elle ne pouvait que confirmer la condamnation aux dommages-intérêts prononcés par les premiers juges » (arrêt du 4 juillet 1924 cité à la note précédente).

(4) Cass. 13 décembre 1917. B. cr. n° 266. — Cass. 6 août 1921 B. cr. n° 336.

premiers juges » (1). Il peut donc arriver que la juridiction d'appel reconnaisse qu'aucune infraction pénale n'a été commise par le prévenu et le décharge de toute peine tout en se trouvant obligé de confirmer la condamnation à des dommages-intérêts prononcée par les premiers juges; la partie civile, qui dans ce cas succombe, ne supporte pas les frais de la procédure de première instance; seuls les frais de la procédure d'appel restent alors à sa charge.

5° *La partie civile n'ayant pas succombé en première instance, le ministère public seul fait appel à minima.* — La Cour ne peut plus rien modifier aux condamnations civiles prononcées en première instance et à l'égard desquelles il y a acquiescement tacite résultant du défaut d'appel de la partie civile et de la partie condamnée (2); même si le prévenu est acquitté en appel, le jugement de première instance conserve toute sa valeur quant aux intérêts civils; la partie civile qui a triomphé ne supporte aucune partie des frais, même ceux afférents à la procédure d'appel dans laquelle elle n'est d'ailleurs pas intervenue.

6° *La partie civile ayant réussi devant les deux degrés de juridiction, un pourvoi en cassation est formé par le ministère public seul.* — Le pourvoi n'a d'effet qu'à l'égard de l'action publique; par le défaut de pourvoi du condamné et de la partie civile, l'action civile est

---

(1) Arrêt du 6 août 1921 cité à la note précédente. L'arrêt ajoute « que si l'appel du ministère public a permis à la Cour de statuer à nouveau sur l'action publique et de relaxer purement et simplement le prévenu, la contradiction qui en résultait entre les deux décisions ne l'autorisait pas à réformer un chef de jugement dont elle n'était pas saisie ».

(2) Cass. 18 juillet 1924 B. cr. n° 295. V. également Cass. 13 mars 1913 B. cr. n° 130. Cass. 20 juin 1925. B. cr. n° 192.

éteinte, et si la partie civile croyait devoir intervenir devant la Cour de cassation, elle serait déclarée irrecevable et condamnée aux frais de son intervention (1). Peu importe donc la suite de la procédure; même si la cassation est prononcée, l'arrêt d'appel survit quant aux intérêts civils, et le sort des dépens de la procédure cassée n'est pas modifié à l'égard de la partie civile qui n'a pas succombé. Celle-ci ne peut pas davantage être mise en cause devant la juridiction de renvoi. Les décisions antérieures au décret du 5 octobre 1920 qui admettaient la solution contraire (2) n'ont plus d'autorité; elles reconnaissent l'extinction de l'action civile, mais admettaient la mise en cause de la partie civile, intéressée à figurer dans l'instance pour faire maintenir son recours contre le prévenu à raison des frais dont elle était tenue jusqu'à décision définitive en matière correctionnelle, même si elle ne succombait pas; ces considérations ont perdu toute raison d'être depuis que le décret du 5 octobre 1920 a décidé qu'en toute matière la partie civile non succombante ne peut être tenue des dépens; or la partie civile ne succombe pas dès lors que sur ses poursuites l'inculpé a été condamné par une décision devenue définitive à son égard (3).

*7° La partie civile forme un pourvoi en cassation dont elle se désiste ou qui est rejeté.* — Elle est condamnée aux dépens de l'instance en cassation (4). Il est en effet de prin-

---

(1) Cass. 5 août 1922, B. cr. n° 287.

(2) Orléans, 27 août 1860. D. P. 60, 2. 207.

(3) Cf. les termes de l'art. 154 du décret, qui prévoit la restitution de la consignation de la partie civile lorsque l'affaire est terminée par une décision qui à l'égard de cette partie civile a force de chose jugée.

(4) Cass. 26 octobre 1923, B. cr. n° 367. — Cass. 10 mai 1924, B. cr. n° 205. Cf. l'art. 436 du Code d'instruction criminelle : outre les frais, la

cipe que celui qui succombe devant la Cour de cassation, soit comme demandeur, soit comme défendeur, est condamné aux frais exposés devant cette Cour (1). Mais le sort des dépens antérieurs n'est pas modifié et reste réglé par la décision intervenue. Si donc la partie civile n'avait pas succombé en appel et ne s'était pourvue que dans l'espoir d'obtenir après cassation une indemnité plus forte, son échec devant la Cour suprême ne l'empêche pas d'être déchargée de tous les frais de première instance et d'appel.

8° *La partie civile obtient gain de cause, après cassation, devant la juridiction de renvoi.* — Elle ne peut pas être condamnée aux frais exposés devant cette juridiction, même si celle-ci, par suite du défaut de pourvoi du ministère public contre une décision d'acquiescement, ne peut prononcer aucune peine et alloue seulement des dommages-intérêts en reconnaissant l'existence du délit (2). Elle ne peut non plus voir mettre à sa charge les frais de la procédure antérieure, alors même qu'elle aurait succombé dans cette procédure, car la cassation a fait disparaître la décision qui l'avait condamnée aux dépens (3).

---

partie civile est condamnée à des indemnités envers le prévenu et envers l'Etat.

(1) Cf. Auzière, *op. cit.*, pages 99 et s. Voir également Cass. 24 mai 1924. B. cr. n° 229.

(2) Cf. Cass. 18 octobre 1923 B. cr. n° 358.

(3) Les frais de l'instance devant la juridiction de renvoi seront à la charge du prévenu qui succombe. Celui-ci doit être également condamné aux frais de la procédure cassée, à l'exception de ceux des débats et de l'arrêt annulé. Cass. 11 septembre 1879, B. cr. n° 180. Toutefois, si la cassation n'a été que partielle, ces derniers frais peuvent aussi être mis à la charge du condamné. Cass. 13 juillet 1894. B. cr. n° 184. — Cass. 5 avril 1912. B. cr. n° 200. — Cass. 14 mai 1915. B. cr. n° 96. Le tout sous réserve de l'application des articles 415 C. intr. crim. et 161 § 3 du décret du 5 octobre 1920 pour le cas où la cassation aurait été motivée par la faute d'un tiers, voir à ce sujet *infra*, pages 76 et s.

Quant aux frais de l'instance en cassation elle n'aurait à les supporter que si elle avait été défenderesse au pourvoi; dans ce cas la juridiction de renvoi, même en lui donnant gain de cause, ne peut la décharger de la condamnation aux dépens de l'instance en cassation prononcée par la Cour suprême (1).

### § III — PARTIE CIVILE ASSISTÉE JUDICIAIREMENT

Quel sera l'effet du succès définitif de la partie civile lorsque celle-ci a obtenu l'assistance judiciaire ?

L'inculpé est alors condamné aux dépens; la partie civile n'a rien à payer, mais, comme elle n'a fait aucune avance, elle n'a aucun remboursement à réclamer au Trésor. Le greffier adresse au percepteur un extrait mentionnant à la fois les frais qui ont été avancés par le Trésor et ceux dont le paiement a été réservé, et le percepteur est chargé du recouvrement de tous ces frais sur l'adversaire de l'assisté qui a succombé (2). Les émoluments des *officiers ministériels* qui, ainsi que nous l'avons vu, ont été réservés, doivent figurer sur l'extrait sous une rubrique spéciale, comportant les noms et adresses des bénéficiaires et le montant des sommes revenant à chacun d'eux, afin de permettre à l'administration des finances d'opérer la répartition entre les ayants droit des sommes recouvrées pour leur compte (3). Faut-il y comprendre les émoluments dûs à l'avoué de la partie civile lorsque son assistance a

---

(1) Arg. Cass. 21 décembre 1849, B. cr. n° 352 ~~et 353~~.

(2) Art. 17 et 18 de la loi du 22 janvier 1851 modifiée par la loi du 10 juillet 1901 ; art. 60 de la loi de finances du 31 mars 1903.

(3) Clr. Chanc. du 26 octobre 1903, *Bull. Off. Justice*. 1903, page 259.

été reconnue nécessaire ? On peut soutenir dans l'espèce qu'il ne s'agit que des droits dûs aux greffiers et aux huissiers, qu'en effet les honoraires des avoués ne sont pas compris dans l'énumération limitative des catégories de frais de justice criminelle, et que le Trésor n'ayant pas à les rembourser à la partie civile non assistée qui les a avancés (1), on ne comprendrait pas qu'il se chargeât de les recouvrer pour son compte lorsqu'elle est assistée judiciairement. Dans cette théorie l'avoué de la partie civile aurait donc seulement un recours direct contre la partie succombante lorsque la juridiction répressive a sanctionné son intervention. Mais une autre théorie qui nous paraît devoir être préférée, invoque les termes généraux des articles 14 et 18 de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901 qui ne distingue pas entre les divers officiers ministériels, et ajoute que si la partie civile non assistée qui triomphe ne peut se faire rembourser les honoraires de son avoué par le Trésor, c'est seulement parce que ces frais ne peuvent faire l'objet d'avances sur les crédits de justice criminelle, mais que rien ne s'oppose à ce que le percepteur recouvre les frais de cette nature contre le condamné, pour le compte de la partie civile assistée judiciairement, et les remette à l'avoué intéressé; dans ce cas en effet le Trésor n'a pas à les avancer. Quant aux droits de timbre et d'enregistrement, une distinction doit être faite : ceux concernant les actes de procédure et les actes produits par l'assisté, lorsqu'ils sont assimilés aux actes de la procédure (c'est-à-dire lorsqu'ils ne sont

---

(1) Cf. *supra*, pages 53 et s.

pas du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé) doivent figurer sur l'extrait et sont recouvrables contre le condamné; ceux relatifs aux actes produits par l'assisté et dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, ainsi que les sommes dues pour contravention aux lois sur le timbre, deviennent exigibles immédiatement après le jugement définitif, ils ne peuvent être compris dans l'exécutoire délivré contre le condamné, et restent dûs par l'assisté au Trésor; un exécutoire distinct doit être décerné pour le recouvrement de ces droits (1).

### SECTION III

#### **Cas où la partie civile a succombé**

##### § I. — *FRAIS DONT ELLE EST TENUE*

La partie civile qui succombe est condamnée à tous les dépens de la procédure (2). Les textes ne font aucune distinction suivant que la procédure a été engagée par elle ou par le ministère public; dès lors qu'elle est réputée succomber, elle est tenue de tous les frais, et par une conséquence logique de cette règle il a été décidé que la condamnation s'applique même aux frais exposés par le ministère public

---

(1) Loi du 10 juillet 1901, art. 14 et 18, et circ. du 26 octobre 1903, citée page 64, note 3.

(2) Art. 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle.

avant son intervention (1). Elle doit les supporter définitivement, sans aucun recours; toutefois la jurisprudence décide que lorsqu'une Cour d'assises acquitte un accusé, elle peut, si elle alloue des dommages-intérêts à la partie civile, attribuer les dépens à titre de supplément de dommages-intérêts, à cette partie civile, bien que celle-ci soit alors réputée succomber (2); dans cette hypothèse la partie civile est toujours seule condamnée aux dépens, mais elle possède contre l'accusé acquitté un recours purement civil, qui ne lui permettra pas d'employer la contrainte par corps (3) et la laissera exposée aux risques d'insolvabilité de son adversaire.

La partie civile succombante doit en principe supporter tous les frais de la procédure. Quels sont ces frais ? Ce sont tout d'abord les frais personnels qu'elle a engagés. Nous laissons de côté les honoraires d'avocat qui seraient restés à sa charge même si elle n'avait pas succombé. Mais à elle seule incombent également, en cas d'échec, les émoluments et indemnités réclamés par son avoué; la juridiction répressive n'a même pas à examiner si l'intervention de cet avoué était nécessaire ou non. Ce sont en outre tous les *frais de justice criminelle* proprement dits sans distinguer si les actes auxquels ils se rapportent ont été provoqués par elle, par le ministère public ou le prévenu, sans distinguer s'ils ont été avancés par elle ou par le Trésor,

---

(1) Gillet, *Analyse des circulaires, instructions et décisions du ministère de la Justice*, 1791-1858, Paris 1859, page 345, rapportant une décision de la Chancellerie du 3 mai 1825. — Cf. Cass. 23 juin 1892, B. cr. n° 190.

(2) Cass. 30 juin 1921, B. cr. n° 273.

(3) Cass. 24 juillet 1924, B. cr. n° 298.

sans même distinguer s'ils ont été exposés avant ou après sa constitution.

Les frais de justice criminelle sont énumérés par l'article 2 du décret du 5 octobre 1920 sous treize paragraphes qu'il convient d'examiner successivement, en tenant compte des dispositions de l'article 157 du même décret qui déclare certains d'entre eux à la charge de l'Etat dans tous les cas.

Le premier paragraphe de l'article 2 prévoit trois catégories de frais : *a)* les frais de translation des prévenus ou accusés ; *b)* les frais de translation des condamnés pour se rendre au lieu où ils sont appelés en témoignage, quand cette translation ne peut être effectuée par les voitures cellulaires du service pénitentiaire ; *c)* les frais de transport des procédures et des pièces à conviction. Tous ces frais sont compris dans la liquidation des dépens et recouvrés sur la partie qui succombe. Toutefois, il résulte des articles 157 et 11 du décret, que sont exceptés de cette règle et restent toujours à la charge de l'Etat les frais de transport des prévenus ou accusés dans l'intérieur des villes lorsqu'un entrepreneur particulier est chargé de ces transports. Il convient de mentionner en ce qui concerne les deux premières catégories, que les frais de translation comprennent à la fois les indemnités dues aux agents d'escorte, et le prix du transport par voiture ou chemin de fer. Lorsqu'un condamné appelé en témoignage peut, à raison des circonstances, être conduit par le service des transfèrements cellulaires, les frais de ce transport restent à la charge de l'administration pénitentiaire et ne sont pas compris dans les dépens.

Le second paragraphe vise les frais d'extradition ainsi que les frais de commission rogatoire dans un Etat étranger; ces frais ne sont liquidés dans les dépens de la procédure que lorsque, par le jeu des conventions internationales, l'Etat étranger ne les garde pas à sa charge et peut en demander le remboursement à l'Etat français. En troisième lieu le texte cite les honoraires dûs aux experts et aux interprètes, et les frais de traduction; et en quatrième lieu les indemnités accordées aux témoins et aux jurés, mais il faut remarquer que les indemnités des jurés restent toujours à la charge de l'Etat en vertu de l'article 157 et que les taxes des témoins seront seules comprises dans les dépens à la charge de la partie civile. Le cinquième paragraphe concerne les frais de garde de scellés et ceux de mise en fourrière; le sixième vise les droits d'expédition et autres alloués aux greffiers (1), mais il faut en déduire en vertu de l'article 157 les droits relatifs à la copie gratuite de la procédure qui doit être délivrée aux accusés, conformément à l'art. 305 du Code d'instruction criminelle, qui ne sont pas recouvrables; le septième et le huitième énumèrent les émoluments des huissiers et les frais de capture dûs aux agents de la force publique qui ont procédé à l'arrestation du prévenu en vertu d'un mandat de justice.

---

(1) Parmi les droits dûs au greffiers, figure le prix dû pour délivrance des bulletins n° 2 du casier judiciaire (art. 13 du décret du 12 décembre 1899 modifié par le décret du 13 novembre 1900). Quant aux frais d'établissement du bulletin n° 1, qui constituent également des frais de justice, ils ne sont jamais à la charge de la partie civile puisqu'un semblable bulletin n'est établi qu'en cas de condamnation du prévenu; dans cette hypothèse la partie civile ne succombe pas et n'est pas tenue des frais.

Le § 9 concerne les indemnités allouées aux magistrats et greffiers en cas de transport pour exercer un acte de leur fonction, mais de ce texte combiné avec les articles 157, 108 et 109 il résulte que les seuls frais de cette nature pouvant être compris dans les dépens et supportés par la partie civile succombante, sont ceux qui concernent les transports de justice nécessités par les besoins de l'instruction en matière criminelle ou correctionnelle; les transports des juges de paix qui ont contribué à l'établissement de la liste annuelle du jury et les transports des magistrats de la Cour d'appel ou du Parquet général délégués aux assises sont bien des frais de justice criminelle, mais restent toujours à la charge de l'Etat; quant aux frais alloués aux magistrats chargés de compléter un tribunal autre que celui de leur résidence ou délégués d'une manière permanente pour assurer le service d'un Parquet, ils ne constituent même pas des frais de justice criminelle.

Le dixième paragraphe concerne les droits de poste à raison desquels l'article 6 de la loi du 30 décembre 1903 a établi un tarif forfaitaire qui varie suivant qu'il s'agit d'affaires de simple police, correctionnelles ou criminelles, portées à l'audience directement ou après instruction et selon qu'il y a ou non appel ou pourvoi; ce droit représente « d'après une moyenne établie par nature d'affaires, le coût du transport des correspondances échangées en franchise », mais non le coût des timbres avancés par les greffiers pour l'affranchissement des avertissements officiels adressés aux prévenus et aux témoins en vue d'éviter aux justiciables les frais plus onéreux de citation par huissier; le prix de ces timbres s'ajoute au droit forfaitaire.

taire et est comme ce dernier recouvré sur la partie condamnée (1).

Les frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice, visés au § 11 de notre texte, seront rarement à la charge de la partie civile qui succombe (2) puisque dans cette hypothèse le prévenu est acquitté, ce qui exclut tout affichage ou insertion (3). Quant aux frais d'exécution des arrêts criminels, auxquels se réfère le § 12, il ne peut en être davantage question en cas d'acquittement, et d'ailleurs ces frais restent toujours à la charge de l'Etat (art. 157, § 6).

Le dernier paragraphe comprend deux chefs : a) les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires, ce qui implique une procédure en révision postérieure à la condamnation ; ces indemnités sont payées par l'Etat, sauf recours contre la partie civile, par la faute de laquelle la condamnation a été prononcée (art. 446 C. instr. crim. modifié par la loi du 8 juin 1895) ; b) les secours aux individus relaxés ou acquittés, qui sont accordés par la Chancellerie après enquête (4) ; ces secours nous paraissent pouvoir théoriquement être mis à la charge des parties civiles succombantes puisqu'ils sont énumérés parmi les frais de justice criminelle et qu'aucun texte ne spécifie qu'ils doivent rester à la charge de l'Etat ; en fait, comme ils sont alloués après

---

(1) Circ. Chanc. 23 janvier 1924, *Bull. Off.* 1924, page 3.

(2) V. cependant l'art. 118 § 2 du décret.

(3) La disposition de l'édit du 1<sup>er</sup> mai 1788 qui stipulait que tout jugement d'acquittement serait imprimé et affiché aux frais de la partie civile n'a été reproduite par aucun texte postérieur.

(4) Loi de finances du 8 avril 1910 ; circ. Chanc. 22 avril 1910, *Bull. Off.* 1910, page 67.

le jugement, ils ne sont pas compris dans les dépens et ne sont jamais recouvrés.

A cette énumération du décret, faut-il ajouter d'autres catégories de frais ? Sans aucun doute il faut y ajouter les droits de timbre et d'enregistrement des actes de la procédure soumis à ces formalités, notamment des jugements et arrêts (1). Mais la question s'est posée aussi de savoir si la partie civile qui succombe peut être tenue des frais de l'avoué du prévenu, lorsque cette assistance a été reconnue nécessaire par la juridiction. Cette question nous paraît comporter une solution semblable à celle que nous avons admise pour les frais d'avoué de la partie civile lorsque celle-ci n'a pas succombé. Les frais d'avoué du prévenu, tarifés en conformité de l'article 65 du décret du 29 décembre 1919, doivent, lorsque l'assistance de cet avoué est reconnue nécessaire, être mis à la charge de la partie civile qui succombe (2). Mais ces frais ne sont pas des frais de justice criminelle; ils ne peuvent donc pas être portés sur l'extrait délivré par le greffier au percepteur et recouvrés par ce dernier sur la partie civile; le recouvrement doit en être poursuivi par le prévenu acquitté lui-même, ou par son avoué en vertu du bénéfice de la distraction des dépens (3).

La partie civile qui succombe doit être condamnée aux dépens; les juges n'ont pas à cet égard un pouvoir d'ap-

---

(1) Par contre les droits d'enregistrement dus sur les pièces produites au cours de l'instance sont supportés en principe par celui qui en est débiteur aux termes de la loi fiscale. Cf. Cass. civ. 15 mars 1922. D. P. 1923. I. 46.

(2) Cf. Cass. 27 juin 1885. B. cr. n° 190. — Cass. 19 mars 1909. B. cr. n° 173.

(3) Cf. *supra*, page 56 note 2.

préciation, et l'arrêt qui omet de condamner aux frais la partie civile succombante encourt une cassation partielle avec renvoi devant d'autres juges pour être statué sur ce chef (1). En cas d'ordonnance de non-lieu pour charges insuffisantes, la partie civile succombe; nous estimons qu'elle doit dans ce cas être condamnée aux frais par le juge d'instruction (2).

§ II. — *FRAIS EXPOSÉS DEVANT LES DIVERSES JURIDICTIONS LORSQUE DES VOIES DE RECOURS ONT ÉTÉ EXERCÉES*

L'échec final de la partie civile peut avoir été précédé d'une longue procédure en plusieurs phases devant divers degrés de juridiction. La partie civile succombante sera-t-elle tenue de tous les frais exposés depuis le début de l'instance ?

Ainsi que nous l'avons fait quand nous avons examiné l'hypothèse où la procédure se terminait à l'avantage de la partie civile, nous distinguerons plusieurs cas :

1° — *La partie civile, n'ayant pas succombé dans l'instance suivie par défaut ou par contumace contre le prévenu, succombe ensuite dans l'instance contradictoire.*

— Si la partie civile ayant obtenu gain de cause dans une procédure par contumace ou par défaut, succombe ensuite dans l'instance contradictoire, les dépens auxquels elle est condamnée peuvent ne pas comprendre certains des

---

(1) Cass. 5 mai 1892, B. cr. n° 124.

(2) En ce sens, *Rép. Gén. Alph. du droit français* Fuzier Herman, Tome 10, 1897, V° *dépens*, n° 3984. — Contra : *Pand. franç. Rep. tome 34*, V° *Frais et dépens*, nos 1122 et s. Cf. *supra*, page 39 note 1.

frais de la première procédure; en effet, l'article 478 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 22 décembre 1917, permet à la Cour d'assises de laisser à la charge du contumax acquitté les frais occasionnés par sa contumace, et l'article 187 § 2 du même Code donne aux tribunaux correctionnels qui acquittent un condamné opposant, la faculté de laisser à sa charge les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut et de l'opposition (1). Si la juridiction répressive fait usage du pouvoir qui lui est accordé, la partie civile succombante sera ainsi déchargée des frais que doit supporter l'accusé ou le prévenu acquitté, c'est-à-dire non pas tous les frais de la procédure par défaut ou par contumace, mais seulement en matière correctionnelle les frais d'expédition et de signification du jugement par défaut et les frais de l'opposition, et en matière criminelle les frais de publicité de l'ordonnance de contumace publiée à son de trompe ou de caisse et affichée en conformité de l'article 466 du Code d'instruction criminelle, et les frais de publicité de l'arrêt de condamnation inséré et affiché en vertu de l'article 472, à l'exclusion de tous les frais de poursuite et d'instruction (2).

2° *La partie civile, ayant obtenu gain de cause en première instance, succombe en appel.* — Elle est condamnée à tous les dépens de première instance et d'appel. Mais il faut bien préciser qu'elle n'est réputée succomber en appel que si le prévenu, ayant exercé

---

(1) Cass. 14 février 1919, B. cr. n° 44.

(2) Cour d'assises de la Seine, 30 juin 1924, *Gaz. Pal.* 28 novembre 1924 : *Sirey*, *Rec. somm.* 1925, n° 186, *Rec. Gaz. Trib.* 1925. 2. 236.

cette voie de recours, est acquitté par le juge du second degré, et non s'il obtient seulement une réduction des condamnations pénales ou civiles, car dans le dernier cas, le prévenu est toujours réputé succomber. Nous avons vu d'autre part que si la partie civile a seule fait appel pour obtenir des dommages-intérêts plus élevés et si le jugement est simplement confirmé, les frais de la procédure d'appel semblent devoir rester à sa charge (1).

3° *La partie civile ayant succombé, le ministère public seul a exercé un recours.* — L'appel formé par le ministère public seul ne peut modifier la situation de la partie civile. Antérieurement au décret du 5 octobre 1920, il était cependant admis que le Parquet pouvait appeler en cause la partie civile devant la Cour d'appel en raison des dépens dont elle était toujours tenue envers le Trésor, sauf, s'il y avait lieu, son recours contre le condamné (2).

Cette mise en cause n'aurait plus la même raison d'être sous l'empire de la nouvelle réglementation qui ne permet plus de condamner aux dépens la partie civile non succombante. Si donc le ministère public poursuit seul la réformation d'une décision de relaxe, la partie civile qui s'incline devant cette décision ne peut pas être appelée

---

(1) Voir *supra*, page 59.

(2) « Attendu... qu'à défaut d'un désistement régulier la responsabilité de la partie civile quant aux frais subsiste jusqu'à la solution définitive du procès ; attendu que ce principe n'a pu être modifié dans l'espèce par cette circonstance que le Procureur général avait seul interjeté appel... ; que si en effet en l'absence d'un appel de la partie civile, l'action en dommages-intérêts était éteinte et l'appel du Procureur général était impuissant à la faire revivre, il est certain qu'en ce qui concerne les frais la partie civile avait intérêt à assister aux débats d'appel... et y prendre des conclusions tendant à faire maintenir son recours contre les prévenus à raison des frais qui, en tout état de cause, devaient lui incomber ». Cass. 22 décembre 1911, B. cr. n° 611.

devant les juges d'appel; le jugement de première instance devient définitif en ce qui la concerne et, suivant l'expression d'un arrêt, « il n'existe plus de partie civile » (1). Elle supportera donc les frais de procédure du premier degré, sans qu'il y ait à rechercher quelle solution intervient en appel. Il en est de même en cas de pourvoi en cassation formé par le ministère public seul; ainsi que nous l'avons vu, non seulement la partie civile ne peut plus être mise en cause devant la Cour suprême ou la juridiction de renvoi, mais elle ne peut même pas intervenir volontairement et doit être déclarée irrecevable (2); elle reste donc, si elle a succombé définitivement tenue des frais, même si la décision, devenue définitive à son égard, est cassée au point de vue de l'action publique, et même si la juridiction de renvoi condamne le prévenu que la décision annulée avait acquitté.

4° *La partie civile succombe, après cassation, devant la juridiction de renvoi.* — Que décider lorsque la cassation étant prononcée soit sur son pourvoi, soit sur le pourvoi du prévenu, la partie civile succombe définitivement devant la juridiction de renvoi ? Sera-t-elle tenue à la fois des frais de la procédure annulée, des frais de l'instance en cassation et des frais de la nouvelle procédure ?

Il convient d'abord de préciser que les frais de l'instance en cassation sont régis définitivement par la décision de la Cour suprême; ils sont mis par l'arrêt de cassation

---

(1) Cass. 18 juillet 1924, B. cr. n° 295.

(2) Cass. 5 août 1922, B. cr. n° 287. V. *supra*, page 62.

à la charge du défendeur au pourvoi, et la juridiction de renvoi n'a pas le pouvoir de modifier cette décision et de condamner aux frais de la dite instance la partie qui succombe devant elle (1); si donc la partie civile a obtenu contre le prévenu la cassation d'un arrêt d'acquiescement, elle ne sera pas tenue des frais de la procédure de cassation, même si la juridiction de renvoi relaxe à nouveau l'inculpé. Les frais exposés devant la nouvelle juridiction incombent à la partie civile succombante, mais celle-ci peut-elle également voir mettre à sa charge les dépens de la procédure antérieure ? L'affirmative est certaine pour les frais des actes dont la validité n'a pas été atteinte par la cassation; au contraire, les frais de la décision cassée et des actes de procédure qui l'ont précédée jusqu'au plus ancien acte annulé ne peuvent être supportés par la partie finalement condamnée aux dépens (2). Ces règles ne comporteraient d'exception qu'au cas où la Cour de cassation ou la Cour de renvoi, faisant application de l'article 415 du Code d'instruction criminelle, ordonnerait que les « frais de la procédure à recommencer seront à la charge de l'officier ou du juge instructeur qui aura commis la nullité ». Cette disposition a soulevé des difficultés d'in-

---

(1) Cf. *supra*, pages 62 et 63 et Rép. Fuzier Herman, *Vo Dépens* n° 4127.

(2) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens pour le cas où le prévenu est condamné par la juridiction de renvoi. Cass. 11 septembre 1879, B. cr. n° 180. V. également Cass. 12 mai 1887, B. cr. n° 181. Cass. 27 avril 1850, B. cr. n° 139. Si la Cour de renvoi comprend dans la condamnation aux dépens prononcée contre la partie perdante les frais faits devant la Cour précédemment saisie, cette décision doit être considérée comme n'ayant entendu parler que des frais relatifs aux actes de procédure et d'instruction à l'exclusion des frais du débat oral. Cass. 19 février 1859, D. P. 4860. 5. 185. Voir *Pand. Franç. Rép. Vo Frais et dépens*, nos 1360 et s.

interprétation. La jurisprudence n'a pas hésité à l'appliquer aux officiers publics et ministériels, huissiers ou greffiers, par la faute desquels la nullité a été commise, et, interprétant littéralement l'expression « procédure à recommencer », a décidé que l'auteur de la nullité supporterait les frais de la nouvelle procédure et non ceux de la procédure annulée (1). Mais la mise de ces frais à la charge d'un tiers a-t-elle pour effet de décharger d'autant la partie finalement succombante ? La question a été controversée (2). La Cour de cassation a adopté une théorie qui nous paraît devoir être approuvée, en décidant d'une part que le tiers serait seul tenu des frais de la procédure recommencée, mais que par contre la partie condamnée aux dépens supporterait dans ce cas, par une dérogation à la règle générale, les frais de l'arrêt cassé et des actes annulés (3). Si, au contraire, la nullité résultant de la faute d'un tiers, il n'est pas fait application à ce dernier des dispositions de l'article 415 du Code d'instruction criminelle, la partie civile succombante devant la juridiction de renvoi devrait supporter les frais des deux procédures à l'exception des frais de l'arrêt cassé et des actes annulés ; une telle solution, qui aurait pour effet de mettre à sa charge des frais occasionnés uniquement par la faute d'un tiers, serait particulièrement rigoureuse ; elle a été écartée en faveur du condamné et des personnes civilement responsables par l'article 161, § 3, du décret

---

(1) Cass. 1<sup>er</sup> juin 1844, B. cr. n° 194.

(2) Rép Fuzier Herman, Vo *Dépens*, nos 3.995 et s. 4.130 et s. Auzière, *op. cit.*, pages 109 et s..

(3) Cass. 20 juin 1856, B. cr. n° 220.

du 5 octobre 1920, qui nous semble devoir être appliqué par voie d'analogie aux parties civiles; ces dernières, lorsqu'elles succombent après une cassation motivée par la faute d'un tiers, doivent donc être entièrement déchargées des frais de la procédure annulée, lorsque ces frais ne sont pas mis à la charge de l'auteur de la nullité, et supporter seulement ceux postérieurs à la cassation; les frais de la décision cassée et des actes annulés ne peuvent leur incomber que dans le cas où les frais de la procédure recommencée sont mis à la charge du tiers.

§ III. — *PARTAGE ET VENTILATION DES DÉPENS.*

En tout état de cause, la partie civile succombante peut se voir déchargée de certains frais exposés soit par le ministère public, soit par le prévenu ou l'accusé acquitté; l'article 161, § 4, du décret du 5 octobre 1920 dispose en effet que le juge peut ne pas mettre à la charge de la partie qui succombe, quelle qu'elle soit, les frais qu'il déclare frustratoires.

Nous avons vu d'autre part que si la partie civile succombe seulement sur certains chefs et non sur les autres, les juges peuvent partager les dépens (1). Mais que décider lorsque la partie civile ne s'est constituée que sur un chef d'inculpation et qu'elle succombe sur ce chef alors que la même poursuite comportait d'autres infractions? Cette hypothèse soulève une très délicate

---

(1) Cf. *supra*, p. 47, et art. 131 C. proc. civ.

question de ventilation dont l'intérêt pratique est parfois considérable. Des frais importants peuvent être engagés dans une poursuite comprenant de multiples chefs de prévention; une partie civile, lésée par une seule des inculpations relevées s'est constituée sur cette poursuite; l'acquittallement de l'inculpé sur ce chef entraîne-t-il la condamnation de la partie civile à tous les frais de la procédure, soit que l'inculpé soit condamné sur les autres chefs, soit qu'il bénéficie d'une décision de relaxe totale? Et quelle sera, à l'égard des frais, la situation respective de la partie civile et de l'inculpé lorsque ce dernier est condamné sur les chefs à raison desquels la partie civile ne s'était pas constituée? La condamnation de la partie civile succombante à tous les dépens a-t-elle pour effet de décharger entièrement de tous frais l'inculpé condamné pour les autres infractions? Ou doit-il être également condamné aux dépens en même temps que la partie civile?

La Cour de cassation a équitablement décidé qu'en principe « la condamnation à la totalité des frais exposés doit être évitée à la partie civile qui s'est constituée pour avoir exclusivement réparation d'un des faits compris dans une même procédure »; mais pour que la ventilation soit possible, deux conditions doivent être réalisées : d'abord que le fait à raison duquel la partie civile s'est constituée soit distinct et indépendant des autres, et ensuite « que les actes d'instruction nécessités par les divers faits poursuivis ne se confondent pas, que chacun de ces actes ou la majeure partie d'entre eux tende séparément à la preuve de chacune des accusations; qu'ainsi

matériellement une division puisse s'opérer entre eux et conséquemment entre les frais y afférents » (1). Si ces conditions ne sont pas réalisées, dit la Cour suprême, la partie civile est légitimement condamnée à tous les frais de la procédure (2). L'espèce dans laquelle cet arrêt est intervenu concernait une partie civile qui avait succombé en raison du verdict négatif du jury sur le chef à raison duquel elle s'était constituée, et bien que la Cour d'assises lui ait alloué des dommages-intérêts; cette partie civile a dû, par suite de l'indivisibilité de la procédure, supporter tous les dépens, même ceux afférents aux chefs d'accusation qui avaient motivé une condamnation capitale et des dommages-intérêts aux parties civiles constituées sur les autres chefs. La Cour d'assises lui avait bien alloué à titre de supplément de dommages-intérêts un recours pour le recouvrement des frais contre le condamné; mais celui-ci étant insolvable, le recours était inopérant. Il faut d'ailleurs observer que ce recours n'a pu lui être accordé que comme supplément de dommages-intérêts en raison du quasi-délit dont la Cour d'assises avait reconnu l'existence malgré le verdict négatif. Il n'aurait pu être donné en l'absence d'un fait dommageable, et en tout état de cause ne peut jamais l'être par la juridiction correctionnelle qui ne possède pas, comme la Cour d'assises, en l'absence d'une infraction pénale, le pouvoir d'accorder des réparations civiles. On voit donc à quelles conséquences conduit le principe de l'indivisibilité des

---

(1) Cass. 27 mai 1920, B. cr. n° 270.

(2) En ce sens, Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, sous l'art. 162, n° 128.

frais, dans une poursuite comportant pluralité d'infractions alors qu'une partie civile n'est constituée que sur une ou plusieurs de ces infractions. La partie civile supporte seule tous les dépens et le prévenu, même condamné sur les autres faits, en est entièrement déchargé. Il est en effet certain que, depuis le décret du 5 octobre 1920, le condamné et la partie civile ne peuvent être condamnés tous deux aux dépens. Déjà antérieurement à ce décret, les tribunaux correctionnels omettaient souvent, en pratique, de condamner expressément aux dépens le prévenu condamné, lorsqu'il y avait partie civile en cause; ils se bornaient à condamner aux dépens la partie civile non succombante, sauf son recours contre le condamné. Cette pratique était illégale : la partie civile et le condamné devaient être tous deux tenus des frais (1). Au contraire, la nouvelle réglementation n'autorise à condamner aux dépens que la partie succombante; jamais la partie civile et le prévenu ne peuvent être condamnés ensemble aux mêmes dépens. Si donc les frais d'une procédure comportant plusieurs infractions sont susceptibles de division, la partie civile et le condamné seront chacun tenus des frais afférents aux chefs sur lesquels ils ont succombé respectivement. Si au contraire les frais sont indivisibles, la partie civile succombant sur le chef à raison duquel elle s'est constituée sera seule condamnée à tous les dépens de la procédure entière, et le prévenu, condamné sur d'autres chefs, ne supporte aucune part des dépens; s'il en était autrement, il y aurait violation du principe

---

(1) Cf. Rép. Fuzier Herman, V<sup>o</sup> *Dépens*, n<sup>os</sup> 3.999 et s.

que seul celui qui succombe est passible des frais, puisque le condamné aurait à supporter des frais concernant une infraction dont il n'a pas été reconnu coupable; la partie civile se les voit au contraire mettre tous à sa charge, car ces frais étant indivisibles sont censés avoir été tous exposés pour la poursuite de l'infraction qui avait motivé sa constitution et qui a été écartée. Cette doctrine paraît résulter de l'arrêt précité de la Cour suprême qui, bien qu'antérieur au décret de 1920, a conservé son autorité, car il est intervenu à l'occasion d'une procédure criminelle, et l'on sait que pour les affaires soumises au jury le principe que seule la partie succombante peut être tenue des frais était déjà en vigueur, le nouveau décret n'ayant fait que l'étendre aux affaires correctionnelles. Or, cet arrêt avait rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de Cour d'assises qui semble bien avoir mis tous les dépens à la charge de la partie civile seule et n'en avoir mis aucun à la charge de l'accusé condamné pour d'autres crimes, réservant d'ailleurs seulement à la dite partie civile un recours contre le condamné à titre de supplément de dommages-intérêts. Doit-on admettre sans réserve une telle doctrine, qui aboutit à décharger un condamné des frais de toute la procédure suivie contre lui ? Nous ne le pensons pas. Remarquons en effet que la situation ainsi faite à la partie civile constituée sur un seul chef est plus mauvaise que celle faite à la partie civile constituée sur tous les chefs d'inculpation et qui, triomphant sur quelques-uns, succombe sur d'autres; nous avons vu que dans cette hypothèse la juridiction répressive a un pouvoir discrétionnaire pour répartir les dépens entre le prévenu

et la partie civile (1). Il nous semble que rien ne s'opposerait à ce qu'un pareil pouvoir lui soit également reconnu lorsque la partie civile a limité sa constitution à certains chefs d'inculpation et à ce que, si les frais afférents à chaque chef ne peuvent être déterminés, une quote-part des dépens soit seule mise à la charge de la partie civile succombante, le surplus devant être à la charge du condamné.

Une semblable question de ventilation peut se poser non seulement au cas de pluralité d'infractions, mais aussi au cas de pluralité de prévenus. En effet, si la constitution de partie civile, qui tend à la réparation du préjudice causé par une infraction, a lieu en principe à raison d'un fait déterminé, et non contre une personne déterminée, elle peut, d'après la plupart des auteurs, être limitée à un ou plusieurs des auteurs de ce fait (2). Il suffit qu'un seul des prévenus, contre lesquels la partie civile s'est constituée, soit condamné, pour que celle-ci soit réputée ne pas succomber et ne puisse être tenue d'aucune partie des dépens (3); mais s'ils sont tous acquittés alors qu'un autre prévenu contre lequel elle ne

---

(1) Cf. *supra*, page 47.

(2) Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, sous l'article 60, n° 6. — Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, tome IV, n° 1714. La jurisprudence paraît également admettre que l'action de la partie civile est *in personam* et non *in rem*; elle décide d'une part que le juge d'instruction est tenu d'inculper les personnes désignées par la partie civile dans sa plainte (Cass. 28 mai 1925, B. cr. n° 170), d'autre part que la partie civile peut faire appel à l'égard de certains prévenus seulement, et que dans ce cas le jugement de première instance devient définitif à l'égard des autres (Cass. 23 janvier 1925, B. cr. n° 20). La thèse contraire d'après laquelle notamment le magistrat instructeur est saisi *in rem*, a été soutenue par MM. Leloir et Donnedieu de Vabres à la Société générale des prisons et de législation criminelle. V. *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1925, pages 51 et 94.

(3) Cf. *supra*, page 40, note 4.

s'est pas constituée est condamné par la même décision, il y aura lieu à ventilation. Et si la division des frais n'est pas matériellement possible, le partage des dépens devra être ordonné par le tribunal, suivant la proportion qu'il arbitrera. La question de ventilation se pose également lorsque un ou plusieurs d'entre les prévenus interjettent seuls appel d'un jugement de condamnation; ce jugement devient définitif à l'égard des condamnés non appelants; si les appelants sont acquittés en appel, la partie civile sera condamnée aux frais de toute la procédure à l'égard des inculpés acquittés, mais, d'autre part, les condamnés qui n'ont pas fait appel ont été seuls condamnés à tous les frais de la procédure de première instance. La seule solution pratique en pareille hypothèse consiste à faire supporter aux condamnés tous les frais de première instance et à la partie civile les frais de la procédure d'appel seule (1).

Enfin, au cas de pluralité de parties civiles, la difficulté doit être résolue d'après des principes analogues en distinguant deux cas : a) ou bien les diverses parties civiles s'étaient constituées à raison de faits distincts, les unes sur certains chefs et les autres sur d'autres chefs d'inculpation compris dans une même procédure. Dans ce cas, si certaines parties civiles ont réussi alors que les autres ont succombé, la situation de chacune d'elles doit

---

(1) Une solution semblable doit être adoptée dans le cas d'appel formé par la partie civile à l'égard de certains prévenus seulement, si ceux-ci sont acquittés en appel, la partie civile doit supporter les frais de la procédure d'appel, tandis que les frais de première instance restent à la charge des condamnés contre lesquels aucun recours n'a été formé.

être considérée isolément; lorsque la division des frais est possible matériellement, celles qui succombent sont condamnées aux dépens exposés pour l'instruction des faits à raison desquels elles se sont constituées, et le condamné supporte les frais afférents à la poursuite des infractions reconnues constantes; lorsqu'au contraire les frais sont indivisibles, les parties civiles succombantes les supporteraient tous, et le condamné en serait déchargé, d'après la jurisprudence; nous pensons au contraire que le tribunal doit partager les dépens, dans la proportion qu'il juge utile, entre le condamné et les parties civiles succombantes. *b)* Ou bien les parties civiles sont intervenues à raison d'un fait unique, ou se sont toutes constituées sur tous les faits de la procédure; dans ce cas leur sort est lié, et nécessairement elles réussissent ou succombent toutes ensemble; en effet, pour qu'elles ne succombent pas, il suffit, d'après la théorie adoptée par la Cour de cassation, que le prévenu soit reconnu coupable du fait ou des faits poursuivis et il n'est pas indispensable que des dommages-intérêts leur soient accordés; la condamnation du prévenu suffit pour les décharger des frais. Toutefois, comme nous l'avons déjà signalé, si l'intervention d'une des parties civiles est déclarée irrecevable et mal fondée, les frais nés de l'action de cette partie civile peuvent être laissés à sa charge « dans la mesure où il serait décidé qu'ils n'ont pas concouru utilement à la poursuite » (1).

---

(1) Cass. 3 juin 1911, B. cr. n° 294.

§ IV. — LIQUIDATION ET RECouvreMENT DES DÉPENS

La liquidation des frais et leur recouvrement contre la partie civile succombante obéissent aux mêmes règles que celles régissant la liquidation et le recouvrement lorsque le prévenu est condamné.

A. — LIQUIDATION

L'état de liquidation de chaque procédure est dressé par le greffier d'après les éléments du dossier et est, en principe, inséré dans l'ordonnance, le jugement ou l'arrêt qui prononce la condamnation aux frais (art. 158 du décret du 5 octobre 1920); lorsque cette insertion ne peut être faite, un exécutoire est décerné par le juge au bas de l'état de liquidation; de même des exécutoires supplémentaires sont décernés pour les frais exposés postérieurement au jugement, et qui, par suite, n'ont pu être compris dans la liquidation. Les taxes et exécutoires ainsi que la disposition du jugement ou de l'arrêt portant liquidation des frais sont susceptibles de recours, par la partie condamnée aux dépens dans les conditions déterminées par l'article 144 du décret (1).

Le greffier délivre au trésorier payeur général dès que la condamnation est définitive, un extrait de l'ordonnance, jugement ou arrêt pour ce qui concerne la liquidation et la condamnation au remboursement des frais,

---

(1) Cet article n'est pas applicable en Alsace et Lorraine. Cass. 27 décembre 1924, B. cr. n° 430. Aux termes de cet arrêt les difficultés relatives à la liquidation des dépens lorsqu'il y a partie civile en cause sont, dans les trois départements recouvrés, régies par le code de procédure local.

ou une copie de l'état de liquidation rendu exécutoire (art. 160 du décret) et s'il y a lieu les exécutoires supplémentaires décernés (1).

L'extrait ou l'exécutoire doit mentionner tous les frais exposés dans l'affaire et imputables sur les crédits de justice criminelle, sans distinguer ceux qui ont été avancés par le Trésor ou par la partie civile et, en ce qui concerne ceux payés par cette dernière, sans distinguer s'ils ont été versés directement aux parties prenantes ou prélevés sur la consignation; il doit d'ailleurs indiquer quel a été le montant de la consignation (2), et, s'il y a lieu, quelles sommes ont été payées directement par la partie civile; enfin, le cas échéant, il mentionne le reliquat de consignation qui reste entre ses mains, car l'administration des finances doit être avisée qu'il existe au greffe un reliquat à valoir sur le montant des condamnations dont le paiement peut être réclamé à la partie civile (3); il n'y aurait pas intérêt à ce que ce reliquat soit restitué à la partie civile qui reste débitrice envers le Trésor. Le montant des droits de timbre et d'enregistrement doit être porté sur l'extrait lorsque ces formalités ont été remplies en débet.

La condamnation de la partie civile succombante aux dépens n'a pas pour effet de décharger le Trésor, quand la décision est devenue définitive, de l'avance des frais exposés au cours de la procédure et qui n'ont pas encore été payés. C'est toujours au Trésor qu'incombe le soin de ré-

---

(1) Sur la forme des extraits, voir Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, V<sup>o</sup> *Extraits de jugements ou d'arrêts*.

(2) Circ. Chanc. 11 janvier 1882. — Inst. du Ministre des Finances sur le service des amendes et condamnations pécuniaires du 5 juillet 1895, n<sup>o</sup> 40.

(3) Lettre Chanc. à P. G. Paris, 20 mars 1914.

gler les mémoires présentés par les parties prenantes après la décision définitive et ordonnancés par les magistrats ; les intéressés n'ont pas à s'adresser directement à la partie civile condamnée. Mais chacun de ces mémoires ordonnancés sur les caisses de l'administration de l'enregistrement donne lieu à la délivrance d'un exécutoire supplémentaire dont le percepteur poursuivra le recouvrement contre la partie civile. Quand la Chancellerie ordonnance directement des frais afférents à une information terminée par un non-lieu, elle prescrit à la partie civile qui a succombé le versement dans les caisses de l'administration des finances des sommes ainsi mandatées (1).

## B. — RECOUVREMENT

Le recouvrement des frais est opéré par les percepteurs des contributions directes sous le contrôle et la responsabilité des receveurs des finances (art. 25 de la loi du 29 décembre 1873 (2)). Les parties civiles ne peuvent évidemment se voir réclamer le paiement que de la partie des frais qui excède les sommes acquittées ou consignées par elles. En cas de contestation il leur appartient de justifier de leurs débours (3).

Mais il faut remarquer que le recouvrement poursuivi par le percepteur sur la partie civile succombante est indépendant des avances réellement faites par

---

(1) Décis. Chanc. 8 novembre 1923.

(2) Le recouvrement peut être poursuivi pendant trente ans ; la condamnation aux frais ne se prescrit en effet que par ce délai, conformément à l'article 2262 du Code civil. Cass. 28 février 1905. D., 05. 1. 176.

(3) Circ. Chanc. 3 octobre 1879. *Bull. Off.* 1879, page 229.

l'administration de l'enregistrement. Il arrive que les parties prenantes, après avoir fait régulièrement taxer leurs mémoires, omettent de les présenter au paiement, ou les présentent après l'expiration des délais de péremption; dans ce cas le Trésor recouvre, sur la partie condamnée aux dépens, des sommes qu'il ne paie pas aux intéressés et qui constituent ainsi pour lui un bénéfice net. C'est le montant des frais taxés et liquidés, et non le montant des frais réellement payés, qui est réclamé à la partie civile.

La contrainte par corps, ne pouvant être prononcée que contre ceux qui sont reconnus coupables d'une infraction à la loi pénale et pour le recouvrement des condamnations résultant de cette infraction, n'est pas susceptible d'être employée contre la partie civile pour obtenir d'elle le paiement des sommes dues au Trésor (1).

En cas de pluralité de parties civiles condamnées aux dépens, le Trésor sera-t-il contraint de diviser ses poursuites contre chacune d'elles en ne réclamant à chacune que sa part proportionnelle, ou pourra-t-il poursuivre l'une ou l'autre pour le tout, sauf recours de celle qui aura payé contre les autres, pour leurs part et portion ? C'est la question de la solidarité entre parties civiles, question importante qui a soulevé de vives controverses. La jurisprudence (2) et quelques auteurs (3) admettent que les

---

(1) La Cour suprême casse *parte in qua* et par voie de retranchement les arrêts qui prononcent la contrainte par corps pour le recouvrement des frais contre la partie civile succombante. Cass. 25 avril 1885, B. cr. n° 126. — Cass. 12 janvier 1911, B. cr. n° 25.

(2) Paris, 5 mai 1845, D. P. 45. 4. 293. — Rouen, 26 juillet 1912, D. P. 1916. 2.113 et la note de M. Leloir.

(3) Auzière, *op. cit.* p. 198. Leloir, note sous l'arrêt de Rouen précité.

parties civiles sont tenues solidairement du paiement des frais envers le Trésor. Toute partie civile constituée est tenue lorsqu'elle succombe de supporter la totalité des frais. La circonstance qu'il existe plusieurs parties civiles ne peut pas restreindre l'étendue de l'obligation de chacune d'elles, ni restreindre les droits du Trésor en l'obligeant à diviser ses poursuites; chaque partie civile est tenue *in solidum*; elle a contracté l'obligation de payer tous les frais de la poursuite et ne peut en conséquence opposer au Trésor, qui les a avancés et qui en poursuit sur elle le recouvrement, le bénéfice de division. La partie civile qui a payé a seulement contre les autres un recours basé sur l'article 1214 du Code civil, pour les part et portion de chacune d'elles (1).

Ce système, inspiré de la conception traditionnelle, et très rigoureux pour les parties civiles, est combattu avec raison par une partie de la doctrine. On pouvait déjà lui objecter avant 1920, la rédaction différente des articles 156 et 157 du décret du 18 juin 1811, le premier décidant « que la condamnation aux frais sera prononcée, dans toutes les procédures *solidairement* contre tous les auteurs et complices du même fait et contre les personnes civilement responsables du délit » le second stipulant seulement que « ceux qui se seront constitués parties civiles... seront *personnellement tenus des frais...* »; le second texte semblait exclure la solidarité des parties civiles (2). Le

---

(1) La même théorie a conduit la Cour de cassation à admettre qu'il y a solidarité entre les parties civiles condamnées à payer des dommages-intérêts au prévenu acquitté. Cass. 3 décembre 1836, D. *Jur. Gén.* V<sup>o</sup> *Responsabilité*, n<sup>o</sup> 72.

(2) *Stc. Rép.* Fuzier Herman, V<sup>o</sup> *Dépens*, n<sup>o</sup> 4139.

décret du 5 octobre 1920 apporte de nouveaux arguments à l'appui de cette manière de voir. Il décide dans son article 161 § 2 que « la condamnation aux dépens n'est prononcée solidairement que contre les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit ». Et le rapport de la commission chargée de préparer le décret, après avoir rappelé qu'aux termes de l'article 55 du Code pénal seuls les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont tenus solidairement des frais, ajoute : « Seule une disposition législative aurait pu étendre cette règle en matière de condamnations de simple police. Les rédacteurs du décret de 1841 n'ont pas été arrêtés par le principe que la solidarité ne se présume pas et ont inséré dans leur règlement l'article 156... pris en violation formelle de la loi... Aussi la commission a-t-elle fait disparaître... la solidarité des personnes civilement responsables et la condamnation solidaire aux dépens en matière de contravention ». Il nous paraît certain, *a fortiori*, que les parties civiles succombantes ne peuvent être tenues solidairement des dépens. Le Trésor ne pourra donc recourir contre chacune d'elles que pour la part des dépens lui incombant d'après la répartition faite par le jugement, ou à défaut d'une semblable répartition, pour une part virile (1).

---

(1) Le droit pour la juridiction répressive de répartir *inégalement* les dépens entre plusieurs *condamnés* est généralement admis par les auteurs, la quotité fixée pour chacun d'eux devant être déterminée en tenant compte notamment des frais plus ou moins importants qu'ils ont provoqués. Auzière, *op. cit.* n° 87, Rep. Fuzler Herman, V° *Dépens* n° 4064. La même solution doit être admise en cas de pluralité de parties civiles succombantes.

§ V. — *PARTIE CIVILE ASSISTÉE JUDICIAIREMENT*

Lorsque la partie civile succombante avait obtenu l'assistance judiciaire, elle se trouve, malgré son échec « définitivement dispensée du paiement des droits d'enregistrement des actes de la procédure et de ceux qui y sont assimilés, ainsi que des honoraires et émoluments dûs aux officiers ministériels » (1). Nous avons vu qu'au cours de l'instance, les jugements et arrêts et tous autres actes de la procédure étaient enregistrés en débet, et que le Trésor n'avancait pas les honoraires et émoluments des officiers ministériels (2). Nous avons signalé également que si la partie civile, assistée judiciairement, ne succombe pas, ces divers frais étaient portés sur l'extrait et recouvrés sur son adversaire (3). Au contraire au cas d'échec de l'assisté, le Trésor renonce définitivement à percevoir les droits d'enregistrement des actes de la procédure ainsi que des actes et titres produits par l'assisté au cours de l'instance et dont les lois n'ordonnent pas l'enregistrement dans un délai déterminé, et les officiers ministériels perdent tous droits à leurs honoraires et émoluments. Mais il n'en est pas de même pour les frais qui ont été avancés par le Trésor : frais de transport des juges, des officiers ministériels et des experts, honoraires des experts, taxes des témoins, frais dûs à des tiers non officiers ministériels. Ces diverses dépenses ainsi que les droits d'enregistrement des actes et titres que l'assisté a produits au cours de l'ins-

---

(1) Lettre Min. Finances à Chanc. 2 juin 1903.

(2) *Supra*, page 35.

(3) *Cf. supra*, pages 64 et s.

tance et dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, et les sommes dues pour contravention aux lois sur le timbre, sont recouvrables contre la partie civile succombante (art. 19 de la loi du 22 janvier 1851 modifiée par la loi du 10 juillet 1901). « Le greffier ne doit porter sur l'extrait du jugement ou de l'arrêt d'acquiescement que les sommes visées dans l'article 19 de la loi du 10 juillet 1901. Si la partie civile succombe à la suite d'une ordonnance de non-lieu, l'exécutoire qui remplace l'extrait comprend les dépens de même nature » (1).

#### SECTION IV

##### **Cas où la partie civile s'est désistée**

Aux termes des articles 66 et 67 du Code d'instruction criminelle, les parties civiles peuvent se désister de leur constitution dans les *vingt-quatre heures*; toutefois, même effectué dans ce délai, le désistement n'est valable que s'il se produit avant le jugement. Il faut d'ailleurs remarquer que si l'heure de la constitution n'a pas été précisée, ce qui est le cas général, le délai de désistement ne peut se compter d'heure à heure et comprend dans ce cas toute la journée du lendemain, et même la suivante si ce lendemain est un jour férié (2); mais le désistement doit toujours intervenir avant le jugement et être signifié au prévenu et au

---

(1) Circ. Chanc. 26 octobre 1903, *Bull. off. Justice*, 1903, p. 259.

(2) Auzières *op. cit.*, page 163. — Faustin-Hélie, *Tr. de l'instr. cr.*, tome IV, n° 1742

ministère public à moins qu'il ne soit fait à l'audience en leur présence (1).

Quelles sont les conséquences du désistement de la partie civile au point de vue du paiement des frais ? Une distinction doit être faite.

### § I. — DÉSISTEMENT RÉGULIER

La partie civile qui s'est régulièrement désistée dans les conditions ci-dessus n'est plus tenue des frais faits depuis la signification de son désistement. Le jugement ou l'arrêt qui donne acte du désistement a pour effet de la mettre définitivement hors de cause, et aucune condamnation aux dépens ne pourra plus être requise ou prononcée contre elle, par exemple, par la décision qui interviendra sur le fond à l'issue de l'instance (2). Les frais du désistement lui-même doivent au contraire demeurer à sa charge, y compris ceux du jugement ou de l'arrêt qui en donne acte et qui doit prononcer contre elle la condamnation à ces frais (3). Mais que décider pour les autres frais antérieurs à la signification du désistement ? La partie civile qui se désiste n'a pas succombé; elle ne peut donc en principe être condamnée aux dépens, et cette condamnation ne pourra pas non plus être prononcée contre elle par la décision définitive dans le cas où le prévenu serait acquitté, car à ce moment elle n'est plus en cause dans l'instance. Toutefois, par analogie avec le cas où la partie civile, bien

---

(1) Le Poittevin, *Code d'inst. crim. ann.* sous l'art. 65, n° 44.

(2) Cass. 3 novembre 1894, B. cr. n° 267.

(3) Même arrêt.

que réputée triompher par le fait de la condamnation du prévenu à une peine, voit ses conclusions en dommages-intérêts rejetées, la jurisprudence admet que les frais *nés de l'action de la partie civile*, lorsque cette dernière se désiste, doivent demeurer à sa charge dans la mesure où le juge décide qu'ils n'ont pas concouru utilement à la poursuite; et c'est bien le jugement ou l'arrêt de *donné acte*, qui doit prononcer la condamnation à ces frais en même temps qu'à ceux du désistement lui-même, car, la partie civile étant mise hors de cause à partir de ce moment, l'arrêt ou le jugement définitif ne pourra plus prononcer contre elle aucune condamnation aux frais, et devra statuer uniquement à l'égard du prévenu en écartant des dépens mis à la charge de celui-ci, s'il est condamné, les frais précédemment laissés à la charge de la partie civile qui s'est désistée (1). Si la poursuite aboutit à l'acquiescement du prévenu tous les frais restent à la charge du Trésor à l'exception de ceux auxquels la partie civile a été condamnée par la décision qui lui a donné acte de son désistement.

La question est plus délicate dans le cas exceptionnel où le désistement de la partie civile a pour effet d'arrêter la poursuite et d'éteindre l'action publique, par exemple en matière d'adultère ou d'injures et diffamation. Ici encore la partie civile qui se désiste ne succombe pas et semble devoir être à l'abri d'une condamnation aux dépens. Mais elle doit supporter les frais de son désistement et du jugement qui en donne acte, et elle peut également

---

(1) Cass. 3 novembre 1894 précité.

voir mettre à sa charge les frais nés de son action et qui n'ont pas concouru utilement à la poursuite, c'est-à-dire en fait tous les dépens, puisque dans ces affaires, où l'ordre public n'est pas intéressé, tous les frais sont exposés à la requête de la partie civile et que celle-ci arrête de son propre chef l'action publique.

## § II. — DÉSISTEMENT IRRÉGULIER

La partie civile qui se désiste après le jugement ou plus de vingt-quatre heures après sa constitution, n'est pas exonérée des frais. Elle reste tenue des frais antérieurs et postérieurs comme si elle ne s'était pas désistée (1). Il est bien entendu d'ailleurs que la condamnation aux frais n'est prononcée contre elle que si elle succombe. Ce système n'en est pas moins rigoureux pour la partie civile, en ce qu'il la laisse responsable des frais qui sont exposés après qu'elle a déclaré se retirer de l'instance; il équivaut à une interdiction de désistement puisque le seul effet du désistement est de rendre la partie civile non recevable à obtenir des dommages-intérêts et la laisse exposée à tous les frais (2). Si donc le prévenu est acquitté, la partie civile bien qu'elle se soit désistée, est condamnée à tous les dépens. Mais si le ministère public exerce un recours contre le jugement de relaxe, il ne pourra pas mettre la partie civile en cause devant la juridiction d'appel, devant la Cour de cassation ou la juridiction de renvoi; le jugement est devenu définitif à l'égard de la partie civile qui

---

(1) Cass. 1<sup>re</sup> juillet 1853. B. cr. n° 338.

(2) Le Poittevin, *op. cit.* sous l'art. 65, n° 36.

n'a pas appelé (1). Si au contraire le prévenu est condamné et fait appel ou se pourvoie, ce recours, à la différence de celui exercé par le ministère public seul, permet, semble-t-il, une mise en cause de la partie civile devant la juridiction supérieure, mais comme il ne vise en fait que la réformation de la décision pénale, la partie civile qui s'est désistée et n'a pas en conséquence obtenu de dommages-intérêts est pratiquement laissée hors de l'instance : sa mise en cause n'aurait en effet pour le prévenu appelant, aucun intérêt, car si la condamnation est confirmée, il restera seul tenu des dépens et s'il obtient son acquittement il en est dans tous les cas déchargé. On peut même estimer qu'une telle mise en cause est impossible, l'appel ou le pourvoi du prévenu condamné n'étant relatif qu'à l'action publique et ne concernant pas les intérêts civils; en effet le jugement attaqué n'a pas alloué de dommages-intérêts à la partie civile qui s'est désistée et la condamnation aux dépens prononcée contre l'inculpé n'est que l'accessoire de la condamnation pénale. Quelle que soit la théorie que l'on adopte sur cette question, il paraît donc certain que la partie civile qui s'est désistée irrégulièrement, c'est-à-dire postérieurement au jugement de première instance, ou plus de vingt-quatre heures après sa constitution, n'est responsable, si elle succombe, que des frais exposés devant la juridiction saisie au moment du désistement, et qu'elle échappe, au contraire, à défaut de

---

(1) Il en était autrement antérieurement au décret du 5 octobre 1920. Cf. Cass. 22 décembre 1911, B. cr. n° 611, et *supra*, page 75.

recours exercé par elle, aux frais devant les juridictions ultérieurement saisies.

Le désistement de la partie civile ne doit pas être confondu avec le cas où la partie civile se désiste simplement d'une voie de recours par elle exercée. En se désistant de son appel ou de son pourvoi, la partie civile conserve sa qualité et la décision qu'elle a attaquée devient définitive à son égard; la juridiction saisie par le recours se borne à lui donner acte du désistement et le condamne aux frais faits sur son appel ou son pourvoi (1).

## SECTION V

### Etude critique

Le décret du 5 octobre 1920 a apporté à la situation des parties civiles, au point de vue du paiement des frais, des améliorations considérables. Les deux grandes réformes qui résultent de cette nouvelle réglementation peuvent être ainsi formulées : 1° La partie civile n'est tenue en principe à faire l'avance des frais au cours de la procédure que lorsqu'elle prend l'initiative des poursuites, elle n'en est pas tenue lorsqu'elle se borne à intervenir dans des poursuites entreprises par le ministère public; 2° La partie civile ne peut être condamnée aux dépens que lorsqu'elle succombe; dans le cas contraire, non seulement elle ne peut pas être condamnée aux dépens mais elle a même

---

(1) Cass. 26 octobre 1923, B. cr. n° 367. — Cass. 4 février 1848, D. P. 48. 5. 101.

le droit, lorsqu'elle a avancé les frais au cours de l'instance, de se faire rembourser ses avances par le Trésor sur les crédits de justice criminelle.

Cette seconde réforme a fait disparaître la plus grave injustice du régime antérieur; aucune considération acceptable ne pouvait justifier la condamnation aux dépens de la partie civile non succombante et le recours qui lui était dans ce cas réservé contre un condamné souvent insolvable ne rendait pas moins inadmissible le maintien d'une règle surannée, que le décret de 1811 avait fait revivre dans l'intérêt pécuniaire du Trésor, mais qui n'était plus en harmonie avec les principes de notre droit.

Mais le nouveau règlement ne s'est pas borné à interdire la condamnation aux dépens de la partie civile non succombante. Il permet à celle-ci de demander au Trésor, après le jugement définitif, le remboursement des avances par elle faites, et le Trésor se chargera de recouvrer ses propres avances en même temps que les avances de la partie civile contre le condamné. L'Etat joue dans ce système le rôle d'une sorte d'assureur; il garantit le risque d'insolvabilité du condamné et prend ce risque à sa charge au lieu de le laisser à la charge de la partie civile. Une telle conséquence ne découle pas nécessairement du principe aux termes duquel une partie non succombante ne peut être condamnée aux dépens; on aurait très bien compris que tout en appliquant rigoureusement ce principe méconnu par la réglementation antérieure, le nouveau décret ait laissé à la partie civile non succombante le soin de recouvrer ses avances personnelles sur le condamné, en même temps que le Trésor aurait poursuivi le recouvre-

ment des siennes. Le droit pour la partie civile de se faire rembourser par l'Etat a eu pour conséquence, nous l'avons déjà indiqué, de multiplier les poursuites exercées dans un intérêt privé contre des insolvable. Sa limitation aux infractions troublant réellement l'ordre public est actuellement envisagée : dans ces cas on peut considérer qu'en mettant en mouvement la procédure, la partie civile n'a fait que devancer l'action du Parquet ; si elle s'était abstenue, ce dernier aurait agi, et tous les frais auraient été avancés par le Trésor. Dès maintenant d'ailleurs la partie civile ne peut se faire rembourser que les frais qualifiés « frais de justice criminelle » dont l'Etat aurait eu à faire l'avance en l'absence de partie civile, et celle-ci doit récupérer directement contre le condamné ses frais d'avoué, même reconnus justifiés. Ainsi limitée d'une part quant à la nature des infractions, d'autre part quant à la nature des frais, la faveur accordée à la partie civile qui n'a pas succombé se justifie par cette considération qu'il serait contraire à l'équité de faire supporter en définitive par la victime d'une crime ou d'un délit les frais d'une poursuite exercée contre un insolvable et que l'Etat aurait supportée si la victime ne s'était pas constituée partie civile.

Si la partie civile succombe, il est juste, en principe, qu'elle supporte tous les dépens de l'instance. Mais pour apprécier exactement les conséquences de ce principe, il faut envisager deux hypothèses que le décret n'a distinguées qu'au seul point de vue de l'avance des frais. Lorsque la procédure a été mise en mouvement par la partie civile elle-même, celle-ci a été obligée de consigner et

tous les frais ont été pris sur la consignation. Son échec la rend irrecevable à demander le remboursement de ses avances et l'expose aux poursuites du Trésor si ce dernier a fait de son côté certains frais, notamment en cas d'insuffisance de consignation. Rien de plus équitable que cette règle; l'Etat ne peut avoir à supporter les frais d'une procédure intentée à tort par une partie civile; et il les recouvre contre celle-ci parce qu'il s'est substitué à elle pour l'avance de certains frais, parce qu'il a payé pour elle et en son nom, s'instituant en quelque sorte son gérant d'affaire. Le prévenu acquitté n'a eu de son côté en règle générale aucune avance à effectuer; si par exception il en a fait, par exemple s'il s'est fait assisté d'un avoué dont le tribunal a jugé la présence nécessaire, il peut également en poursuivre le recouvrement contre la partie civile succombante. Lorsque au contraire la procédure a été mise en mouvement par le ministère public, la partie civile intervenante n'a été astreinte à consigner aucune somme; le Trésor a continué, après la constitution comme avant, à payer tous les frais de la poursuite à l'exception de ceux exposés par la partie civile elle-même. Mais dans ce cas, comme lorsqu'elle a pris l'initiative de la poursuite, elle doit, si le prévenu est acquitté, être condamnée à tous les dépens, qu'ils aient été avancés par elle ou par le Trésor, sans en excepter les frais engagés par le ministère public avant même qu'elle ne soit intervenue. L'Etat, qui succombe autant que la partie civile et même davantage puisque lui seul a intenté la poursuite à laquelle la partie civile a eu le tort de se joindre, peut ainsi recouvrer contre celle-ci tous les frais qu'il a avancés. Cette solution est

évidemment contraire à l'équité. Elle constitue, dans notre législation, la principale survivance d'un système traditionnel dans lequel la partie civile supportait tous les risques du procès pénal. La condamnation aux dépens de la partie civile succombante ne devrait comprendre que les frais engagés par le fait de son intervention, et le Trésor devrait conserver à sa charge les frais de la poursuite qui lui auraient incombé en l'absence de partie civile. Mais une telle réforme ne pourrait être réalisée que par une modification du Code d'instruction criminelle, dont les articles 162, 194 et 368 prescrivent clairement la condamnation de la partie succombante à tous les frais de la procédure sans distinction.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

### RÈGLES PARTICULIÈRES LORSQUE LA PARTIE CIVILE EST UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC

---

Le décret du 5 octobre 1920 contient un article 163 ainsi conçu : « Sont assimilés aux parties civiles, sauf en ce qui concerne la consignation préalable : 1° toute administration publique, relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit d'office et dans son intérêt ; 2° les départements, les communes et les établissements publics dans les procès instruits à leur requête ou d'office pour délits commis contre leurs domaines publics ou privés ».

Cet article est la reproduction presque littérale de l'article 158 du décret du 18 juin 1811 qui était rédigé de la façon suivante : « Sont assimilés aux parties civiles : 1° toute Régie ou Administration publique, relativement aux procès suivis soit à sa requête, soit même d'office et dans son intérêt ; 2° les communes et les établissements publics dans les procès instruits, ou à leur requête, ou

même d'office, pour crimes ou délits commis contre leurs propriétés ».

Le sens et la portée de ces dispositions ont été discutés.

Il faut remarquer que l'article 158 du décret de 1844 ne prévoyait pas la dispense de consignation que le nouveau décret, confirmant la règle suivie depuis 1826 (1), stipule en faveur des services publics. Il n'édicte aucune règle particulière pour le cas où les administrations ou les établissements publics se constituaient parties civiles, et paraît bien avoir eu pour seul but d'imposer dans certains cas à certaines administrations les obligations qui incombaient aux parties civiles, notamment la condamnation obligatoire aux dépens, pour alléger le budget des frais de justice. C'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour interpréter l'article 163 du décret de 1920. Si l'on excepte la dispense de consignation, on n'y trouve aucune modification aux règles ordinaires touchant l'avance et le paiement de frais par les parties civiles, le texte se bornant à décider que, certains services publics sont assimilés de plein droit à des parties civiles dans certaines instances. Cet article ne prévoit donc pas le cas où une personne morale de droit public se constitue partie civile, et, d'autre part, sauf sur un point, il laisse à la jurisprudence et à la pratique, le soin de résoudre les difficultés que peut provoquer au point de vue de l'avance et du règlement des frais

---

(1) Inst. Chanc. 30 sept. 1826, art. 131 : « Les administrations, communes et établissements publics, quoique assimilés aux parties civiles sous tous les autres rapports, sont dispensés de payer les frais de poursuites pendant la durée de l'instruction et à plus forte raison d'en consigner le montant ».

de justice, la présence d'une administration ou d'un établissement public, comme partie civile constituée ou assimilée dans une instance répressive.

Nous étudierons dans un premier chapitre, les diverses hypothèses dans lesquelles les personnes morales de droit public sont parties civiles, et, dans un second chapitre, les règles particulières applicables dans ces hypothèses en ce qui concerne l'avance et le paiement de frais du procès pénal.

---



## CHAPITRE PREMIER

---

### **CAS DANS LESQUELS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, DEPARTEMENTS, COMMUNES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS SONT PARTIES CIVILES**

---

#### SECTION I

##### **Constitution régulière de partie civile**

Une partie civile est une personne lésée par une infraction et qui, accessoirement, à l'action publique exercée devant la juridiction répressive demande la réparation civile du préjudice par elle subi. On conçoit très bien qu'une personne morale administrative puisse, comme un particulier, être lésée pécuniairement par un délit et demande des dommages-intérêts aux juges saisis de l'action pénale.

L'hypothèse d'une constitution régulière de partie civile émanant d'une collectivité de droit public, n'est prévue par aucune disposition du décret du 5 octobre 1920. L'article 163 de ce dernier décret ne vise que pour les assimiler de plein droit dans certains cas aux parties civiles, les administrations publiques, les départements, les communes et les établissements publics. Mais ces diverses collectivités peuvent-elles prendre volontairement la qualité de parties civiles ?

Nous examinerons successivement, à cet égard : 1° les administrations publiques ; 2° les communautés territoriales ; 3° les établissements publics.

### § I. — ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Il semble, à première vue, impossible qu'une administration publique soit partie civile. Par définition, en effet, une administration publique n'a pas la personnalité civile et ne possède pas de patrimoine ; elle fait partie intégrante de l'Etat.

On a soutenu, il est vrai, que la personnalité de l'Etat « se démembre » au profit des divers services publics dont l'ensemble constitue l'Etat, qu'il y a autant de personnalités diverses que de services distincts, que chaque département ministériel, par exemple, posséderait la personnalité dont l'Etat serait dépourvu (1). Mais la plupart des auteurs rejettent cette théorie qui ne cadre certainement pas avec notre législation actuelle (2). Quand la personnalité morale est attribuée à une administration publique, celle-ci devient un établissement public (3).

---

(1) Marquès di Braga et Camille Lyon, *Traité de la Comptabilité de fait*, tome II, et Rép. Béquet, *V<sup>o</sup> Comptabilité de fait*, tome VII ; n° 172.

(2) Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 7<sup>e</sup> édit., tome IV, 1900, nos 1380 et s. ; Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, 2<sup>e</sup> édition, 1924, tome I n° 110. — Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, 5<sup>e</sup> éd., p. 28. — Esmin, *Eléments de droit constitutionnel*, introduction. — Carré de Malberg, *Théorie générale de l'Etat*, tome I, page 45, note 38 *in fine*.

(3) Cf. Berthélemy, *op. cit.* qui définit les établissements publics « des services administratifs pourvus de la personnalité juridique », page 39, ou « des services publics auxquels la personnalité morale a été conférée », page 547. V. *infra*, § III, Etablissements publics. — La distinction des administrations publiques et des établissements publics est parfois délicate ; certains services publics sont dotés de l'individualité financière sans avoir la personnalité, et leur situation se rapproche de celle des établissements publics. V. *infra* pages 117 et s.

La possibilité d'être propriétaire de biens étant un attribut essentiel de la personnalité morale, on refuse généralement aux collectivités qui ne possèdent pas la personnalité le droit d'ester en justice puisqu'elles n'ont pas d'intérêt pécuniaire à défendre (1), et tel doit donc être le cas d'une administration publique qui ne constitue pas un organisme personnifié et n'est propriétaire d'aucun patrimoine (2).

Notre législation admet cependant, sans aucun doute, que des administrations publiques peuvent être parties

---

(1) En ce sens : Garraud, *Traité d'instr. crim. et de proc. pénale*, tome I, 1907, n° 118 : « Le corps n'a pas de patrimoine puisqu'il ne jouit pas de la personnalité civile... La qualité substantielle et primordiale pour se porter partie civile c'est le droit même d'ester en justice, et ce droit n'appartient qu'aux personnes morales ». La Cour de cassation a admis, dans une affaire de fraude commise par un fournisseur, l'intervention comme partie civile d'un régiment, représenté par le colonel. On ne peut cependant assimiler un régiment à un établissement public. Mais l'arrêt a estimé qu'il possède une « individualité véritable » et qu'en tous cas il avait un intérêt matériel à la poursuite car « les fonds sont, en vertu des règlements émanés de l'autorité publique, mis en commun et régis pour les hommes par la commission de l'ordinaire qui achète les denrées nécessaires à leur alimentation et les leur distribue » et qu'aux termes de l'article 59 du décret du 22 avril 1905 le chef de corps « exerce les actions qui se rapportent aux contestations auxquelles donne lieu l'exécution des marchés et conventions pour le service des ordinaires ». Cass. 31 juillet 1908, B. cr. n° 342. La partie civile, dans cette espèce, avait donc un véritable intérêt pécuniaire dans la poursuite.

(2) On peut d'ailleurs remarquer que si la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, qui réprime la diffamation envers les administrations publiques (art. 30) subordonne la poursuite de ce délit à une plainte préalable (art. 46), la doctrine décide généralement que le droit de plainte ne confère nullement aux administrations publiques, non investies de la personnalité, le droit de se constituer parties civiles. Garraud, *loc. cit.*, Le Poitevin, *Code d'instr. crim. annoté*, sous l'article 1<sup>er</sup>, n° 449. — Cf. Barbier, *Code expliqué de la presse*, tome I, 2<sup>e</sup> édit. 1911, n° 471. — *Contra* : C. d'assises de Seine-et-Oise, 18 juillet 1898, 1900, 1.473, qui a admis un Conseil de guerre à se porter partie civile ; le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté comme prématuré sans que la Cour suprême ait tranché la question. Cass. 5 août 1898, B. cr. n° 282. M. Roux dans la note du Sirey sous l'arrêt précité, admet la recevabilité de l'action civile en la limitant aux frais et à la réparation morale résultant de la publicité de la décision, des dommages-intérêts ne pouvant être alloués à un corps qui ne possède pas de patrimoine.

civiles devant les juridictions répressives. L'article 436 du Code d'instruction criminelle vise cette hypothèse quand, après avoir décidé que la partie civile succombant dans un recours en cassation sera condamnée à une indemnité de 150 francs et aux frais envers la partie acquittée et à une amende envers l'Etat, il ajoute : « Les Administrations ou Régies de l'Etat et les agents publics qui succomberont, ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité ». L'article 420 du même Code dispense de l'amende de pourvoi en cassation « les agents publics pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines de l'Etat ». Ces textes impliquent évidemment que les administrations publiques peuvent se constituer parties civiles, mais, en les dispensant des amendes dues à l'Etat, ils montrent en même temps que leurs intérêts se confondent avec ceux de l'Etat. Les administrations publiques, n'ayant ni personnalité, ni patrimoine, *ne peuvent être parties civiles que comme représentant l'Etat et dans l'intérêt de celui-ci*. C'est l'Etat qui est partie civile lorsque cette qualité est prise par une administration publique, comme lorsqu'il se constitue par l'intermédiaire du préfet ou du ministre.

La question de savoir si l'Etat est susceptible d'exercer, accessoirement à l'action publique, une action civile devant les tribunaux répressifs aux fins de réparations du préjudice causé par une infraction, est généralement passée sous silence par les auteurs qui examinent longuement les conditions d'exercice de l'action civile et les qualités exigées des personnes physiques et morales pour se cons-

tituer parties civiles (1). La solution de cette question découle sans difficulté des principes généraux. Lorsque le Parquet exerce contre un délinquant l'action publique en vue d'obtenir une condamnation pénale, il agit au nom de la Société, dans l'intérêt de l'ordre public, et représente l'Etat en tant que puissance publique. Mais rien n'empêche l'Etat, lorsque l'infraction lui a causé un dommage, d'exercer l'action civile qui appartient à toute personne lésée; l'action exercée rentre alors, suivant la doctrine traditionnelle, dans la catégorie des actes de gestion. C'est, dit un auteur, un droit non discuté pour les personnes morales d'agir comme parties civiles devant les tribunaux de répression lorsqu'elles sont lésées par une infraction (2). Or l'Etat possède la personnalité et, ayant un patrimoine propre, il peut subir, par le fait d'un délit, un dommage matériel (3). Il réunit donc toutes les qualités requises pour demander et obtenir des réparations civiles (4). En fait l'Etat se porte très fréquemment partie civile devant les juridictions répressives, et la jurisprudence a reconnu la légitimité de l'intervention des ministres agissant en son nom (5).

Sans doute lorsque la constitution de partie civile émane de certaines administrations, l'Etat ne paraît pas

---

(1) Faustin Hélie, *Inst. crim.* I, nos 536 et s. Garraud, *Traité d'instr. crim. et de proc. pénale*, I, nos 114 et s. Le Poittevin, *Code d'instr. crim.* annoté sous l'art. 1<sup>er</sup>, nos 398 et s.

(2) Michoud, *op. cit.*, tome II, n° 265.

(3) D'après la jurisprudence, l'Etat ne pourrait se constituer partie civile en invoquant seulement un préjudice moral. Cass. 1<sup>er</sup> mai et 23 juillet 1925. B. cr. nos 143 et 233.

(4) En ce sens : Hauriou, *Précis de droit constitutionnel*, 1923, p. 513.

(5) Cass. 10 janvier 1925, B. cr. n° 14. « Sur le troisième moyen, pris de la violation des articles 3 de la loi du 28 pluviôse an VIII, et 69 du Code de procédure civile, en ce que l'arrêt attaqué a admis l'intervention de l'Etat français partie civile, représenté par le Ministre des pensions, alors que seul le préfet, aux termes des articles susvisés, a qualité

figurer dans l'instance. Le directeur départemental des contributions indirectes, par exemple, ou le conservateur des eaux et forêts, déclarent intervenir au nom de l'administration des contributions indirectes ou au nom de l'administration forestière, et l'Etat n'est mentionné ni dans les conclusions, ni dans les arrêts. Mais il n'y a là qu'une fiction. Les administrations dont s'agit font partie intégrante de l'Etat; c'est l'Etat qu'elles représentent, soit lorsqu'elles sont assimilées de plein droit à des parties civiles dans certaines procédures en vertu de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 (1), soit qu'elles se constituent parties civiles dans une poursuite de droit commun (2). Le fait que l'Etat est alors représenté, non par le préfet ou le ministre, mais par les agents d'une administration spécialisée ne peut avoir pour effet de conférer à ces administrations elles-mêmes la qualité de partie civile, que seules les personnes morales peuvent posséder.

La constitution de partie civile faite au nom de l'Etat à raison d'infractions de droit commun est d'ailleurs soumise

---

pour représenter l'Etat dans les instances où il est engagé. Attendu que la loi du 28 pluviôse an VIII est relative à l'administration des départements, des arrondissements et des communes, et ne concerne pas les actes de gestion et d'administration que les ministres font au nom de l'Etat; Que l'article 69 du Code de procédure civile indique seulement que l'Etat, lorsqu'il s'agit de domaines et de droits domaniaux sera assigné en la personne du préfet du département où siège le tribunal devant lequel doit être portée la demande en première instance; Que ni l'une ni l'autre des dispositions visées au moyen ne fait échec au droit qui appartient au ministre d'intenter une action judiciaire ou d'y défendre au nom de l'Etat, pour sauvegarder les intérêts de celui-ci, qui lui sont confiés. »

(1) V. *infra*, page 145, note 2.

(2) Le droit pour les administrations fiscales de se constituer parties civiles, en dehors des cas d'assimilation de plein droit, en vue d'obtenir des dommages-intérêts à raison du préjudice causé par une infraction de droit commun, est généralement reconnu. Cf. Cass. 25 juillet 1912, B. cr. n° 420 (octrois). — D. Rép. prat. V. *Douanes* n° 1068, Rép. Fuzier-Hermann, V° *Délit forestier*, n° 533. — Cass. 5 décembre 1891, B. cr. n° 240.

aux règles habituelles. Elle doit être expresse. Elle ne peut avoir lieu qu'autant qu'un dommage a été causé. Elle est en principe impossible si elle ne comporte pas de conclusions aux fins de réparations civiles (1). Il a fallu récemment une loi spéciale pour faire échec à ce principe dans une espèce particulière. La loi du 29 mai 1922 réglant la procédure applicable en vue de la répression des dissimulations frauduleuses de bénéfices de guerre, dispose : « Dans le cas d'information ouverte par application de l'art. 20 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1916, l'Administration pourra se constituer partie civile ». Il résulte des travaux préparatoires que cette disposition a pour seul but de permettre à l'administration de « surveiller plus étroitement les intérêts du Trésor, suivre l'instruction des affaires, se faire communiquer toutes les pièces et hâter les différentes solutions » (2). Mais l'administration, au nom de l'Etat, ne peut demander de dommages-intérêts à raison de la fraude commise au préjudice du Trésor; en effet, la poursuite dans laquelle elle intervient ne peut aboutir qu'à une condamnation pénale; des commissions administratives sont seules compétentes pour déterminer le montant des droits fraudés et prononcer les réparations dues à l'Etat (3). Au cours de la discussion du projet de loi au Sénat, la disposition tendant à autoriser l'administration à se constituer

---

(1) Cf. Paris, 23 décembre 1913. D. P., 1914. 5. 17.

(2) Rapport de M. H. Bérenger au Sénat, 1922, n° 297.

(3) « Les deux ordres d'idées sont nettement séparés. Les tribunaux judiciaires répriment les manœuvres frauduleuses et condamnent à la prison et à l'amende. Quant à la juridiction administrative, elle reprendra les chiffres que, grâce aux perquisitions effectuées on aura pu constater, et fixera définitivement le montant de la cote que devra payer le contribuable » (Paroles de M. le Ministre des Finances au Sénat, séance du 26 mai 1922). *J. Off.* du 27 mai, page 778.

partie civile dans ces conditions a été vivement critiquée comme contraire aux principes les plus certains du droit (1). Il est certain que l'intervention autorisée par cette disposition exceptionnelle ne peut être considérée comme une véritable constitution de partie civile; nous aurons à examiner plus loin les conséquences qui en résultent (2).

## § II. — COMMUNAUTÉS TERRITORIALES

Les circonscriptions territoriales qui constituent des personnes morales de droit public peuvent, comme l'Etat, intervenir comme parties civiles dans les instances pénales. Mais quels sont les groupes territoriaux ainsi doués de la personnalité morale ?

Le décret du 18 juin 1811 n'imposait qu'aux communes l'assimilation de plein droit aux parties civiles dans certains cas, et le décret du 5 octobre 1920 ajoute les départements. Ces derniers n'ont, en effet, acquis la personnalité morale que postérieurement au décret de 1811 (3). Les uns et les autres ont qualité pour se constituer parties civiles en dehors des cas où cette qualité leur est attribuée de plein droit (4). Cette constitution n'est d'ailleurs possible, conformément au droit commun, qu'autant qu'il

---

(1) Sénat, séance du 26 mai 1922, pages 779 et 780.

(2) Cf. *infra*, pages 205 et s.

(3) Lois des 10 mai 1838 et 10 août 1871.

(4) Ainsi une commune est recevable à se constituer partie civile dans une poursuite pour contravention à un arrêté d'alignement, aux fins de faire prononcer « la démolition de la besogne mal plantée », démolition qui constitue une réparation civile, Cass. 24, février 1923, B. cr. n° 96.

s'agit d'infractions ayant causé un dommage pécuniaire au département ou à la commune (1).

Mais l'énumération du décret de 1920 est elle-même insuffisante. A côté des départements et des communes, les colonies figurent incontestablement parmi les groupes territoriaux doués de la personnalité (2). Au contraire, les arrondissements et les cantons n'ont pas la personnalité et ne peuvent prendre la qualité de partie civile. Quant aux sections de commune, leur situation est mixte; elles possèdent la personnalité civile mais n'ont pas l'individualité financière, leur budget et leur comptabilité étant absorbés dans ceux de la commune (3). Dans l'opinion générale elles constituent des établissements publics et peuvent à ce titre se porter parties civiles.

### § III. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Le droit pour les établissements publics de se constituer parties civiles devant les juridictions de répression leur appartient naturellement puisqu'ils possèdent la personnalité morale, avec l'autonomie financière, un patrimoine propre, un budget de recettes et de dépenses.

Les établissements publics sont, avons-nous vu (4), des *services publics* investis de la personnalité. Par leur caractère de services publics, ils se différencient des

---

(1) C'est ainsi qu'une commune ne peut se constituer partie civile dans une poursuite pour contravention à un arrêté de police municipale qui a pour objet le bon ordre, la sûreté ou la salubrité publique, et non les intérêts privés de la commune. Cass. 14 mars 1914, B. cr. n° 155.

(2) Michoud, *op. cit.* tome I, n° 116.

(3) *Ibid.* n° 130. Ducrocq, *op. cit.* tome VI, n° 2.211.

(4) Cf. *supra*, page 110, note 3.

établissements d'utilité publique; ces derniers constituent bien des personnes morales, mais ont un caractère d'institution privée; ils ne sont pas visés par l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 et sont soumis au droit commun lorsqu'ils se portent parties civiles (1). Par leur personnification, les établissements publics se séparent des administrations publiques qui font partie intégrante de l'Etat. Mais ici la distinction est très subtile. A quoi reconnaîtra-t-on qu'un service public constitue un établissement public ?

Remarquons tout d'abord que l'expression « établissement public » peut être prise dans deux sens. On y fait rentrer quelquefois le département et la commune, ou même l'Etat. Mais le plus souvent, on admet le sens restrictif et on entend seulement par établissements publics les organes administratifs spécialisés, à l'exclusion des communautés territoriales.

La loi précise quelquefois que certains services publics constituent des établissements publics investis de la personnalité civile (2). Parfois elle se borne à leur attribuer

---

(1) Un projet de loi déposé le 10 mars 1925 tend à autoriser certaines associations d'utilité publique à exercer tous les droits de la partie civile et par conséquent à mettre en mouvement l'action publique, sans avoir à justifier de l'existence d'un préjudice direct ; d'après ce projet, la partie civile ainsi constituée ne peut prétendre à l'octroi de dommages-intérêts. V. l'exposé des motifs de M. René Renoult, garde des sceaux, Doc. parl. Chambre, 1925, n° 1370. Un droit semblable appartient déjà aux syndicats professionnels relativement aux faits portant un préjudice même indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent (loi du 12 mars 1920), ainsi qu'aux associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme, reconnues d'utilité publique (art. 14, loi du 9 novembre 1915). Dans toutes ces hypothèses la partie civile est soumise, quant aux frais, aux règles ordinaires.

(2) Loi du 22 mars 1890, art. 170 (syndicats de commune) ; loi du 5 janvier 1912, art. 7 (ports maritimes de commerce).

la qualification d'établissements publics (1), ce qui implique la personnalité. D'autres fois, elle leur attribue la personnalité civile (2), ce qui implique qu'elle les considère comme des établissements publics. Mais très souvent elle confère seulement à un service public certains droits déterminés; il est alors très difficile de savoir si ce service est personnifié ou s'il exerce les droits qui lui sont attribués au nom de la collectivité territoriale (Etat, département, commune ou colonie) dont il dépend (3). Il est certain, dans tous les cas, que l'individualité financière conférée à un service public n'a pas nécessairement pour conséquence de faire de ce service une personne civile (4). L'administration des postes et télégraphes,

---

(1) Loi du 9 avril 1898, art. 1<sup>er</sup> (chambres de commerce); loi du 12 avril 1922 (dépôts de mendicité); loi du 26 juillet 1925 (chambres de métiers).

(2) Loi du 13 avril 1900 (conservatoire des arts et métiers).

(3) Cf. Michoud, *op. cit.* tome I, nos 128, 131, 115. Cet auteur estime qu'il faut examiner si le service a une organisation autonome, l'individualité financière, la faculté de recevoir des dons et legs, d'ester en justice, de conserver ses biens; la réunion de toutes ces circonstances ne serait d'ailleurs pas décisive; on ne doit pas reconnaître la personnalité civile à un service lorsque l'Etat est intéressé aux gains et aux pertes, ou même lorsqu'il doit seulement encaisser les bénéfices dépassant un certain chiffre ou pourvoir, le cas échéant, au déficit d'exploitation; le service n'a que les apparences de la personnalité s'il ne correspond pas à un « groupe d'instincts collectifs et permanents, distincts de ceux de l'Etat ». Le défaut de cette théorie est de conduire à refuser la personnalité à des services auxquels le législateur a formellement reconnu la qualité de personnes morales. C'est ainsi que M. Michoud ne reconnaît pas la personnalité des exploitations industrielles de l'Etat, notamment des chemins de fer de l'Etat, car, dit-il, ces exploitations ne sont autre chose que l'Etat lui-même puisque leurs gains et pertes sont ceux de l'Etat. Or, l'administration des chemins de fer de l'Etat a été dotée de la personnalité civile par l'article 44<sup>1</sup> de la loi du 13 juillet 1911.

(4) « Etre investi de l'individualité financière, c'est avoir un budget, un ordonnateur, un payeur, des comptes; or, un service public peut posséder, en tout ou en partie, ces attributs de la vie administrative sans avoir la personnalité civile, de même qu'à l'inverse il peut être investi de cette personnalité sans posséder tous ces éléments d'une vie financière indépendante. » Rép. Bequet, tome VII, V<sup>o</sup> *Comptabilité de fait*, n<sup>o</sup> 171.

par exemple, possède l'individualité financière depuis la loi du 30 juin 1923 : elle a un budget annexe, peut prélever sur ses excédents de recettes des sommes destinées à alimenter un fonds de réserve et un fonds d'amortissement avant de rien verser au budget général, a le droit d'émettre des emprunts ; mais, dans l'opinion générale, elle n'a pas la personnalité morale (1). Par contre, certains établissements publics, services publics ayant la personnalité civile, n'ont pas l'individualité financière et voient leur budget confondu avec celui de la collectivité territoriale à laquelle ils se rattachent (2).

La distinction des établissements publics et des services publics non personnifiés dotés de l'individualité financière est délicate. Les premiers seuls, dit-on, possèdent un patrimoine distinct (3). Mais peut-être n'y a-t-il là qu'une fiction ; on a soutenu, en effet, que « les biens des services spéciaux pourvus de personnalité morale ont les mêmes propriétaires que les biens des collectivités à l'intérêt desquelles ils pourvoient ; leurs propriétaires

---

(1) Guillois, *L'organisation administrative du service des P. T. T.*, in *Revue du droit public et de la science politique*, 1924, page 112. Cf. le rapport de M. Pierre Robert sur le budget annexe des P. T. T. pour l'exercice 1923. Chambre, 12<sup>e</sup> législ. *Doc. parl.* n<sup>o</sup> 4.817.

(2) L'organisation financière des établissements publics est soumise aux règles les plus variées. Certains, comme l'Ecole Polytechnique, ont leurs recettes et dépenses englobées dans le budget général de l'Etat ; d'autres, comme l'Ecole Centrale, ont un budget annexe, rattaché pour ordre au budget général ; d'autres, comme l'Ecole des Mines, ont l'autonomie budgétaire complète et ne figurent au budget de l'Etat que pour les excédents de recettes qu'ils y versent ou les subventions qu'ils en reçoivent. On a fait remarquer combien ces règles sont incohérentes et arbitraires ; V. Allix, *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 4<sup>e</sup> éd., 1921, pages 54 et 56 note 1.

(3) Jèze, *Cours de science de finances et de législation financière française ; théorie générale du budget*, 6<sup>e</sup> éd., 1922, page 97.

sont ces collectivités différemment représentées » (1); ainsi le patrimoine de l'établissement public, comme celui du service public non personnifié, serait toujours la propriété de la collectivité territoriale. Mais tandis que, par l'effet de la loi, l'établissement public est fictivement réputé propriétaire et a qualité pour exercer en son propre nom une action en justice, l'administration publique, même possédant l'individualité financière, n'est pas considérée comme propriétaire des biens qui lui sont concédés et ne peut ester en justice qu'au nom de l'Etat. Pour décider si un service public rentre dans l'une ou l'autre catégorie, il faut rechercher l'intention du législateur et voir si celui-ci a voulu affecter spécialement un patrimoine à la gestion du service considéré (2).

La loi du 4 février 1901 a classé les établissements publics en trois catégories : nationaux (3), départemen-

---

(1) Berthélemy, *op. cit.* page 34 : « L'hôpital est un service communal. S'il n'était pas déclaré personne morale, c'est avec les fonds de la commune qu'il serait pourvu à ses besoins. Le fait que, des fonds communaux, on a détaché comme pour en faire un patrimoine à part, les ressources, les créances, charges et dettes afférentes à l'hôpital, n'a en rien déplacé la propriété des biens affectés, mais seulement modifié leur administration. Les propriétaires collectifs des fonds et des biens de l'hôpital communal, ce sont encore les habitants de la commune, représentés cette fois par la commission administrative dudit hôpital. »

(2) Jéze, *Cours de droit public*, 1924, page 286.

(3) Ex. : L'Institut et chacune des Académies qui le composent : l'Académie de Médecine ; le Collège de France ; le Muséum ; le Conservatoire des Arts et Métiers ; les Universités ; les Facultés ; les établissements d'enseignement supérieur, tels que notamment l'Ecole des Ponts et Chaussées (art. 46, loi du 29 avril 1921); les lycées, les collèges, les Ecoles Normales d'instituteurs, les Ecoles françaises d'Athènes et de Rome ; la Caisse des Dépôts et consignations, la Caisse des Retraites, la Caisse d'assurance contre les accidents, la Caisse des Invalides de la Marine, les Chambres de commerce, les Chambres consultatives d'agriculture, l'Institut agronomique, l'Office Colonial, l'Ordre de la Légion d'Honneur, la « Bibliothèque et Musée de la Guerre » (art. 92, loi du 31 juillet 1920), certains établissements hospitaliers, etc. Les établissements publics, nationaux ne peuvent être créés que par une loi (art. 205, loi du 13 juillet 1925).

taux (1) ou communaux (2), suivant que le service public qu'ils accomplissent est un service de l'Etat, du département ou de la commune. Il faut y ajouter les établissements publics coloniaux (3). Tous peuvent se constituer parties civiles en leur nom devant les tribunaux répressifs pour demander réparation du dommage qui leur a été causé par une infraction.

Les services publics non personnifiés, dotés de l'individualité financière, ne peuvent se constituer parties civiles qu'au nom de l'Etat. Mais si l'on met à part cette différence de forme, leur situation est la même que celle des établissements publics. Ayant un budget de recettes et de dépenses, ces services verront verser à leurs recettes les dommages-intérêts qui seront alloués par la juridiction répressive lorsqu'ils se porteront parties civiles au nom de l'Etat. C'est ce qui a été décidé, depuis la loi du 30 juin 1923, pour l'administration des postes et télégraphes (4).

---

(1) Ex. : institutions départementales d'assistance publique, caisses de retraites en faveur des employés payés sur les fonds départementaux, dépôts de mendicité, quelques établissements d'aliénés, etc.

(2) Ex. : établissements d'assistance, bureaux de bienfaisance, hospices, hôpitaux, caisses des écoles, etc.

(3) Ex. : école française d'Extrême-Orient (décret du 3 avril 1920).

(4) Le ministère des Finances a estimé que les dommages-intérêts alloués à raison d'une infraction de droit commun à l'administration des postes, partie civile, doivent, exactement comme s'il s'agissait d'un établissement public, être recouvrés par le percepteur et reversés ensuite à cette administration sous déduction des frais de recouvrement.

## SECTION II

### **Assimilation de plein droit aux parties civiles**

L'article 163 du décret de 1920 semble, avons-nous vu, apporter une dérogation exceptionnelle au droit commun en attribuant de plein droit la qualité de partie civile, dans certains cas, aux administrations publiques, départements, communes et établissements publics. A prendre le texte à la lettre, on devrait décider que sont assimilés de plein droit à des parties civiles : 1° les administrations publiques dans toutes les instances exercées à leur requête ou d'office et dans leur intérêt; 2° les départements, communes et établissements publics, dans tous les procès instruits à leur requête ou d'office pour délits commis contre leurs domaines publics et privés. Mais nous allons voir que la portée de cette disposition a été limitée par la jurisprudence et par la pratique.

#### § I. — *ADMINISTRATIONS PUBLIQUES*

##### A. — GÉNÉRALITÉS

Pour qu'une administration publique soit assimilée de plein droit à une partie civile, il faut que l'instance soit exercée *à sa requête ou d'office et dans son intérêt*. Qu'entendre par là ? Les administrations publiques faisant partie intégrante de l'Etat, aucune instance ne peut être exercée dans leur intérêt; c'est toujours l'Etat qui profite en définitive des condamnations prononcées.

Faut-il donc comprendre le texte en ce sens que l'Etat est toujours réputé partie civile dans les poursuites exercées dans son intérêt ? Cela reviendrait à dire que les juridictions répressives ont qualité pour allouer d'office des dommages-intérêts à l'Etat lorsque le délit lui a causé un dommage. Une telle théorie n'a jamais été soutenue et ne peut évidemment être retenue en l'état actuel de la législation.

L'article 158 du décret de 1811, presque intégralement reproduit par l'article 163 du décret du 5 octobre 1920, a été généralement interprété comme ne s'appliquant qu'à certaines administrations publiques, et comme il visait notamment les « Régies », les commentateurs ont pensé trouver un critérium en décidant qu'il concernait les administrations qui, à l'époque du décret de 1811, constituaient des régies. Telles étaient, par exemple, les administrations des contributions indirectes et des douanes qui déduisaient leurs frais du montant de leurs recettes et ne versaient à l'Etat que le produit net de leurs encaissements (1). Bien que ce système ait disparu à partir de 1818 (2), l'article 131 de l'instruction générale annexée à l'arrêté du Garde des Sceaux du 30 septembre 1826, reproduisant des circulaires de la Chancellerie des 3 septembre 1822 et 3 mai 1825, décidait

---

(1) Ducrocq, *op. cit.* tome III, nos 283 et 287 ; Rép. Bequet, tome XXV, *vo Trésor public* n° 462. — « A l'exemple des anciennes fermes générales, les régies se considéraient alors comme des entreprises chargées, moyennant le prélèvement des frais nécessaires, d'alimenter les caisses du Trésor. » Stourm, *Le Budget*, 3<sup>e</sup> édition, page 147.

(2) Ordonnance du 26 mars 1817 : « A l'avenir, les frais de régie seront réglés aux époques et dans les formes adoptées pour les autres dépenses de l'Etat. A cet effet le produit brut des impôts sera porté en recette dans le budget annuel, et les frais de régie y seront compris en dépense ». Cf. l'art. 16 du décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique.

« que l'on doit considérer comme parties civiles », aux termes de l'article 158 du décret de 1811, les administrations des contributions indirectes, des douanes, des forêts, de l'enregistrement et des domaines, des postes, et « en un mot toutes les administrations... qui possèdent des biens particuliers ou qui perçoivent des droits ou des revenus distincts de ceux de l'Etat et affectés à des dépenses spéciales »; seule l'administration des mines était exceptée, « attendu qu'elle n'a point de caisse particulière ». Cette interprétation paraissait exiger une condition essentielle pour que la qualité de partie civile puisse être attribuée de plein droit à une administration publique : la possession de biens particuliers ou la perception de droits ou revenus distincts de ceux de l'Etat, et affectés à des dépenses spéciales, c'est-à-dire, en somme, la personnalité morale ou tout au moins l'individualité financière; or, cette condition n'était nullement réalisée en ce qui concernait les diverses administrations énumérées; en 1826, comme à l'époque actuelle, les administrations des douanes, des forêts ou des contributions indirectes ne possédaient aucun patrimoine propre et depuis la loi de finances du 15 mai 1818, les frais des administrations financières figuraient en dépense au budget général de l'Etat comme les droits qu'elles percevaient y étaient inscrits en recette sans affectation spéciale. Sans doute, malgré la suppression des régies, ces administrations ont conservé des traces de leur ancienne constitution. Elles ont une certaine autonomie; elles plaident par l'organe de leurs directeurs généraux et si tous les frais de leur gestion sont men-

tionnés au budget général, ils n'en sont pas moins payés sur les caisses des receveurs chargés de la perception des droits (1). Mais c'est là une autonomie purement apparente; elles n'ont pas la personnalité morale et ne constituent pas des établissements publics (2); elles n'ont même aucune individualité financière, n'ont pas un budget particulier, et leurs recettes et dépenses sont réparties aux divers chapitres du budget général. Il est vrai que certaines d'entre elles recouvrent elles-mêmes les amendes fiscales qui leur sont allouées par les tribunaux répressifs et qui ont en partie, comme nous le verrons, le caractère de réparations civiles; ces produits figurent ainsi au budget parmi les recettes réalisées par les administrations en question; mais d'autres, comme l'administration forestière, n'exercent aucun recouvrement, et les condamnations prononcées à leur requête sont recouvrées par les percepteurs comme les amendes de droit commun et rentrent dans les caisses du Trésor au titre des « amendes et condamnations pécuniaires » sans qu'il soit fait mention au budget de leur provenance particulière.

En réalité, c'est tout à fait arbitrairement que l'instruction de 1826, voulant déterminer par une formule générale les administrations auxquelles serait imposée, dans certains cas, l'assimilation aux parties civiles, a cru devoir distinguer certaines administrations réalisant des recettes affectées à des dépenses spéciales. Elle a créé

---

(1) Allix, *op. cit.*, page 216. Cf. l'art. 308 du décret du 31 mai 1862.

(2) Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public*, 10<sup>e</sup> édit. 1921, page 306; Michoud, *op. cit.*, tome I, n<sup>o</sup> 131. — Rép. Béquet, tome XXIII, V<sup>o</sup> *Etablissements publics*, n<sup>os</sup> 4 et 5.

une confusion qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. S'il fallait appliquer cette formule, à laquelle la Chancellerie paraît encore s'attacher (1), on ne pourrait actuellement assimiler de plein droit à des parties civiles qu'un très petit nombre d'administrations douées de l'individualité financière, sans cependant constituer des établissements publics (2). L'administration des postes et télégraphes rentre sans doute dans cette catégorie depuis la loi du 30 juin 1923 (3).

Nous croyons que c'est par erreur que l'on a interprété les articles 158 du décret de 1811 et 163 du décret de 1920 comme visant spécialement certaines administrations publiques dotées d'une prétendue autonomie financière. En réalité, depuis 1818, aucune des administrations auxquelles ces textes ont été appliqués dans la pratique, ne possède la moindre autonomie, si l'on excepte l'administration des postes sous le régime de la loi de 1923. Les dispositions dont s'agit concernent certaines instances d'une nature particulière, et c'est la détermination de ces instances qui doit être cherchée.

L'article 158 du décret de 1811 a commencé par être

---

(1) Circ. Chancellerie 20 janvier 1923. *Bull. Off. Justice* 1923, page 11 : « Selon une ancienne et constante jurisprudence, seules sont susceptibles d'être considérées comme parties civiles les administrations qui sont en réalité des régies financières ou tout au moins possèdent des biens propres, perçoivent des droits ou des revenus distincts de ceux de l'Etat et affectés à des dépenses spéciales ».

(2) Tel serait le cas de l'Imprimerie nationale, qui ne constitue pas un établissement public et est administrée en régie au nom de l'Etat (ordonnance du 23 juillet 1823). Cf. Décis. Chanc. du 17 mars 1813 rapportée dans Gillet, *Analyse des circulaires du Ministère de la Justice*, t. I, n° 865, page 153. Tel serait aussi le cas de l'administration des monnaies et médailles.

(3) Cf. *supra* pages 119 et 120.

interprété très largement. « Les termes du règlement, dit un auteur, sont généraux; ils s'appliquent à tous les procès suivis à la requête ou sur la plainte des administrations publiques ou même d'office et sans leur participation, par cela seul qu'il s'agit de leurs propriétés ou qu'elles sont intéressées d'une manière quelconque aux poursuites. Par une conséquence de ce principe, les administrations publiques sont aussi tenues de supporter les frais des poursuites auxquelles donnent lieu les rébellions, menaces, injures, outrages et voies de fait contre leurs préposés et les délits commis par ceux-ci dans l'exercice de leurs fonctions » (1). Elles n'en sont dispensées que pour les poursuites criminelles, car la « répression des crimes intéresse essentiellement l'ordre public ».

La Cour de cassation n'admit pas cette interprétation. Elle décida le 19 mars 1830 (2) que « si les administrations publiques sont assimilées aux parties civiles relativement aux procès suivis d'office *et dans leur intérêt*, cela ne peut s'entendre que d'un intérêt *matériel et pécuniaire* qu'elles pourraient avoir à la condamnation des délinquants poursuivis à la requête du ministère public (3). Dans cette espèce, un préposé des douanes était poursuivi pour coups et blessures dans l'exercice de ses fonctions; la poursuite avait été exercée d'office par le ministère public, sans intervention de l'administration des douanes;

---

(1) De Dalmaz, *Des frais de justice*, 1834, page 393.

(2) *B. cr.* n° 67.

(3) Les circulaires de la Chancellerie des 27 juin 1835 (*Rec. off.* tome I, page 420) et 19 juillet 1852 (*Rec. off.* tome II, p. 206) ont repris cette formule de l'intérêt matériel et pécuniaire. Formule tout à fait critiquable, puisque les administrations publiques n'ont pas la personnalité civile et n'agissent qu'au nom de l'Etat.

le prévenu avait été acquitté et l'administration des douanes condamnée aux dépens. La Cour déclara que cette administration « n'ayant d'autre intérêt, soit au renvoi, soit à la condamnation de ce prévenu, si ce n'est cet intérêt moral qui la portait à attendre la décision judiciaire d'après laquelle ce préposé devait être, ou conservé s'il était reconnu innocent, ou, dans le cas contraire, exclu de fonctions dont il aurait abusé, elle n'avait point, relativement au procès, poursuivi d'office, cet intérêt positif à une condamnation dont elle aurait pu profiter, cet intérêt qui seul fait assimiler les administrations publiques aux parties civiles ». Elle ajouta « que d'ailleurs ce jugement en condamnant aux frais l'administration des douanes qui n'était dans la cause ni partie citée, ni partie intervenante, a violé la règle des juridictions, qui veut que nul ne soit condamné en jugement, s'il n'est partie présente ou appelée au procès ».

Peu après, l'administration des douanes ayant refusé d'acquitter les frais faits dans une poursuite d'office contre un individu qui avait outragé des préposés dans l'exercice de leurs fonctions, la Chancellerie soumit la question au Conseil d'Etat aux fins d'interprétation de l'article 158 du décret du 18 juin 1811. L'avis fut formulé le 15 janvier 1834 dans les termes suivants :

« Le comité de Législation et de Justice administrative, et le Comité des Finances, réunis, d'après le renvoi qui leur a été fait par M. le Garde des Sceaux d'un Rapport qui lui a été présenté par le Chef de la Division des affaires criminelles et des Grâces, ayant pour objet de soumettre à leur examen la question de savoir si l'administration des Douanes peut être tenue, en vertu de l'article 158 du Décret du 18 juin 1811, de payer les frais

d'une poursuite engagées dans son intérêt, lorsque cet intérêt n'est ni matériel, ni pécuniaire et spécialement d'une poursuite en réparation d'injures adressées à des préposés des Douanes dans l'exercice de leurs fonctions.

« Vu l'article 158 du Décret du 18 juin 1811 ;

« Considérant que l'article ci-dessus visé, en déclarant les Régies et administrations publiques passibles des frais occasionnés par les instances suivies dans leur intérêt, n'a eu et n'a pu avoir en vue que les procès intentés dans l'intérêt de la perception, en vertu des lois spéciales qui ont établi l'impôt ou qui en ont assuré le recouvrement par des dispositions particulières ;

« Qu'en effet, ces poursuites ayant lieu principalement dans l'intérêt de ces Administrations et pouvant amener une recette à leur profit, il était juste que les frais auxquels elles pouvaient donner lieu fussent à leur charge, que les administrations eussent ou non pris la qualité de partie civiles ;

« Mais qu'il ne saurait en être ainsi des instances poursuivies pour délits communs, prévus par les lois ordinaires et dont la répression, tout en présentant un intérêt moral à ces administrations, a lieu principalement dans l'intérêt de la vindicte publique ;

« Sont d'avis que l'article 158 du décret du 18 juin 1811, ne peut être appliqué aux Régies et administrations publiques que dans les instances qui sont suivies en vertu des lois spéciales relatives à ces administrations ;

« Mais considérant que la distinction admise par le décret du 18 juin 1811 est contraire aux règles générales du droit qui ne soumet aux frais des instances que les parties civiles ;

« Que toute instance d'office doit être considérée comme n'ayant lieu que dans l'intérêt général et public ;

« Que dans l'application actuelle de l'art. 158, les distinctions qu'il établit donnent lieu à des difficultés et à des reversements de fonds qu'entraînent des embarras et des frais sans aucun avantage pour l'Etat ;

« Sont d'avis qu'il y aurait lieu, en modifiant le règlement du 18 juin 1811, de décider que les Régies et Administrations ne pourront être tenues des frais que dans les instances suivies à leur requête ou dans lesquelles elles se seront constituées parties civiles. »

On voit que cet avis contenait deux parties distinctes. Dans la première il interprétait le texte en litige; dans la seconde, il émettait le vœu que ce texte fût modifié. La modification souhaitée n'ayant jamais été réalisée et l'article 158 du décret de 1811 ayant été reproduit presque littéralement par le décret de 1920, l'interprétation qui en a été donnée par le Conseil d'Etat conserve donc aujourd'hui sa valeur.

Cette interprétation ne vise d'ailleurs que les instances suivies *d'office et dans l'intérêt* des administrations publiques, et non celles suivies *à leur requête*. Mais elle peut éclairer les deux hypothèses. Aux termes de l'avis du Conseil d'Etat, l'assimilation de plein droit aux parties civiles concerne seulement les « procès intentés dans l'intérêt de la perception, en vertu de lois spéciales qui ont établi l'impôt ou qui en ont assuré le recouvrement par des dispositions particulières ». Cette formule délimite le champ d'application des articles 158 du décret de 1811 et 163 du décret de 1920. Il importe peu que l'avis contienne ensuite une disposition ambiguë, en disant que ces instances peuvent « amener une recette au profit des administrations » qui ne possédant ni la personnalité morale, ni l'autonomie financière, représentent en réalité l'Etat, et parfois, comme les Eaux et Forêts, n'exercent elles-mêmes aucun recouvrement.

Nous examinerons successivement les deux hypothèses prévues : procédures suivies à la requête des administrations et procédures suivies d'office dans leur intérêt.

## B. — PROCÉDURES SUIVIES A LA REQUÊTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Dans quel cas une instance est-elle exercée à la requête d'une administration publique ?

L'expression *à la requête* est équivoque. On peut l'interpréter comme concernant les instances dans lesquelles s'est produit une constitution régulière de partie civile. On peut aussi supposer qu'elle vise l'hypothèse où une simple plainte a été déposée (1). Dans l'esprit des rédacteurs des décrets de 1811 et de 1920, nous croyons qu'elle désigne les instances dans lesquelles l'administration exerce elle-même l'action publique, aux lieu et place du Parquet. Ce droit appartient, on le sait, par une importante dérogation aux règles générales, à certaines administrations pu-

---

(1) C'est l'interprétation qu'il faut donner à cette expression dans l'article 9 de la loi du 20 mai 1918. Ce texte décide que les poursuites correctionnelles pour fausse affirmation de prix sont exercées à la requête de l'administration de l'enregistrement. Or, il s'agit ici d'un délit de droit commun, l'article précédent spécifiant que les peines correctionnelles « se cumulent avec les peines dont les lois fiscales frappent les omissions et les dissimulations ». La poursuite ne peut donc être exercée que par le Parquet sur la plainte de l'administration. Tout au plus pourrait-on admettre que celle-ci peut intervenir dans l'instance en se constituant partie civile. Cf. Circ. D. G<sup>le</sup> Enregistrement du 20 mai 1918, n° 3547, page 24. V. aussi *infra*, page 191. La même interprétation doit sans aucun doute être donnée à l'article 14 de la loi du 23 février 1921 modifiant les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> août 1917 sur le répertoire des opérations de change et les obligations imposées aux changeurs. Aux termes de ce texte « les poursuites ne pourront être exercées qu'à la requête du ministre des finances. Le ministre des finances est autorisé à transiger et le retrait de sa *plainte* entraîne l'abandon des poursuites ». On ne peut soutenir que le ministre des Finances est investi du droit d'exercer l'action publique et il s'agit bien ici d'une simple plainte. Cf. Instr. Enreg. n° 3679 du 14 mars 1921, qui maintient en vigueur l'instruction n° 3520 du 13 septembre 1917 ; cette dernière instruction consécutive à l'arrêté ministériel du 4 septembre 1917 qui a chargé les agents de l'enregistrement de constater les infractions à la loi du 1<sup>er</sup> août 1917, précisait que le rôle de l'administration devait se borner à la constatation des contraventions et que les amendes prononcées devaient être, suivant le droit commun, recouvrées par les percepteurs.

bliques qui possèdent ainsi « une délégation partielle de l'action publique » (1) et constituent comme on l'a dit, de véritables « ministères publics spéciaux » (2).

Les administrations qui ont ainsi le droit d'exercer l'action publique sont :

1° L'administration des *contributions indirectes*. Ce droit lui appartient en vertu de divers textes (3) pour toutes les infractions aux lois sur les contributions indirectes, lorsque ces infractions sont purement fiscales et ne peuvent entraîner que des condamnations pécuniaires. Le Parquet ne possède pas le droit de poursuivre ces infractions (4). Lorsqu'au contraire l'infraction peut entraîner une peine d'emprisonnement, la poursuite aux fins d'application de cette peine ne peut être exercée que par le procureur de la République, et la Régie ne peut alors que joindre son action à celle du Parquet pour faire prononcer les condamnations pécuniaires; si le Parquet s'abstient de poursuivre, l'administration ne peut requérir que les amendes et confiscations. Dans tous ces cas, l'instance est bien exercée, soit intégralement, soit partiellement, à la requête de l'administration.

2° Les administrations des *octrois*, qui sont soumises exactement aux mêmes règles que l'administration des

---

(1) Faustin-Héle, *op. cit.* tome I, n° 503.

(2) Garraud, *Tr. d'inst. crim.*, tome I, n° 94.

(3) Décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII ; loi du 21 juin 1873, art. 15.

(4) Cass. 21 juillet 1925. B. cr. n° 251 : « Attendu qu'il est de principe en matière de contributions indirectes, que la Régie a seule le droit, à l'exclusion du ministère public, de poursuivre dans les cas où l'infraction ne donne lieu qu'à une peine d'amende et à la confiscation ; que le ministère public ne recouvre en cette matière l'exercice des droits que lui confère l'article 1<sup>er</sup> du Code d'instruction criminelle que lorsque l'infraction fiscale comporte une peine d'emprisonnement. »

contributions indirectes (1); cette dernière administration exerce d'ailleurs seule la poursuite lorsque la contravention est commune aux contributions indirectes et à l'octroi; l'action est au contraire intentée, s'il s'agit seulement d'une contravention d'octroi, à la requête du maire ou du régisseur, suivant que l'octroi est en régie simple ou affermé (2). Dans tous les cas, comme en matière de contributions indirectes, l'action aux fins de peine corporelle ne peut être exercée que par le Parquet.

3° L'administration des *douanes*, qui obéit à des règles semblables pour toutes les infractions douanières (3).

4° L'administration de *l'enregistrement, des domaines et du timbre*, qui a le droit de poursuivre certaines infractions, sous la même réserve relative à la peine d'emprisonnement dont l'application ne peut être requise que par le ministère public (4).

5° L'administration des *eaux et forêts*, qui est compétente pour toutes les infractions forestières, et pour toutes les infractions en matière de pêche fluviale commises dans les cours d'eau non navigables, ni flottables, et dans les

---

(1) Cass. 12 août 1853. B. cr., n° 402. Il faut noter qu'il s'agit ici d'administrations municipales agissant non plus au nom de l'Etat comme toutes les autres administrations énumérées au texte, mais au nom des communes. En dehors des infractions d'octroi, le maire possède d'ailleurs, dans certains cas, le droit d'exercer l'action publique à raison d'infractions fiscales commises au préjudice de la commune. Cf. l'art. 96 de la loi du 13 juillet 1925, et *infra*, pages 154 et 155.

(2) Cf. Cass. 23 janvier 1920, B. cr. n° 39.

(3) Garraud, *op. cit.* n° 97. Cass. 6 janv. 1905 B. cr. n° 5 : 27 novembre 1859, B. cr. n° 289. Les infractions en matière d'exportation de capitaux et importation de valeurs mobilières, sont, aux termes de l'art. 22 de la loi du 13 juillet 1925, poursuivies comme en matière de douane. Mais la poursuite ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances, qui est seul autorisé à transiger. L'administration des douanes est seule compétente pour poursuivre ces infractions. Cf. Cass. 13 janvier 1922, B. cr. n° 22. Aix, 30 octobre 1925. *Gaz. Pal.* 8 décembre 1925.

(4) Cf. *infra*, pages 18 et s.

cours d'eau navigables et flottables non canalisés qui ne se trouvent pas dans les limites de la pêche maritime (1). Mais son droit est plus étendu que celui des administrations précédentes; elle exerce l'action publique dans sa plénitude et peut requérir la peine d'emprisonnement (2). Par contre le Parquet possède, concurremment avec elle, le droit de poursuivre les infractions de même nature, et il peut conclure à l'application des peines pécuniaires aussi bien que des peines corporelles. L'action publique dans son intégralité appartient à la fois au Parquet et à l'administration forestière, et ces deux autorités peuvent l'exercer ensemble ou séparément (3). Lorsque les agents forestiers exercent eux-mêmes l'action, ils ont le droit de siéger à l'audience à la place du procureur de la République. Si l'action est exercée par ce dernier, il est censé agir au nom de l'administration forestière, sauf s'il a entrepris la poursuite sans la consulter ou contre son avis, mais l'administration possède toujours le droit, même dans cette dernière hypothèse, de continuer la poursuite commencée, et, par exemple, d'interjeter appel d'un jugement rendu sur l'action exercée par le Parquet seul (4). Dans les deux cas l'action doit donc être considérée comme suivie à la requête de l'administration forestière.

6° L'administration des *ponts et chaussées*, compétente pour poursuivre les infractions de pêche fluviale commises

---

(1) Décret du 7 novembre 1896.

(2) Faustin-Hélie, *op. cit.* I, n° 511.

(3) Cass. 2 mai 1902. B. cr. n° 167.

(4) Cf. Circ. Chanc. 17 juillet 1900. *Bull. Off.* 1900, page 114.

dans les canaux et rivières canalisés (1); les poursuites sont exercées par le Parquet *au nom* de cette administration (2).

7° L'administration des *postes et télégraphes*, pour les infractions relatives au transport par la poste de valeurs déclarées (3); l'action est exercée soit par l'administration elle-même, soit concurremment par elle et le Parquet, soit par le Parquet agissant au nom et sur la réquisition de l'administration (4).

8° L'administration de *l'inscription maritime*, pour les infractions relatives à la pêche maritime, au rôle d'équipage ou à la navigation maritime (5).

---

(1) Décrets des 29 avril 1862 et 7 novembre 1896. Circ. Agric. 21 décembre 1896 : « Lorsqu'une rivière aura été rendue navigable par suite d'ouvrages d'art, la location de la pêche doit être confiée à l'administration des ponts et chaussées, non seulement pour les lieux mêmes où existent ces travaux, mais encore pour tout le cours intermédiaire qui n'est navigable qu'à raison de ces mêmes ouvrages, en d'autres termes, pour toute la partie de la rivière comprise entre les points extrêmes où sont établis les ouvrages d'art les plus éloignés, l'administration des forêts devant continuer à affermer la pêche pour les parties des rivières situées en dehors de ces limites. C'est à cette distinction qu'il faudra s'attacher pour répartir le service de la pêche sur les rivières navigables et flottables entre les deux administrations. »

(2) Circ. Chanc. du 6 mars 1863, *Rec. off. Justice*, tome III, page 3. « Le décret, dont le but a été de substituer les agents des ponts et chaussées à ceux de l'administration forestière, n'a rien changé aux règles et aux principes adoptés jusqu'à ce jour en ce qui concerne les attributions des agents ordinaires de la police judiciaire et des officiers du ministère public pour la constatation et la poursuite des infractions en matière de pêche. Les poursuites qu'ils ont à diriger contre les délinquants seront faites au nom de l'administration des ponts et chaussées ainsi qu'elles avaient lieu au nom de l'administration forestière avant le décret du 29 avril ». Circ. Chanc. du 9 septembre 1863, *loc. cit.*, page 25 : « La nature et les obligations du service des ingénieurs ne leur permettront pas de suivre les affaires introduites à la requête de l'administration des ponts et chaussées comme le faisaient les agents de l'administration des forêts. Le ministère public agira seul quoique toujours au nom de l'administration ». Cf. également Circ. Chanc. du 15 mai 1905. *Bull. Off.* 1905, page 53.

(3) Loi du 4 juin 1859, art. 9.

(4) Cass. 5 janvier 1865. B. cr. n° 2.

(5) Décrets des 9 janvier 1852 (art. 19) 19 mars 1852 (art. 10) et 20 mars 1852 (art. 8.). Ces textes précisent que la poursuite est exercée soit par le ministère public, soit par les officiers de l'inscription maritime. L'ad-

9° L'administration des *contributions diverses*, qui correspond en Algérie à l'administration des contributions indirectes de la métropole (1); elle est soumise aux mêmes règles que cette dernière administration (2).

10° Les diverses administrations qui, comme celle des *douanes et régies d'Indo-Chine*, ont aux colonies des attributions semblables à celles des administrations similaires de la métropole (3).

Toutes les fois qu'une action tendant à l'application d'une peine est exercée à la requête d'une des administrations ci-dessus énumérées devant les tribunaux répressifs, l'administration poursuivante, bien qu'ayant le caractère de partie publique, doit, aux termes de la réglementation en vigueur, être assimilée à une partie civile en ce qui concerne les frais.

---

ministration a le droit de transiger en ce qui concerne les infractions de pêche maritime (décret du 7 septembre 1870). En pratique, c'est généralement le Parquet qui poursuit et dans ce cas il n'a jamais été question d'assimiler l'administration à une partie civile. Cf. Cass. 24 novembre et 15 décembre 1911. B. cr. nos 437 et 593. Mais la question est délicate lorsque l'action publique est exercée par l'inscription maritime. V. Cass. 4 mai et 4 juillet 1861. B. cr. nos 98 et 141. La circulaire de la Chancellerie du 7 juillet 1898, *Bull. Off.* 1898, p. 110, invite les Parquets à communiquer aux commissaires de l'inscription maritime les procès-verbaux en matière de navigation et de pêche maritime; cette communication présente, dit la circulaire, « un grand intérêt dans le cas où le Parquet ne croit pas devoir donner suite aux procès-verbaux, puisque les chefs des quartiers maritimes sont ainsi mis en mesure d'exercer directement les poursuites s'ils le jugent opportun ».

(1) Cf. Giraud. *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 3<sup>e</sup> édit., 1908, tome III, page 168.

(2) Cass. 24 octobre et 6 novembre 1913. B. cr. nos 458 et 487.

(3) Cf. Cass. 30 avril 1897. B. cr. n° 143, et 1<sup>er</sup> décembre 1921. B. cr. n° 446 (administration des douanes et régies d'Indo-Chine); Cass. 21 avril 1923. B. cr. n° 168 (administration des contributions indirectes de Madagascar) Cass. 14 février 1919 B. cr. n° 44 (administration des contributions diverses de la Guadeloupe) Cass. 31 juillet 1925. B. cr. n° 251 (régie des tabacs du Maroc). — On constate d'ailleurs actuellement une tendance du législateur à confier aux agents de certains services publics l'exercice de l'action publique à raison de certaines infractions déterminées, aux lieu et place des magistrats du Parquet. V. notamment, pour les infractions en matière de dépôt légal, l'article 17 de la loi du 29 mai 1925 et l'article

C. — PROCÉDURES SUIVIES D'OFFICE  
DANS L'INTÉRÊT DES ADMINISTRATIONS

« Les procès intentés dans l'intérêt de la perception en vertu des lois spéciales qui ont établi l'impôt ou qui en ont assuré le recouvrement par des dispositions particulières » ne sont pas toujours suivies *à la requête ou au nom* de l'administration. Ils peuvent être suivis d'office par le Parquet. Cette hypothèse se rencontre dans les-cas suivants :

1° Le procureur de la République poursuit l'auteur d'une infraction fiscale punie à la fois de prison et d'amende, ou d'un fait constituant à la fois un délit de droit commun et un délit fiscal. La Régie peut intervenir et requérir l'application des amendes fiscales; si elle ne le fait pas, le Parquet peut se substituer à elle et demander au tribunal de prononcer ces pénalités en même temps que les pénalités de droit commun; la jurisprudence décide qu'il « peut être considéré comme ayant représenté » l'administration des contributions indirectes (1) ou des douanes (2). Mais doit-on décider que l'administration est alors assimilée à une partie civile ?

---

8 du décret du 9 février 1926 ; il ne s'agit d'ailleurs plus ici d'infractions fiscales et aucun droit de transaction n'est accordé à la régie du dépôt légal. — Un projet de loi en date du 5 mars 1923, tendant à déléguer aux tribunaux de simple police toutes les contraventions de grande voirie actuellement de la compétence des conseils de préfecture propose que les fonctions de ministère public soient confiées aux représentants des services chargés de l'entretien de la voie publique intéressée « dans des conditions analogues à celles qui permettent aux agents de l'administration forestière de suivre les affaires qui concernent leur service ». V. l'analyse de ce projet in *Revue du droit public et de la science politique* 1923, page 303.

(1) Cass. 10 décembre 1920, B. cr. n° 478.

(2) Cass. 17 octobre 1919, B. cr. n° 220.

2° L'administration intéressée par l'infraction fiscale n'a pas le droit d'exercer l'action répressive; nous avons vu que ce droit n'existe que dans des cas strictement limités. L'action est alors exercée d'office par le Parquet. Il en est ainsi toutes les fois que le délinquant est âgé de moins de dix-huit ans (1). Il en est également ainsi, très fréquemment, en matière postale; l'administration des postes et télégraphes ne possède le droit d'exercer elle-même les poursuites que pour une seule catégorie d'infractions; pour toutes les autres infractions postales présentant un caractère fiscal, l'action ne peut être intentée que par le Parquet; l'administration peut, dans tous les cas, intervenir dans l'instance. Mais sera-t-elle assimilée à une partie civile si elle n'intervient pas ?

Dans l'une et l'autre hypothèse la solution est très délicate. Si l'on répond négativement, la disposition des articles 158 du décret de 1811 et 163 du décret de 1920, assimilant aux parties civiles les administrations publiques dans les cas d'instances suivies d'office dans leur intérêt, n'a pas d'application possible et doit être considérée comme inexistante. Si l'on répond affirmativement, il semble que l'on soit amené à violer le principe essentiel de notre droit qui interdit de condamner une partie non présente ni appelée à l'instance (2). Mais dans la pratique la difficulté ne se présente pas, l'administration intéressée se

---

(1) La poursuite ne peut, dans ce cas, être exercée que par le Parquet, sur la *plainte* préalable de l'administration intéressée (loi du 22 février 1921 complétant les articles 4 et 15 de la loi du 22 juillet 1912).

(2) Cf. Cass. 19 mars 1830, B. cr. n° 67. Cass. 28 juillet 1827. *D. Jur. Gén.* Vo *Douanes*, n° 1006, note 3. L'avis du Conseil d'Etat du 15 janvier 1834 a, nous l'avons vu, qualifié de « contraires aux règles générales de droit » l'article 158 du décret de 1811. V. *supra*, p. 129.

constituant généralement partie civile sur la poursuite exercée par le Parquet, ou exerçant la poursuite conjointement avec lui pour requérir les condamnations pécuniaires.

D. — NATURE DES INSTANCES DANS LESQUELLES CERTAINES  
ADMINISTRATIONS PEUVENT ÊTRE ASSIMILÉES  
A DES PARTIES CIVILES

Ainsi, il existe des infractions qui sont soumises, quant à leur répression, à des règles particulières, soit que l'administration ait qualité pour exercer directement la poursuite devant le tribunal répressif, à la place du Parquet ou concurremment avec lui, soit qu'elle ait qualité pour intervenir dans l'instance engagée par le Parquet, sans réclamer de dommages-intérêts et en se bornant à conclure à l'application des peines prévues par la loi. Dans les deux hypothèses, l'administration, poursuivante ou intervenante, est assimilée à une partie civile.

Il convient maintenant de rechercher quel est le caractère commun des diverses infractions visées par ces dispositions. Le Conseil d'État, nous l'avons dit, a précisé qu'il s'agissait d'infractions relatives à la perception de l'impôt, en d'autres termes d'infractions fiscales.

Mais ces infractions sont soumises, en ce qui concerne leur poursuite et leur répression, à des règles très diverses. Les unes sont réprimées par les tribunaux civils et n'ont aucun caractère pénal (1). D'autres, notamment

---

(1) Cf. Cass. 21 novembre 1879, B. cr. n° 200.

en matière d'enregistrement ou de contributions directes, sont punies d'amendes prononcées sans jugement par l'administration et recouvrées sur simple contrainte, sauf recours contentieux devant la juridiction civile ou administrative (1). Enfin la législation la plus récente tend à ériger certaines fraudes fiscales en délits de droit commun, sanctionnés par des peines correctionnelles qui se cumulent avec les pénalités fiscales et qui sont prononcées par les tribunaux répressifs sur la seule poursuite du Parquet (2). Toutes ces infractions sont bien des infractions fiscales au sens large; elles échappent cependant aux règles particulières de procédure pénale auxquelles se réfère l'article 163 du décret du 5 octobre 1920; ce texte ne peut concerner que les infractions punies de pénalités fiscales, lorsque ces pénalités fiscales doivent être prononcées par les tribunaux répressifs (3). Mais il est parfois très difficile de préciser si la pénalité qui sanctionne une fraude en matière d'impôt a un caractère fiscal ou de droit commun, si l'amende prévue est une amende fiscale ou pénale.

La doctrine et la jurisprudence s'accordent pour décider que l'amende fiscale, à la différence de l'amende pénale, a un caractère mixte : elle est à la fois une peine et une réparation civile (4). D'une part elle constitue une sanction pénale fixée par la loi (5). D'autre part elle a

---

(1) V. *infra*, pages 188, note 1, et 203.

(2) Ex. : art. 8 de la loi du 19 avril 1918.

(3) Tel est le cas des infractions fiscales en matière de contributions indirectes. Cf. Cass. 25 juin 1925. B. cr. n° 197.

(4) Garçon. *Code pénal annoté*, art. 9, nos 111 et suiv.

(5) Cf. Cass. 19 mars 1925. B. cr. n° 99 : « L'action fiscale... constitue une action pour l'application de la peine ». Cette action doit être exercée

« pour objet la réparation du préjudice causé au Trésor par la fraude » (1). Elle doit être prononcée même si le délinquant est de bonne foi (2). Elle remplace les dommages-intérêts et constitue en quelque sorte une indemnité forfaitaire; aussi l'administration poursuivante ou intervenante n'a pas à démontrer que l'infraction lui a causé un préjudice, et n'a pas le droit de demander des dommages-intérêts, à moins qu'une disposition spéciale ne l'y autorise ou qu'il soit établi qu'elle a subi un préjudice distinct de celui résultant de la perpétration du délit (3).

Du caractère mixte de la pénalité fiscale on doit conclure que l'action fiscale tendant à appliquer cette pénalité à elle-même un double caractère : c'est une action à la fois publique et civile, qui rappelle l'antique accusation privée exercée par la partie lésée. Comme l'accusateur, l'administration est d'ailleurs autorisée à transiger avant ou après le jugement avec le coupable, et ce droit de transaction est même, d'après les arrêts et la doctrine, le trait essentiel de la poursuite fiscale (4).

Si les caractères de l'action et de la pénalité fiscales sont ainsi déterminés en théorie d'une façon indiscutable,

---

devant la juridiction correctionnelle. Cass. 25 juin 1925, B. cr. n° 197. L'amende fiscale, étant une peine, doit être prononcée en l'absence de préjudice. Cass. 22 décembre 1877, B. cr. n° 270.

(1) Cass. 22 février 1924, B. cr. n° 95.

(2) « La bonne foi n'exclut pas l'existence d'une infraction fiscale qui, sous réserve d'une disposition expresse de la loi, est purement matérielle et indépendante de la bonne foi du contrevenant ». Cass. 10 décembre 1920. B. cr. n° 478. V., dans le même sens, Cass. 16 juillet 1925. B. cr. n° 228.

(3) Cass. 30 avril 1897. B. cr. n° 148

(4) Garraud. *Traité de droit pénal français*, tome II, n° 633. Cass. 9 janvier 1903, B. cr. n° 17. Cass. 11 janvier 1906, B. cr. n° 20.

la pratique n'en révèle pas moins chaque jour les faiblesses de cette construction juridique. En étudiant successivement les diverses administrations publiques, nous verrons les difficultés auxquelles on se heurte pour décider si telle ou telle infraction est fiscale ou de droit commun. Le droit de transaction ne fournit pas toujours un critérium dans le silence ou l'obscurité des textes à cet égard (1).

Un point est d'ailleurs certain : toutes les fraudes à l'impôt ne constituent que des infractions fiscales au sens strict, et certaines d'entre elles sont de véritables délits de droit commun qui ne peuvent être poursuivis que par le Parquet et sont sanctionnés par des peines correctionnelles ordinaires.

Par contre il existe des infractions qui, n'ayant par leur nature aucun caractère fiscal, tel que, par exemple, un délit de chasse en temps prohibé dans une forêt nationale, sont punies d'amendes auxquelles la jurisprudence reconnaît le caractère mixte des amendes fiscales, parce que l'administration qui poursuit ces infractions a le droit de transiger (2).

---

(1) V. notamment *infra*, pages 170 et 185.

(2) Cass. 19 juillet 1895. B. cr. n° 209 : « Attendu que vainement l'administration des forêts soutient qu'elle aurait agi non en qualité de partie civile réclamant des dommages-intérêts à l'occasion d'un délit de chasse commis dans un bois soumis au régime forestier, mais dans un intérêt exclusivement d'ordre public, en vertu du droit de poursuite que lui confère l'article 159 du Code Forestier et qu'elle exerce concurremment avec le ministère public et au même titre pour l'application d'une peine ; qu'en effet, l'amende, en matière forestière, a un caractère mixte, et participe, dans une certaine mesure, au caractère des réparations civiles, puisque l'administration des forêts, aux termes de l'article 159 précité, est autorisée à transiger avant jugement définitif sur la poursuite des délits, et que, même après jugement la transaction peut encore avoir lieu sur les peines pécuniaires ; qu'il suit de là que même lorsque l'administration des forêts se borne à réclamer l'application des peines prévues par la loi

Il faut donc renoncer à définir les infractions à la poursuite desquelles s'appliquent les règles de l'action fiscale (1). Mais quelque variée que soit la nature de ces infractions, la jurisprudence, après quelques hésitations, et malgré l'opposition d'une partie de la doctrine, s'est fixée en ce sens que les administrations publiques sont assimilées à des parties civiles d'une part toutes les fois qu'elles exercent elles-mêmes devant les juridictions répressives la poursuite de certaines infractions aux fins d'application des peines prévues par la loi (2), d'autre part toutes les fois qu'elles interviennent, aux mêmes fins, sur des poursuites intentées par le Parquet, à raison d'infractions concernant les intérêts qu'elles sont chargées de défendre ou de protéger (3). Dans ces deux cas l'ad-

---

pénale, pour les délits forestiers ou pour les délits de chasse qui leur sont assimilés lorsqu'ils sont commis dans des bois soumis au régime forestier, elle n'en conserve pas moins sa qualité de partie civile, soumise, à ce titre, aux prescriptions des articles 157 et 158 du décret du 18 juin 1811 ». Cette théorie est rejetée par certains auteurs qui estiment que l'administration des forêts n'agit pas dans un intérêt fiscal et que les amendes forestières sont des peines de droit commun. V. Dalloz, Rep. V° *Forêts*, n° 301.

(1) Cf. Garçon, *loc. cit.*, n° 114 : « Il semble même impossible de donner une définition du délit fiscal et de l'amende fiscale..., on ne peut procéder que par voie d'énumération... ».

(2) La Cour de cassation, après avoir d'abord admis que les administrations publiques ne sont pas assimilables à des parties civiles quand elles poursuivent certaines infractions intéressant l'ordre public (Cass. 4 juillet 1861, B. cr. n° 141, poursuites exercées par l'administration de la marine en matière de navigation maritime) a nettement modifié ensuite sa jurisprudence en décidant qu'il n'y a pas à distinguer « entre les diverses administrations publiques non plus qu'entre le cas où celles-ci agiraient seulement pour obtenir des réparations civiles et celui où elle provoquent l'application d'une peine ; que s'il est de droit public en France que le ministère public, qui agit dans un intérêt social, ne peut jamais être condamné à des dommages-intérêts ni même aux frais ce privilège ne s'étend pas aux administrations publiques, même quand elles participent à l'exercice de l'action publique ». (Cass. 28 août 1868, B. cr. n° 202). Voir également Cass. 19 juillet 1895 cité page 143, note 2.

(3) La jurisprudence décide qu'en intervenant ainsi, l'administration acquiert la condition juridique d'une partie civile. Cass. 9 février 1912, B. cr. n° 83. Cass. 10 décembre 1920, B. cr. n° 478. Cf. également Cass. 7 juin et 1<sup>er</sup> août 1907, B. cr. nos 255 et 349. Cass. 24 mai 1912, B. cr. n° 285.

ministration n'est pas une partie civile ordinaire puisqu'elle réclame non des dommages-intérêts mais l'application d'une sanction légale et qu'elle peut arrêter la poursuite en transigeant (1). Elle est seulement assimilée à une partie civile.

Tels semblent être le sens et la portée des articles 158 du décret de 1811 et 163 du décret de 1920; la jurisprudence ne leur en accorde pas d'autres, et n'a jamais sanctionné, nous l'avons vu, l'assimilation aux parties civiles des administrations publiques non intervenantes, sous le prétexte qu'elles auraient un intérêt matériel et pécuniaire à la poursuite exercée par le Parquet; bien au contraire elle a, à de nombreuses reprises, proclamé qu'un tel intérêt n'existe pas car les administrations publiques n'agissent qu'au nom et dans l'intérêt de l'Etat (2). Ce n'est donc que par une fiction que l'on peut dire que telle ou telle administration est dans certains cas assimilée à une partie civile.

Nous avons ainsi déterminé le domaine d'application de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 en ce qui concerne les administrations publiques. Il nous restera à exa-

---

(1) Cf. Cass. 23 janvier 1897, B. cr. n° 25.

(2) « Attendu qu'il est de toute évidence que l'administration des contributions indirectes agit dans l'intérêt de l'Etat; qu'en décidant le contraire et en supposant qu'elle procède dans son intérêt privé, l'arrêt attaqué a méconnu les principes les plus élémentaires de cette matière », Cass. 8 juin 1827, B. cr. n° 141. — « Attendu que si au point de vue de la comptabilité, l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 assimile l'administration des Eaux et Forêts à une partie civile, il n'en est pas moins vrai que c'est à l'Etat que profite ou que préjudicie sa gestion des forêts nationales, et que cette solidarité de l'administration et de l'Etat ne permet pas de considérer la demanderesse comme une personne tierce... » Cass. 13 juillet 1923, B. cr. n° 266. — « L'administration des Eaux et Forêts agit toujours comme organe de l'Etat et dans l'intérêt de l'Etat », Nancy 22 février 1923 D. P. 1923.2.81. Cf. également Cass. 31 décembre 1869, B. cr. n° 278.

miner dans le deuxième chapitre, quelles conséquences pratiques entraîne, au point de vue de l'avance et du règlement des frais, l'assimilation aux parties civiles édictée par cette disposition.

§ II. — DÉPARTEMENTS

*COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS*

Les départements, communes et établissements publics sont assimilés aux parties civiles dans les poursuites exercées à leur requête ou d'office à raison des délits commis contre leurs domaines publics ou privés. Cette disposition de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 est la reproduction d'une disposition semblable de l'article 158 du décret du 18 juin 1811, légèrement modifiée : le décret de 1811 assimilait aux parties civiles les communes et établissements publics dans les procès instruits à leur requête ou d'office pour « crimes ou délits contre leurs propriétés ». Si rien ne permet dans les travaux préparatoires du décret du 3 octobre 1920 de savoir pourquoi les mots « contre leurs propriétés » ont été remplacés par les mots « contre leurs domaines publics ou privés » on y trouve par contre l'indication que les mots « pour crimes » ont été supprimés afin de mettre le texte en harmonie avec le paragraphe 2 de l'article 368 du Code d'instruction criminelle (1), explication qui ne peut évidemment être rete-

---

(1) *Procès-verbal de la 4<sup>e</sup> sous-commission, 3<sup>e</sup> séance.* Rappelons que ce texte dispose : « Dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais ».

nue puisque le décret de 1920 a étendu aux délits la règle édictée par ce paragraphe pour les affaires criminelles.

L'interprétation de l'art. 163 du décret de 1920, en ce qui concerne les collectivités territoriales et les établissements publics, soulève des difficultés plus grandes encore qu'en ce qui concerne les administrations publiques. Cependant ici une des difficultés disparaît. A la différence des administrations publiques, les départements, communes et établissements publics possèdent la personnalité morale et l'individualité financière. La formule de l'instruction de 1826 leur est applicable : « Ils possèdent des biens particuliers », et « perçoivent des droits ou des revenus distincts de ceux de l'Etat et affectés à des dépenses spéciales ». Ils ont donc qualité pour revêtir en leur propre nom la qualité de partie civile.

Mais dans quelles procédures seront-ils parties civiles de plein droit ? Le texte dit : « dans les procès instruits à leur requête ou d'office pour délits commis contre leurs domaines publics ou privés ».

Doit-on décider que l'article 163 du décret de 1920 assimile à des parties civiles les départements, communes et établissements publics lorsque, sur leur seule *plainte*, une poursuite est exercée à raison de délits commis contre leurs propriétés, la suite du texte devant être comprise en ce sens que l'assimilation existera même en l'absence de plainte, en cas de poursuites d'office à raison de semblables délits ? La Chancellerie et la plupart des auteurs ont admis cette interprétation, malgré toutes les objections qu'elle soulève. La doctrine s'est seulement divisée en ce qui concerne la détermination des catégories de

délits dans la poursuite desquels devait jouer l'assimilation de plein droit; certains auteurs estiment en effet que la commune ou l'établissement n'est réputé partie civile que si le fait est de nature à entraver la perception de quelques-uns de ses revenus, par exemple, pour la commune, les fraudes qui ont pour objet de ne pas payer le prix fixé pour la place sur le marché, et en général « tout délit ou contravention pouvant porter un préjudice réel à la commune et entraver plus ou moins le recouvrement de ses ressources municipales » (1); d'autres pensent qu'il suffit que le délit soit commis contre une propriété communale (2). La Chancellerie a adopté cette dernière thèse (3). Elle a décidé notamment que la commune est réputée partie civile dans les poursuites correctionnelles exercées soit sur sa plainte, soit même d'office, pour dégradation à un chemin vicinal, bris d'objets d'utilité publique appartenant à la commune, bris de clôture commis sur un édifice communal, dégradation de monument public, délit de pêche sur des canaux appartenant à la commune, ainsi que dans les poursuites en simple police exercées pour infractions à la police des marchés, ou pour pacage de bestiaux sur un terrain communal. Elle a seulement écarté cette règle lorsque le délit a été commis dans un but politique, parce que dans ce cas il intéresse l'ordre public et l'Etat plus que la propriété communale, ou lorsque la poursuite est exercée à raison de plusieurs délits dont l'un

---

(1) De Dalmas, *Des frais de justice*, suppl. 1847, page 367. Dalloz, *Rép. v<sup>o</sup> Frais et dépens*, n<sup>o</sup> 1.005.

(2) Auzière, *op. cit.*, page 171. Fuzier Hermann, *Rép. t. XVI, v<sup>o</sup> Dépens*, n<sup>o</sup> 3736. Le Poittevin, *Code d'instr. crim. ann.*, art. 162, n<sup>o</sup> 125.

(3) Instr. générale du 30 sept. 1826, *Bull. Off.*, tome I, p. 309.

ne concerne pas cette propriété. En ce qui concerne les départements, elle a également décidé que l'article 158 du décret de 1811 était applicable dans les poursuites pour délits commis contre leurs propriétés, notamment pour délit de mutilation d'arbre sur une route départementale (1).

Cette thèse a soulevé à de nombreuses reprises les protestations des communes (2), et plusieurs conseils généraux se sont élevés contre elle à raison des charges qu'elle impose aux budgets locaux. La Chancellerie n'en a pas moins persisté dans sa manière de voir, et lorsque les communes refusent d'acquitter les frais de procédure, elle en provoque l'inscription d'office au budget communal, comme dépense obligatoire, en vertu des articles 136 et 149 de la loi du 5 avril 1884.

Dans ce système, la commune est réputée partie civile même si la poursuite a été exercée sans aucune participation de sa part, sans que des dommages-intérêts lui aient été alloués, sans même qu'elle ait porté plainte, par ce seul fait que le délit a été commis contre une propriété lui appartenant. Il importe peu que la propriété soit productive de revenus ou n'en produise pas, car le texte ne

---

(1) Décision du 29 décembre 1876. *Bull. Off.* 1877, page 7.

(2) Une commune a même formé un pourvoi devant le Conseil d'Etat en vue de faire « annuler pour excès de pouvoir une dépêche en date du 17 octobre 1893 par laquelle le Garde des Sceaux a émis l'avis que les frais de poursuites exercées devant le tribunal de simple police... pour contravention à un arrêté sur la police des marchés..., devaient être supportés par cette commune intéressée aux poursuites ». La commune alléguait qu'elle était restée étrangère aux poursuites et que la nature des contraventions s'opposait à ce qu'elle put être assimilée à une partie civile. Le Conseil d'Etat, par arrêt du 30 avril 1897, a rejeté le pourvoi, « considérant que la dépêche du Garde des Sceaux déférée au Conseil d'Etat constitue un simple avis qui ne peut faire l'objet d'un recours par la voie contentieuse ».

fait aucune distinction. La poursuite « ayant le plus souvent pour résultat d'aboutir à une condamnation qui assure le succès d'une action en dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé, présente, pour les communes, non pas simplement un intérêt moral, mais un intérêt d'ordre matériel et pécuniaire » (1). Singulier intérêt matériel et pécuniaire qui consiste souvent, pour la commune, à supporter les frais d'une poursuite pour bris de clôture exercée contre un insolvable. L'intérêt en question existerait davantage dans certaines hypothèses où la loi attribue à la commune le produit des amendes correctionnelles sanctionnant certains délits (2). La question s'est posée à propos des infractions à la police du roulage prévues par la loi du 30 mai 1851 ; mais la Chancellerie a décidé que bien que les amendes pour délits de cette nature soient attribuées aux départements et aux communes, les frais de poursuites ne peuvent être mis à leur charge, la répression desdites infractions, aussi bien sur les routes départementales et chemins vicinaux que sur les routes nationales, étant exercée au nom de la vindicte publique (3).

La théorie adoptée par le ministère de la Justice s'appuie sur une interprétation littérale des articles 158 du décret de 1811 et 163 du décret de 1920 qui assimile les départements, communes et établissements publics aux parties civiles dans toutes les instances exercées pour dé-

---

(1) Lettre de la Chancellerie au Ministre des Finances, 8 sept. 1899.

(2) EX. : art. 4 de la loi du 8 août 1893 sur le séjour des étrangers en France.

(3) Décision de 1856 ; Cf. Instr. Don. Gle Enregistrement no 2085 du 12 novembre 1856.

lits commis contre « leurs propriétés » ou contre « leurs domaines publics ou privés ». Nous n'hésitons cependant pas à la rejeter formellement. Une remarque importante doit tout d'abord être faite. L'application de ces articles a toujours été faite par l'autorité administrative, sans intervention de la justice. Il n'est pas douteux que, si la Cour de cassation avait eu à statuer, elle aurait annulé, comme elle l'a fait en ce qui concerne les administrations publiques, toutes les décisions qui auraient condamné aux dépens une commune non présente ni appelée à l'instance. Mais elle n'a jamais été saisie de la question, car jamais les tribunaux n'ont prononcé semblable condamnation. Les communes, que l'on prétend être parties civiles de droit dans certaines instances, ne sont jamais condamnées aux dépens dans ces instances. C'est après la clôture de la procédure que leur prétendue qualité apparaît, sous la forme d'une note de frais que le receveur des finances les invite à régler (1) et qui, en cas de refus de leur part, sont inscrits d'office en dépense à leur budget. On comprend les protestations que de tels errements ont légitimement soulevées. La Chancellerie répond : ces frais sont à la charge de la commune en vertu d'un texte formel. Encore conviendrait-il qu'une décision judiciaire ait estimé que le texte était applicable en l'espèce. Les nombreuses variations de l'administration en ce qui concerne les cas d'application de ce texte dé-

---

(1) Art. 8 et 9 de l'instruction du 5 juillet 1895 sur le service des amendes. Il résulte d'une lettre du ministère des Finances du 22 juin 1898 que ces articles, qui règlent le recouvrement des frais de procédure exposés dans l'intérêt des communes et établissements publics, ont été rédigés en s'inspirant de la doctrine de la Chancellerie en cette matière.

montrent que la question n'est pas si claire. Une considération d'ailleurs prime tout : aucune personne, physique ou morale, ne peut être contrainte à payer les frais d'une procédure pénale sans avoir été condamnée à les supporter.

Il est évident que depuis le décret du 5 octobre 1920, les communes, parties civiles de droit bien que non parties à l'instance, ne peuvent plus, comme les parties civiles ordinaires, supporter les dépens que lorsqu'elles « succombent », c'est-à-dire si le prévenu est acquitté. Le maintien de la pratique suivie jusqu'à ce jour aura alors cette conséquence qu'elles devront supporter seulement les frais des poursuites engagées à tort par le Parquet.

Toute cette théorie a été édiflée dans le seul but de faire supporter par divers budgets les frais de certaines procédures afin de décharger les crédits des frais de justice. Elle est contraire à toutes les règles du droit. Il est inexact que l'action publique, à raison d'infraction de droit commun, soit parfois exercée dans l'intérêt d'un département, d'une commune ou d'un établissement public. Toutes les infractions prévues par le Code pénal sont d'ordre public à l'exception de quelques-unes que les Parquets poursuivent seulement lorsque la personne lésée se constitue partie civile. Si le ministère public poursuit d'office un délit de dégradation d'objet d'utilité publique, ce n'est pas dans l'intérêt de la commune, mais dans l'intérêt de l'ordre public, et s'il estime que le délit est sans gravité, il peut subordonner la poursuite à une constitution de partie civile de la part de la commune; mais si celle-ci ne se constitue pas, il n'appartient pas au Par-

quet de se faire à sa place le défenseur de l'intérêt communal. La preuve que la commune n'a aucun intérêt dans une semblable poursuite exercée par le Parquet, résulte d'ailleurs surabondamment du fait que, si elle n'intervient pas, le tribunal ne peut pas lui allouer d'office des dommages-intérêts.

Malgré la généralité des termes de l'instruction de 1826, la théorie adoptée à l'égard des communes, et, dans certains cas, des départements, n'a pas été étendue aux établissements publics. Sans doute cette instruction vise expressément : 1° les hospices; 2° les universités et établissements qui en dépendent, lorsqu'il s'agit de délits commis dans leurs propriétés ou de poursuites à exercer contre ceux qui tiennent des écoles non autorisées; 3° la caisse des invalides de la marine (1). Mais pas plus à l'égard de ces établissements que des nombreux autres établissements publics non visés par l'instruction de 1826 (2), la règle ne paraît avoir été appliquée; elle aurait certainement soulevé de leur part une opposition encore plus énergique que celle des communes. Or les établissements publics sont soumis exactement aux mêmes règles que les communes par les articles 158 du décret de 1811 et 163 du décret de 1920 en ce qui concerne leur assimilation aux parties civiles. Le seul fait que ces textes ont été jugés inapplicables aux établissements publics dans

---

(1) Cf. De Dalmas, *op. cit.*, page 422 et suppl. page 366. Une décision de la Chancellerie du 2 septembre 1879 a ajouté à cette énumération les fabriques d'églises. *Bull. Off.* 1879, page 149.

(2) Cf. *supra*, pages 121 et 122.

la pratique suffit à condamner l'interprétation adoptée à l'égard des départements et des communes.

Il semble bien que le domaine d'application de l'article 163 § 2 du décret du 5 octobre 1920 doive être limité aux poursuites *fiscales* intéressant les collectivités territoriales ou les établissements publics à raison d'infractions de la compétence des tribunaux répressifs et concernant les impositions départementales ou communales ou les taxes perçues au profits des établissements publics. Les départements, les communes et établissements publics ne doivent, dans cette théorie, être assimilées à des parties civiles que lorsqu'ils exercent une action fiscale devant la juridiction répressive ou lorsqu'ils interviennent dans une instance de cette nature introduite par le Parquet à raison d'une fraude commise à leur préjudice.

Tel est par exemple le cas des poursuites exercées en matière d'octroi : que l'action soit intentée par le maire ou par le régisseur, c'est toujours au nom de l'administration de l'octroi qu'elle est exercée (1), mais, au moins quand l'octroi n'est pas en régie, c'est la commune elle-même qui en réalité est en cause, **qui seule est intéressée** à la poursuite et en supportera éventuellement les frais ; l'administration de l'octroi, qui n'a d'ailleurs pas la personnalité morale, n'est qu'un organe de la commune, comme les administrations des douanes ou des contributions indirectes ne sont que des organes de l'Etat (2).

---

(1) Cf. les intitulés des arrêts rendus par la Cour de cassation : 18 janvier 1861, B. cr. n° 14. — 14 juin 1895, B. cr. n° 171. — 27 octobre 1922, B. cr. n° 331.

(2) C'est aussi au nom de la commune que sont exercées les poursuites pour infractions relatives aux taxes de séjour ou aux taxes spéciales de

Tel serait encore le cas des poursuites pour omissions ou fausses déclarations constituant des fraudes en matière de recouvrement des taxes municipales sur les automobiles; ces poursuites sont exercées par le maire de la commune où doit avoir lieu l'imposition (1).

Tel serait enfin le cas des poursuites exercées par application de l'article 96 de la loi du 25 juin 1920, pour infractions relatives à la perception du droit des pauvres perçu aux profit des établissements d'assistance publique (2); les sanctions pécuniaires pour fraude à ce droit ont le caractère de réparations civiles au profit des établissements publics intéressés (3).

---

tourisme, infractions poursuivies comme en matière d'octroi (art. 4 et 13 de la loi du 24 septembre 1919 et 16 du décret du 4 mai 1920).

(1) Art. 96 § 3 de la loi du 13 juillet 1925. Il s'agit bien là d'infractions fiscales; elles sont constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes et punies d'une amende de 50 à 200 francs en principal, indépendamment de la confiscation et du quintuple des droits fraudés ou compromis (art. 102 de la loi du 25 juin 1920). Le montant des pénalités est attribué aux communes lésées; le droit de transaction existe certainement au profit du maire; il est expressément prévu par l'art. 96 de la loi du 13 juillet 1925 pour le cas où, s'agissant de contravention commune, la poursuite est exercée par l'administration des contributions indirectes.

(2) Ces infractions sont punies du quintuple des droits fraudés et d'une amende fiscale; les poursuites sont exercées comme en matière de contributions indirectes; en cas de contravention commune concernant le droit des pauvres et la taxe sur les spectacles perçue au profit de l'Etat par l'administration des contributions indirectes, cette dernière administration est seule chargée du soin de transiger et de poursuivre. V. également, à ce sujet, les articles 39 de la loi du 31 juillet 1920 et 13 du décret du 5 août 1920.

(3) Cass. 6 août 1925. B. cr. n° 255. Cet arrêt précise qu'à Paris les sanctions pécuniaires dont s'agit sont établies au profit de l'Assistance publique, qui « constitue une administration communale autonome, centralisant tous les pouvoirs reconnus et tous les droits dévolus aux établissements publics d'assistance des autres communes ». La poursuite, dans cette espèce, avait été exercée par l'administration des contributions indirectes seule, parce qu'il y avait contravention commune concernant la taxe sur les spectacles et le droit des pauvres. — Cf., pour un autre exemple d'infraction fiscale au préjudice d'établissements publics, l'article 61 de la loi du 31 décembre 1925, réprimant « toute fausse déclaration, toute fraude en matière de propriété de navire, qui aura entraîné une exonération totale ou partielle des prestations dues aux caisses des invalides et de prévoyance par les armateurs ou propriétaires ».

Cette interprétation restrictive se heurte évidemment aux termes très larges de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920, qui vise tous les délits commis contre le domaine public ou privé du département, de la commune ou de l'établissement public. Elle nous paraît cependant seule acceptable, en présence des difficultés insurmontables que présente toute interprétation plus large et elle a l'avantage d'être en harmonie avec la solution adoptée en ce qui concerne les administrations publiques; les deux paragraphes de l'article 163 ont, dans cette théorie, un but unique, celui de soumettre aux obligations des parties civiles les personnes morales de droit public exerçant des poursuites fiscales ou intervenant dans des poursuites de cette nature, sans solliciter de dommages-intérêts, sans avoir à justifier d'un préjudice, sans par conséquent pouvoir être considérées comme de véritables parties civiles.

---

## CHAPITRE II

---

### AVANCE ET RÈGLEMENT DES FRAIS LORSQU'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE UN DÉPARTEMENT, UNE COMMUNE OU UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC EST PARTIE CIVILE

---

#### SECTION I

##### Généralités

Ainsi que nous l'avons fait déjà remarquer, l'article 158 du décret du 18 juin 1811 n'apportait aucune dérogation au droit commun en ce qui concerne l'avance et le règlement des frais lorsque la partie civile en cause était une administration publique, une commune, ou un établissement public. L'instruction de 1826 décida que les administrations, communes et établissements publics seraient dispensés de consigner et même d'avancer les frais. « La direction de l'enregistrement fait ces avances pour les administrations intéressées ; elle tient avec elles un compte ouvert pour s'en faire rembourser le montant lorsque le procès est terminé et elle ne peut rien réclamer sur les

fonds généraux des frais de justice » (1). Il devait en être ainsi, non seulement pour les frais de procédures dans lesquelles une administration était partie civile de plein droit, mais aussi toutes les fois qu' « une administration publique serait intervenue au procès et se serait constituée partie civile » (2).

Toutefois cette réglementation n'était pas applicable à toutes les administrations; dans les poursuites fiscales en matière de contributions indirectes, de douanes et de postes et télégraphes, les frais étaient avancés directement par les agents des administrations intéressées.

En ce qui concerne le règlement définitif des frais, les personnes morales de droit public, qu'elles fussent parties civiles de plein droit ou constituées, étaient soumises en principe aux mêmes règles que les parties civiles ordinaires : si elles succombaient, elles étaient condamnées aux dépens; au cas contraire, elles étaient également condamnées aux dépens, mais, suivant le droit commun, sauf leur recours contre le condamné, qui devait aussi être condamné aux dépens par le même jugement. D'ailleurs depuis la réforme de 1832, les administrations publiques qui se constituaient parties civiles aux assises, échappaient, comme toute partie civile, à la condamnation aux dépens lorsqu'elles ne succombaient pas.

Mais l'application de ces règles, si simples en apparence, n'était pas sans soulever de continuelles difficultés en pratique. Si la condamnation d'une partie civile ordi-

---

(1) *Rec. Off.*, tome I, page 311. — De Dalmas, *op. cit.*, page 396.

(2) *Circ. Chanc.* 12 décembre 1879. *Bull. Off.*, 1879, page 352.

naire aux dépens présente un intérêt réel en ce que celle-ci devient débitrice envers le Trésor, on voit immédiatement qu'une telle condamnation perd tout intérêt lorsqu'il s'agit d'une administration publique; le seul résultat possible consiste alors en un mouvement de fonds entre plusieurs caisses de l'Etat. Comme d'autre part, certaines administrations publiques n'ont pas qualité pour exercer des recouvrements, le recours qui leur était réservé contre le condamné, lorsqu'elles ne succombaient pas, était illusoire, et le service chargé du recouvrement pouvait par contre leur réclamer la totalité des frais au lieu de s'adresser au condamné.

Le décret du 5 octobre 1920 a accru les difficultés au lieu de les atténuer. En confirmant, en faveur des administrations publiques, la dispense de consigner, il n'a pas précisé comment les frais devaient être avancés, et à cet égard subsiste la même différence de régime entre les diverses administrations. D'autre part, l'interdiction de condamner aux dépens une partie civile non succombante, s'applique aux personnes morales de droit public; il en résulte que les administrations publiques non succombantes seraient en droit de réclamer au Trésor les sommes par elles avancées, et, d'autre part, que celles qui possèdent le droit de recouvrement paraissent aujourd'hui désarmées vis-à-vis du condamné puisque le jugement, ne les condamnant plus aux dépens, ne leur réserve aucun recours contre le condamné.

Nous allons examiner les difficultés que soulèvent l'avance et le règlement définitif des frais en ce qui concerne d'abord les principales administrations ayant le droit de

poursuite ou d'intervention dans les instances fiscales, puis les administrations quelconques se constituant parties civiles dans les poursuites de droit commun, enfin les départements, communes et établissements publics.

## SECTION II

### **Administration des Contributions indirectes**

L'administration des contributions indirectes est une des administrations qui, traditionnellement, fait elle-même l'avance des frais dans toutes les procédures à l'occasion desquelles elle figure comme partie civile (1). Elle est d'autre part chargée de recouvrer elle-même les amendes fiscales prononcées, qui ont en partie le caractère de réparations civiles, ainsi que les frais par elle avancés (2).

#### § I. — AVANCE DES FRAIS

Toutes les fois que l'administration des contributions indirectes est assimilée à une partie civile, c'est-à-dire dans toutes les poursuites fiscales exercées par elle ou dans lesquelles elle intervient, les frais de justice sont avancés directement par elle. Comme toute partie civile,

---

(1) De Dalmas, *op. cit.*, page 395. — Instr. du 30 septembre 1896. *Rec. Off.*, tome I, page 311. — Circ. Chanc. 12 décembre 1879. *Bull. Off.* 1879, page 253.

(2) « L'avance des frais et le recouvrement de l'amende et des autres condamnations pécuniaires rentrent dans les attributions de l'administration des contributions indirectes ». Circ. Chanc. 8 avril 1909. *Bull. Off.* 1909, page 109.

elle doit avancer non seulement les frais qu'elle provoque elle-même, par exemple le coût des assignations des témoins qu'elle cite, mais aussi les frais exposés par le Parquet.

Aux termes de l'article 32 du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII, l'appel en matière de contributions indirectes devait être notifié à l'administration par acte d'huissier contenant assignation à trois jours. Cette obligation rendait difficile l'exercice du droit d'appel pour les détenus indigents qui ne pouvaient payer les frais nécessaires. Pour remédier à cet inconvénient, la Chancellerie décida que les détenus seraient admis à interjeter appel par une simple déclaration à la maison d'arrêt, à condition de justifier de leur insolvabilité, et sous la réserve que l'administration des contributions indirectes serait informée des appels introduits (1). Mais la Cour de cassation jugea que l'appel non notifié régulièrement à l'administration devait être déclaré d'office irrecevable (2). Une décision concertée entre la Chancellerie et le ministère des Finances fixa alors les règles suivantes : 1° Un huissier doit être commis d'urgence par le Parquet pour notifier à l'administration l'exploit d'appel d'un détenu insolvable; 2° L'administration des contributions indirectes avance le coût de cette notification (3). — L'article 27 de la loi du 6 août 1905 ayant abrogé l'art. 32 du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII, l'appel, en matière de contributions indirectes, se forme aujourd'hui comme dans les affaires ordi-

---

(1) Circ. Chanc. du 14 août 1876, § IX, *Bull. Off.* 1876, page 151.

(2) Cass. 27 juillet 1893. B. cr. n° 202.

(3) Décision du 1<sup>er</sup> août 1904, *Bull. Off.* 1904, page 105.

naires par simple déclaration au greffe. Dans tous les cas, comme toute partie civile, l'administration n'a jamais à faire l'avance des droits de timbre et d'enregistrement de l'acte d'appel ou du pourvoi formé par le condamné (1).

La règle suivant laquelle la Régie avance tous les frais s'applique sans réserve dans les poursuites purement fiscales qu'elle exerce elle-même. L'administration possède alors, comme nous l'avons vu, la qualité de partie poursuivante et elle est assimilée, au point de vue des frais, à une partie civile qui met en mouvement l'action publique.

Mais d'autres hypothèses peuvent se présenter : 1° La poursuite, quoique purement fiscale, ne peut-être exercée que par le Parquet, avec ou sans adjonction de la Régie, parce que l'infraction peut entraîner une peine d'emprisonnement (2). Il en est ainsi par exemple pour certains délits en matière d'alcool (art. 12, 14 et 15 de la loi du 21 juin 1873), d'allumettes (art. 20 de la loi du 16 avril 1895), ou de tabacs (art. 39 de la loi du 31 mars 1903). Dans ce cas, le procureur de la République est censé exercer la poursuite au nom de l'administration; il a qualité pour requérir à la fois la peine corporelle et les condamnations fiscales (3). En fait, la Régie intervient généralement à l'instance comme partie civile pour requérir les condamnations pécuniaires (4) et à ce titre fait l'avance de tous les frais. Cette avance lui incomberait

---

(1) Décisions de la Chancellerie des 31 mars 1913, *Bull. Off.* 1913, page 107, et 20 septembre 1912, *Bull. Off.* 1912, page 286.

(2) Cf. Cass. 20 mars 1914. B. cr. n° 163.

(3) Cass. 17 février 1888, B. cr. n° 71.

(4) Cf. Cass. 9 février 1912. B. cr. n° 83.

également si elle restait en dehors de la procédure (1) en vertu du principe, que nous avons critiqué, de l'assimilation aux parties civiles des administrations publiques, à raison des poursuites exercées d'office dans leur intérêt; mais le jugement définitif ne pouvant, ni condamner aux dépens un tiers non présent ou appelé, ni lui réserver un recours quelconque pour la récupération de ses avances, le règlement des frais présenterait en ce cas des difficultés qui sont évitées en pratique par l'intervention de l'administration aux débats.

2° La poursuite est exercée à la fois par le Parquet et par la Régie à raison d'un fait constituant à la fois une infraction de droit commun, prévue et punie par la loi pénale, et une infraction fiscale sanctionnée par des pénalités fiscales, ou bien la poursuite est exercée à raison de deux faits distincts et connexes, constituant, l'un une infraction de droit commun, l'autre une infraction fiscale.

La question de l'avance des frais dans les procédures de cette nature a fait l'objet de nombreux échanges de vue entre les Départements de la Justice et des Finances et a motivé plusieurs circulaires de la Chancellerie. La circulaire du 19 juillet 1852, prévoyant le cas où, sur une poursuite de droit commun exercée par le Parquet en vertu de la loi du 29 décembre 1851 sur les cabarets ou de la loi du 24 mai 1834 sur les détenteurs d'armes ou munitions de guerre, la Régie interviendrait pour faire prononcer à son profit les amendes édictées dans le premier cas par l'article 95 de la loi spéciale du 28 avril

---

(1) Circ. Chanc. 10 avril 1909, *Bull. Off.* 1909, page 107.

1816, et dans le second par les lois spéciales des 13 fructidor an V et 22 pluviôse an XIII, s'exprimait ainsi : « Le ministère public et la Régie exercent dans les cas dont il s'agit une action pour ainsi dire parallèle. Il n'est pas plus juste de faire supporter tous les frais par l'administration partie intervenante, que de les mettre tous à la charge du Trésor... ». Et la circulaire décidait que la Régie ne supporterait que les seuls frais nécessités par son intervention (1). Pour permettre à l'administration d'intervenir en temps utile sur les poursuites du ministère public, la circulaire du 4 août 1892 prescrivait aux Parquets de prévenir la Régie des actions par eux exercées à raison d'infractions de droit commun pouvant constituer en même temps des infractions fiscales (2).

En 1897 la question de l'avance des frais dans les poursuites mixtes motiva une nouvelle correspondance entre les ministères des Finances et de la Justice, à propos de l'application des lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891 et 24 juillet 1894 concernant les fraudes dans la vente sur les vins. Dès 1892, la Cour de cassation avait reconnu le caractère mixte de ces instances : « Attendu que la loi du 14 août 1889, en imposant à l'expéditeur l'obligation de déclarer la véritable nature du vin expédié, et à la Régie celle de délivrer des titres appropriés à la déclaration, a virtuellement modifié l'article 10 de la loi du 28 avril 1816, en ce sens que désormais, si la déclaration est reconnue fautive, l'expéditeur qui a provoqué la remise du

---

(1) *Rec. Off.*, tome II, page 208.

(2) *Bull. Off.* 1892, page 91.

titre inapplicable commet une double contravention, l'une à la loi du 14 août 1889, l'autre à la loi du 28 avril 1816, articles 6 et 10, mais qu'il ne s'agit en réalité, que d'un fait unique, passible, tout à la fois, de pénalités de droit commun et de peines fiscales; ...que par l'effet de la loi du 14 août 1889 le ministère public a le droit de requérir les peines portées par cette loi et celles qui résultent de la législation fiscale et que le juge a le pouvoir de les appliquer d'office, que la Régie profite des preuves administrées par le ministère public; qu'elle peut intervenir dans la poursuite du ministère public pour réclamer dans son intérêt l'application des peines fiscales... » (1). Par une lettre du 6 septembre 1897, le ministre des Finances exprimait l'opinion que la poursuite de ces infractions était surtout exercée « en vue de sauvegarder l'hygiène publique et d'assurer la loyauté dans les transactions commerciales » et que, l'intérêt fiscal en jeu étant secondaire, la Régie ne pouvait être tenue d'avancer les frais de l'expertise judiciaire dont font généralement l'objet les liquides saisis. La Chancellerie se rangea à cette manière de voir, et décida que l'administration supporterait seulement les frais de son intervention.

Cet accord de 1897 a été l'objet d'une revision à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1907 rendu à l'occasion d'une poursuite mixte exercée par le ministère public pour mise en vente de vin falsifié (loi du 1<sup>er</sup> août 1905) et par la Régie pour l'infraction résultant de ce que l'acquit à caution délivré était inapplicable

---

(1) Cass. 6 mai 1892, B. cr. n° 129.

au liquide transporté. La Cour suprême estima que dans cette affaire les frais de l'expertise avaient pu à bon droit être mis à la charge de la Régie, car cette expertise intéressait tout spécialement l'action fiscale (1). Et cependant il ne s'agissait plus là d'un fait unique constituant à la fois une infraction de droit commun et une infraction fiscale, mais de deux faits distincts, la mise en vente de vin falsifié, infraction de droit commun, et la contravention d'expédition de boisson avec un titre de mouvement inapplicable, infraction fiscale (2).

En présence de cette jurisprudence, on pouvait se demander s'il ne devait pas y avoir un intérêt à ce que, dans de semblables instances, les frais de l'expertise fussent avancés par l'administration des contributions indirectes plutôt que par les crédits de justice criminelle.

Les lettres échangées entre les ministères des Finances et de la Justice aboutirent à une entente qui fut consignée dans une circulaire de la Chancellerie du 8 avril 1909 (3). Cette circulaire distingue deux hypothèses : a) si l'action publique est mise en mouvement par un procès-verbal

---

(1) Bull. crim. n° 497.

(2) Cass. 22 février 1907. B. cr. n° 91. Cass. 27 décembre 1912. B. cr. n° 672. Il en est de même lorsque le prévenu est poursuivi en même temps par le Parquet pour tromperie sur la quantité des marchandises livrées et par la Régie pour circulation d'eau-de-vie avec des titres de mouvement énonçant des quantités inférieures à celles transportées. Cass. 15 mai 1920. B. cr. n° 228. — Au contraire le mouillage de vin est un fait unique constituant à la fois un délit de droit commun (loi du 1<sup>er</sup> août 1905) et un délit fiscal (loi du 6 avril 1897 sur la fabrication des vins artificiels). Cass. 7 janv. 1922. B. cr. n° 9. De même le fait de circulation d'absinthe constitue à la fois aux termes de l'article premier de la loi du 16 mars 1915, une infraction de droit commun donnant lieu, sur la poursuite du ministère public, à la fermeture de l'établissement, et une contravention fiscale comportant, à la requête de la Régie, des condamnations fiscales. Cass. 26 janvier 1917. B. cr. n° 29.

(3) Bull. Off. 1909, page 108.

dressé par les agents de la Régie et en conséquence d'une analyse par laquelle le laboratoire du ministère des Finances a confirmé les soupçons de ce service, l'administration des contributions indirectes fait l'avance des frais d'expertise; les autres frais d'instruction et ceux de signification du jugement sont avancés par le ministère de la Justice; b) si l'action publique est exercée à la suite de constatations faites en dehors de la Régie, notamment par les agents chargés de la recherche des fraudes commerciales, les frais d'expertise sont avancés sur les fonds généraux de la justice criminelle, et si l'administration des contributions indirectes se porte partie civile, elle est tenue simplement des frais exposés à sa requête. Dans les deux hypothèses, la décision ultérieure de la juridiction saisie est réservée en ce qui concerne l'imputation définitive des frais.

La circulaire de 1909, en précisant comment seraient avancés les frais d'expertise dans les poursuites pour fraudes en matières de vente de vins, constituant en même temps des infractions fiscales, n'a pas eu pour effet de modifier la réglementation admise d'une façon générale en ce qui concerne l'avance des frais dans les poursuites mixtes. Il reste entendu que la Régie intervenant dans de semblables instances ne doit avancer que les frais de son intervention. Cette règle est applicable, notamment, aux poursuites exercées pour fabrication ou détention de poudres, infractions à la fois fiscales (loi du 13 fructidor an V et décret du 23 pluviôse an XIII), et de droit commun (loi du 24 mai 1834, article 2, et loi du 13 avril 1898, article 23). La Chancellerie a décidé, dans une

affaire de cette nature, que seuls les frais nécessités par l'intervention de la Régie devaient être avancés par celle-ci ; par exemple les frais de citation du prévenu devant la Cour, même si cette citation est délivrée à la requête du procureur général, lorsque la Régie a seule fait appel (1).

Nous avons déjà signalé la difficulté qu'il y a parfois à décider si certaines infractions ont, en tout ou en partie, un caractère fiscal. La question s'est posée au sujet de l'application des articles 49 à 55 de la loi du 30 mars 1902, qui réglementent la fabrication, l'emploi et la vente de la saccharine. Consulté par la Chancellerie, le ministre des Finances répondit le 11 mai 1906 : « Bien que la considération tirée du préjudice que l'emploi de la saccharine pourrait causer à l'impôt sur le sucre n'ait pas été étrangère au vote des articles 49 à 55 de la loi du 30 mars 1902, ces dispositions n'en présentent pas moins le caractère d'une loi de police et non d'une loi fiscale. C'est ce qui résulte des observations suivantes : au lieu de procéder par voie de taxation à l'égard de la saccharine venant faire concurrence à un autre produit imposé, le sucre, le législateur a procédé par voie de prohibition motivée sur le danger que l'usage des édulcorants artificiels peut faire courir à la santé publique. — Les pénalités sont identiques à celles qui répriment les fraudes dans la vente des marchandises. — Les poursuites sont exercées par le ministère public. Les amendes prononcées

---

(1) Décision du 25 mai 1901. Cf. la circulaire de la Chancellerie du 15 juin 1851. *Rec. Off.*, tome II, page 182, prescrivant aux Parquets de communiquer à la Régie les procès-verbaux relatifs aux délits en matière de poudres.

sont encaissées, non par le receveur des contributions indirectes, mais par le percepteur, comme en matière de droit commun. Enfin, la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires, qui est incontestablement une loi de police, rappelle dans ses articles 5 à 15 les infractions en matière de saccharine pour aggraver les pénalités précédemment édictées contre les auteurs des infractions aux articles 49 à 53 de la loi du 30 mars 1902. — J'estime en conséquence que la loi du 30 mars 1902, pour les dispositions spéciales à la saccharine, est une loi de police, que les amendes doivent être considérées comme des pénalités de droit commun, qu'il appartient au ministère public seul de les requérir et que l'administration des contributions indirectes n'a pas qualité pour intervenir comme partie civile ». Comme cependant les agents de cette administration étaient chargés de la constatation des délits en question, et pouvaient exposer certains frais, par exemple pour l'emballage et le transport des pièces à conviction envoyées au Parquet, il fut décidé que ces avances seraient remboursées au service des contributions indirectes sur les crédits de justice criminelle, dans les formes ordinaires, c'est-à-dire sur un mémoire en deux exemplaires rendu exécutoire par les magistrats saisis (1).

Le département des Finances s'était appuyé sur un ensemble de considérations pour dénier le caractère fiscal des pénalités édictées en matière d'emploi illicite de la

---

(1) Circulaire de la direction générale des Contributions Indirectes du 20 octobre 1906, annexée à la note de la Chancellerie du 31 décembre 1906, *Bull. Off.* 1906, page 239.

saccharine. Le droit de transiger, que nous avons signalé comme étant un des caractères essentiels de la poursuite fiscale ne peut, en effet, pas toujours constituer un critérium ; ce droit n'est souvent pas expressément accordé par la loi, et l'administration déduit parfois son existence du caractère fiscal de l'amende, caractère révélé par d'autres circonstances. Cela est si vrai qu'à propos des infractions relatives à la saccharine, la direction générale des contributions indirectes, dans sa circulaire du 20 octobre 1906, après avoir spécifié que les procès-verbaux seraient transmis au Parquet, seul chargé des poursuites, et que les amendes seraient recouvrées sur les délinquants comme les amendes de droit commun, ajoutait : « d'où il suit que les affaires de l'espèce ne sauraient jamais donner lieu à transaction » (1).

L'article 19 de la loi du 26 décembre 1908 ajouta aux pénalités édictées par la loi de 1902 « une amende complémentaire calculée à raison de 1000 francs le kilogramme de saccharine ou produits similaires fabriqués, détenus, utilisés, vendus ou ayant circulé illicitement », et l'article 41 de la loi du 8 avril 1910 décida que cette amende complémentaire serait « requise et perçue par l'administration des contributions indirectes d'après les règles qui lui sont propres ». Il résulte nettement de ce texte que les infractions en matière de saccharine sont devenues des infractions mixtes, à la fois fiscales et de droit commun, puisqu'une double amende doit être prononcée l'une sur les poursuites de la Régie, l'autre sur les poursuites du minis-

---

(1) V. page 169, note 1.

rière public. C'est ce qui a été reconnu par les circulaires des Finances et de la Chancellerie des 13 avril et 27 mai 1910 (1), et cette dernière circulaire prescrit de se conformer, en ce qui concerne l'avance des frais en cas d'exercice simultané de l'action publique et de l'action fiscale, aux règles posées par la circulaire du 8 avril 1909.

L'hypothèse de poursuites exercées en même temps par le Parquet et par la Régie à raison d'infractions connexes, les unes fiscales, les autres de droit commun, se rencontre encore fréquemment en matière d'infractions aux règlements sur les vélocipèdes. L'article 23 de la loi du 30 janvier 1907 impose l'obligation de revêtir les appareils d'une plaque vendue par l'administration, et l'article 24 stipule : « Les contraventions constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes, seront déférées aux tribunaux de simple police et punies d'une amende de 1 à 15 francs, indépendamment du quintuple du droit fraudé ». Il s'agit ici d'une infraction fiscale et les frais de l'instance doivent être avancés par l'administration des contributions indirectes. Mais très souvent la contravention fiscale est constatée en même temps qu'une contravention de droit commun, telle que l'absence de plaque d'identité, l'excès de vitesse ou le défaut d'é-

---

(1) *Bull. Off.* 1910, page 86. La circulaire du ministère des Finances dispose : « Les procès-verbaux... seront transmis au Parquet qui conservera comme par le passé, l'initiative des poursuites et fera prononcer l'amende de droit commun prévue par la loi de 1902 ; de leur côté, les directeurs (des contributions indirectes) prendront les dispositions nécessaires pour que l'action fiscale s'exerce à la même audience que l'action publique et pour faire adjuger à la Régie la pénalité complémentaire. Advenant le cas où des poursuites ne seraient pas exercées par le ministère public en vue de l'application de l'amende de droit commun, la Régie deviendrait maîtresse de son action et poursuivrait directement, en sa qualité de partie civile, pour l'application de l'amende fiscale ».

clairage. La Chancellerie recommande de joindre les poursuites, mais il est entendu que seuls les frais nécessités par l'instance fiscale doivent être avancés par la Régie (1).

Les règles relatives à l'avance des frais des procédures dans lesquelles l'administration des contributions indirectes est assimilée à une partie civile, n'ont pas paru devoir être modifiées à la suite du décret du 5 octobre 1920. Il résulte au contraire des travaux préparatoires de ce décret que ces règles, établies d'accord entre les deux départements intéressés, devaient être maintenues (2). Elles se concilient d'ailleurs assez facilement avec les principes admis par le nouveau décret en ce qui concerne les parties civiles ordinaires; comme celles-ci, la Régie avance tous les frais lorsqu'elle met en mouvement l'action publique et n'avance que les frais nécessités par son intervention lorsqu'elle joint son action à l'action publique intentée par le Parquet. Mais cette dernière règle ne s'applique qu'aux infractions mixtes; la Régie avance tous les frais, même ceux exposés par le ministère public, lorsqu'il s'agit d'infractions purement fiscales à raison desquelles le Parquet requiert la peine corporelle, tandis qu'elle demande les condamnations pécuniaires. Il y a là une dérogation importante au droit commun, en outre de la dispense de consignation seule mentionnée par l'article 163 du décret du 5 octobre 1920.

---

(1) Circulaire du 8 avril 1909, *Bull. Off.* 1909, page 108.

(2) *Rapport présenté au nom de la Commission*, page 237.

§ II. — *RÈGLEMENT DES FRAIS*

Le règlement définitif des frais est subordonné au résultat de la procédure. Il conviendra d'examiner comment il s'opère lorsque la Régie réussit ou lorsqu'elle succombe. Mais il faut d'abord rechercher comment s'analysent à cet égard les diverses décisions qui peuvent cloturer l'instance.

A) DANS QUELS CAS LA RÉGIE EST RÉPUTÉE SUCCOMBER  
ET DANS QUELS CAS ELLE EST RÉPUTÉE NE PAS SUCCOMBER

Le principe que la partie civile est réputée ne pas succomber dès lors que le prévenu est reconnu coupable d'une infraction, même si pour des motifs particuliers, aucune peine ne peut lui être infligée, et qu'elle est réputée succomber dans le cas contraire, est applicable aux instances dans lesquelles la Régie est partie civile. Mais la jurisprudence a apporté à ce principe certaines dérogations tenant au caractère particulier de l'action fiscale.

Lorsque le délit est purement fiscal et n'est réprimé que par des sanctions pécuniaires, l'administration poursuivante réussit ou succombe évidemment suivant que l'infraction est reconnue constante ou non. Mais ici l'action publique et l'action civile sont fusionnées en une action mixte et la partie civile, qui se confond avec la partie publique, ne succombe pas si le juge prononce la peine fiscale et échoue si pour un motif quelconque il ne la

prononce pas (1). Si l'infraction est effacée en cours d'instance par une loi d'amnistie, la Régie succombe et doit être condamnée aux dépens (2).

Lorsque le délit est purement fiscal mais est réprimé à la fois par des sanctions corporelles et pécuniaires, l'action se dédouble (3). Au regard de l'administration, seul importe le résultat de l'action aux fins des peines pécuniaires. Si le prévenu étant acquitté en première instance sur la double poursuite du Parquet et de la Régie, celle-ci seule a interjeté appel, la Cour peut, lorsqu'elle reconnaît l'infraction constante, prononcer l'amende fiscale (4). Il s'agit bien d'un délit unique, et exclusi-

---

(1) L'action fiscale n'a d'ailleurs un caractère mixte qu'au regard de la Régie qui est à la fois partie poursuivante et partie civile. Un particulier, lésé par l'infraction fiscale, peut se constituer partie civile dans une poursuite de cette nature. En ce sens : Garraud, *Traité d'instr. crim. et de proc. pénale*, tome I, 1907, page 218. Cass. 19 mars 1925. B. cr. n° 99. La partie civile ordinaire ne succombe pas ou succombe suivant que l'infraction est reconnue constante ou non, et peu importe pour elle que la peine fiscale soit prononcée ou non. La présence dans une poursuite fiscale d'une partie civile ordinaire à côté de l'administration assimilée à une partie civile compliquera le règlement des frais ; les difficultés doivent être résolues en combinant les règles applicables à chacune d'elles.

(2) Cass. 10 novembre 1921. B. cr. n° 416. Cf. *supra*, page 46, note 3.

(3) D'après certains auteurs, les délits de cette nature constituent des délits mixtes. V. Garraud, *loc. cit.* L'expression *délit mixte* nous paraît devoir être réservée aux faits constituant à la fois une infraction fiscale et une infraction de droit commun.

(4) « Attendu que l'appel interjeté par une partie civile en vertu de l'article 202 du Code d'instruction criminelle n'a d'effet qu'en ce qui concerne les intérêts civils ; qu'en l'absence d'un appel par le ministère public d'un jugement d'acquiescement, les juges d'appel ne peuvent, l'action publique étant éteinte, prononcer contre le prévenu des condamnations pénales ; attendu que l'infraction fiscale imputée à X est punie d'une peine d'emprisonnement et d'une amende fiscale ayant pour objet la réparation du préjudice causé au Trésor par la fraude ; que si, dans ces conditions, la poursuite ne pouvait être exercée que par le ministère public, l'action publique a été mise en mouvement par la citation donnée à la requête de la Régie procédant en l'espèce comme partie civile, mais que le tribunal saisi a prononcé l'acquiescement du prévenu et que la Régie a seule interjeté appel de cette décision ; qu'en prononçant en cet état une peine d'emprisonnement contre le prévenu, les juges d'appel ont... commis un excès de pouvoir ». Cass. 22 février 1924. B. cr. n° 95.

vement fiscal, mais les deux actions qui le sanctionnent sont distinctes et celle qui appartient à la Régie a un caractère plutôt civil, tandis que celle du Parquet est répressive.

A plus forte raison les deux actions sont-elles indépendantes dans le cas où un fait constitue à la fois une infraction fiscale et une infraction de droit commun, et dans le cas où l'action publique et l'action fiscale découlent de deux faits connexes mais distincts. Sans doute dans la première de ces deux hypothèses la jurisprudence estime que les deux poursuites doivent être exercées ensemble et qu'une décision définitive rendue sur l'action du Parquet met obstacle à l'exercice ultérieur de l'action de la Régie. Mais dans les deux hypothèses, dès lors que l'administration intervient dans la poursuite pour requérir les condamnations fiscales, son action devient distincte de celle du ministère public; la Régie peut faire appel ou se pourvoir malgré l'acquiescement du ministère public; elle peut donc ne pas succomber dans son action fiscale même lorsque l'action publique du Parquet a abouti à un acquittement (1). Cette règle s'applique aussi, l'avons-nous vu, aux parties civiles ordinaires, qui peuvent obtenir des dommages-intérêts en appel, même si le prévenu a été acquitté en première instance, à la condition que la Cour, privée d'ailleurs du droit de prononcer une peine par suite du défaut d'appel du Parquet, reconnaisse l'existence de l'infraction. Mais pour que la Régie triomphe, il

---

(1) Cass. 15 mai et 10 décembre 1920. B. cr. nos 228 et 478. Cass. 9 février 1912. B. cr. n° 83. Cass. 25 février 1905. B. cr. n° 91. Cass. 11 janvier 1924. B. cr. n° 22. Cass. 16 juillet 1925. B. cr. n° 228.

n'est pas nécessaire que l'infraction de droit commun poursuivie par le ministère public, soit déclarée constante. A la différence d'une partie civile ordinaire, ce succès de l'action de l'administration n'est pas lié à la reconnaissance de la légitimité de l'action intentée par le Parquet; il suffit que l'action fiscale ait été justifiée, et même quand les deux actions découlent d'un fait unique, l'acquiescement prononcé du chef du délit de droit commun n'empêche pas la même juridiction d'allouer à l'administration les pénalités fiscales (1).

Du fait que les amendes fiscales en matière de contributions indirectes sont moins des peines que des réparations et indemnités, la jurisprudence a déduit qu'elles sont encourues par le fait même qui a donné lieu à la contravention et au préjudice causé au Trésor, dans les limites fixées par la loi existante au moment de sa perpétration (2); ces amendes doivent donc être prononcées, et la Régie ne succombe pas, même si avant le jugement une loi nouvelle, en abrogeant la loi antérieure, a supprimé le caractère délictueux du fait incriminé (3).

Par contre, si une loi d'amnistie intervenue en cours d'instance et réservant les droits des tiers ne met pas obstacle à ce qu'une partie civile ordinaire obtienne des

---

(1) Cette différence est clairement exprimée par les arrêts des 10 décembre 1920 et 16 juillet 1925 cités à la note précédente. Dans ces affaires, la Cour de cassation a décidé que la mise en vente de vin falsifié pouvait être punie des pénalités fiscales malgré la relaxe sur l'action publique, car la bonne foi du contrevenant, supprimant le délit de droit commun, n'était pas suffisante pour justifier l'infraction fiscale constituée par le même fait.

(2) Cass. 9 novembre 1888, B. cr. n° 318. Cass. 18 novembre 1897, B. cr. n° 365. Cass. 17 février 1898, B. cr. n° 66.

(3) V. *infra* page 182, note 2.

dommages-intérêts malgré l'extinction de l'action publique, elle arrête dans tous les cas l'action de la Régie; celle-ci ne peut en effet être considérée comme un tiers puisqu'elle agit au nom de l'Etat (1); les juges, uniquement saisis de l'action fiscale, ne peuvent procéder à la constatation des éléments constitutifs de l'infraction fiscale amnistiée, et doivent condamner aux dépens la Régie qui, dans ce cas, est réputée succomber (2).

Dans l'hypothèse d'une transaction entre l'administration et le prévenu, des distinctions doivent être faites : a) la transaction intervient avant la citation; dans ce cas l'action publique est arrêtée; les frais qui ont pu être avancés par la Régie restent à sa charge ou peuvent être réclamés par elle au délinquant, suivant les conditions de la transaction; b) la transaction intervient alors que le tribunal est déjà saisi, mais avant jugement; le tribunal doit se borner à déclarer l'action publique éteinte en condamnant la Régie aux dépens; la transaction antérieure au jugement s'oppose en effet à ce que le prévenu soit condamné aux frais (3), mais le remboursement de ces frais à l'administration poursuivante peut avoir été spécifié dans la transaction; c) la transaction intervient après condamnation; dans ce cas, la Régie n'a pas succombé et le prévenu a été condamné aux dépens; la transaction ne peut porter que sur les peines fiscales infligées au contrevenant, et non sur les frais.

---

(1) Cass. 31 décembre 1869, B. cr. n° 278.

(2) Cass. 10 novembre 1921, B. cr. n° 416. Cf. *supra*, page 46, note 3.

(3) Auzière, *op. cit.* p. 29.

B) CAS OU LA RÉGIE N'A PAS SUCCOMBÉ

Jusqu'au décret du 5 octobre 1920 l'administration des contributions indirectes réussissant dans son action était, comme toute partie civile, condamnée aux dépens, sauf le recours que le jugement lui réservait contre le délinquant condamné lui-même aux frais par la même décision. En vertu du recours qui lui était ainsi réservé, elle recouvrait elle-même sur le condamné le montant de ses avances (1); celles-ci restaient à sa charge si le condamné était insolvable.

L'application du décret du 5 octobre 1920 a soulevé des difficultés. En effet, la partie civile non succombante ne peut plus être condamnée aux dépens, et, d'autre part aucun recours ne lui est réservé contre le condamné puisque c'est au Trésor qu'elle doit s'adresser pour obtenir le remboursement de ses avances. L'administration des contributions indirectes a renoncé à se prévaloir de cette dernière disposition, prenant ainsi à sa charge les risques d'insolvabilité du condamné, et il a été décidé qu'elle resterait, comme par le passé, seule chargée du recouvrement de ses avances contre celui-ci. Mais cette solution n'est pas à l'abri de toute critique. En vertu de quel titre exercera-t-elle son recours que le jugement ne peut plus lui réserver expressément ? On admet que le recours existe de plein droit en vertu de l'article 1251, alinéa 3, du Code civil. Mais la question est délicate pour

---

(1) A cet effet, l'article 7 du décret du 7 avril 1813 prévoyait la délivrance aux préposés de la Régie, par les greffiers, des extraits de jugement pour le recouvrement.

les frais postérieurs au jugement, que la Régie n'a pas avancés et qu'on ne peut lui réclamer puisqu'elle n'est pas condamnée aux dépens. Faut-il distinguer entre les frais antérieurs au jugement, avancés et recouvrés par la Régie, et les frais postérieurs, qui devraient être avancés sur les crédits de justice criminelle et recouvrés par le percepteur ? La question ne se posait pas avant le décret de 1920 puisque la partie civile était toujours condamnée à tous les dépens, ce qui englobait les frais payés après la décision définitive.

Nous estimons qu'il n'y a pas à distinguer entre les frais selon qu'il sont réglés avant ou après le jugement. Les uns et les autres sont payés par la partie civile à titre d'avance. Si pour une partie civile ordinaire il n'y a aucun intérêt à lui réclamer après une décision qui lui donne gain de cause, des frais qu'elle pourra aussitôt se faire rembourser par le Trésor, il n'en est pas de même pour la Régie qui a renoncé à ce privilège et recouvre directement par ses agents.

Dans la pratique, le règlement de ces frais donne lieu à de fréquentes erreurs d'imputation, et souvent des mémoires, présentés un certain temps après la solution d'une instance fiscale, sont ordonnancés sur les crédits de justice criminelle; les erreurs sont inévitables en raison de la complexité et de l'obscurité de la matière; elles sont souvent préjudiciables au Trésor, car il arrive que des frais ainsi payés ne sont pas recouvrés sur les condamnés. A tous égards, il conviendrait de préciser et de simplifier les règles à appliquer.

Les difficultés de règlement sont surtout très déli-

cates lorsqu'il s'agit d'instances mixtes, fiscales et de droit commun, au cours desquelles les frais ont été avancés en partie par la Régie, en partie par les receveurs de l'enregistrement sur les fonds généraux de justice criminelle. La Chancellerie a invité les Parquets à veiller « à ce que la liquidation des dépens indique nettement dans quelle mesure les frais sont à recouvrer à la diligence du service des contributions indirectes ou à celle des autres agents du Trésor » (1).

#### C) CAS OU LA RÉGIE A SUCCOMBÉ

Si la Régie succombe elle est seule condamnée à tous les dépens. Ce principe, en vigueur avant le décret de 1920, n'a pas été modifié. L'administration des contributions indirectes supporte donc définitivement les frais qu'elle a avancés au cours de l'instance, elle doit encore payer les frais postérieurs au jugement, compris sous la dénomination de « frais de justice criminelle ». Mais les frais d'avoué du prévenu n'étant pas compris sous cette dénomination ne lui incombent pas, même si l'assistance de l'avoué a été reconnue nécessaire; ils restent à la charge du prévenu acquitté, comme les honoraires de son défenseur; en aucun cas ils ne peuvent être mis à la charge de l'Etat ou de l'administration qui le représente (2).

Lorsque la poursuite est exercée en même temps par

---

(1) Circ. du 8 avril 1909, *Bull. Off.* 1909, page 109.

(2) Cass. 31 janvier 1833, B. cr. n° 24. — Cass. 14 juin 1895, B. cr. n° 170. — Cass. 14 février 1919, B. cr. n° 44.

le Parquet et la Régie à raisons d'infractions mixtes ou connexes, l'acquiescement du prévenu n'entraîne pas de plein droit la mise de tous les frais de la procédure à la charge de la Régie. Il appartient aux juges de déterminer les frais qui incombent « soit au Trésor, à raison de l'action exercée par le ministère public, soit à la Régie à raison de l'action fiscale » (1).

### SECTION III

#### **Administration des Douanes**

La situation de l'administration des douanes, en ce qui concerne l'avance et le recouvrement des frais de justice, est exactement la même que celle de la Régie des contributions indirectes. Les mêmes règles s'appliquent à l'une et l'autre. Dans toutes les procédures fiscales, dans lesquelles l'administration des douanes est partie civile, les frais sont avancés sur les caisses de cette administration, et sont recouvrés par ses préposés, lorsqu'elle n'a pas succombé (2).

Comme en matière de contributions indirectes, des difficultés peuvent se présenter en matière douanière dans les poursuites à raison d'infractions mixtes, à la fois fiscales et de droit commun (3) ou à raison d'infraction-

---

(1) Cass. 7 décembre 1907, B. cr. n° 497. — Cass. 24 octobre et 6 novembre 1913, B. cr. n°s 458 et 487. — Cf. *supra*, pages 165 et s.

(2) Cf. Rep. Béquet, t. XIII, V° *Douanes*, notamment n° 2040.

(3) Cf. Cass. 13 décembre 1919, B. cr. n° 277. — Paris, 30 mai 1921. S. 1921. 2. 89 et la note.

tions connexes, les unes fiscales, les autres de droit commun (1). Elles doivent être résolues d'après les mêmes principes.

Comme en matière de contributions indirectes, la jurisprudence considère que les amendes douanières ont le caractère de réparation civile plus que le caractère de peine, et décide qu'elles doivent être prononcées, même si, avant le jugement, une loi nouvelle a abrogé la loi qui les édictait (2).

Comme l'administration des contributions indirectes, l'administration des douanes a demandé que le régime antérieur au décret du 5 octobre 1920 soit maintenu sous le régime de ce nouveau règlement, et il a été admis : 1° que l'administration des douanes, réussissant dans son action, resterait seule chargée du recouvrement des frais sur le condamné; 2° qu'elle renonçait, même en cas d'insolvabilité de celui-ci, à demander au Trésor le remboursement de ses avances ainsi que toute partie civile non succombante a le droit de le demander en vertu de l'article 155 du décret. Ces règles soulèvent d'ailleurs les mêmes difficultés théoriques et pratiques qu'en matière de contributions indirectes, les jugements ne pouvant plus réserver de recours aux parties civiles non succombantes qui ne sont pas condamnées aux dépens, et les frais postérieurs au jugement, devant, dans ce système, continuer

---

(1) Cf. Cass. 26 mars 1920, B. cr. n° 157. — Cass. 17 décembre 1920, B. cr. n° 489.

(2) Cass. 10 décembre 1920, B. cr. n° 476. Cass. 12 mai 1922, B. cr. n° 180.

à être « avancés » aux parties prenantes par l'administration chargée ensuite de les recouvrer sur le condamné.

#### SECTION IV

##### Administration des Postes et Télégraphes

Comme les deux administrations précédentes, l'administration des postes et télégraphes avance sur ses caisses et recouvre directement par ses agents, les frais des poursuites fiscales dans lesquelles elle a la qualité de partie civile. Plusieurs circulaires de la Chancellerie ont appelé sur ces règles l'attention des Parquets et leur ont prescrit de veiller d'une part à ce que les parties prenantes demandent le paiement de leur mémoires aux directeurs des postes et non aux receveurs de l'enregistrement, d'autre part, à ce que les greffiers délivrent les extraits de jugement pour le recouvrement aux directeurs des postes et non aux percepteurs (1).

---

(1) La circulaire du 26 juin 1877, *Bull. Off.* 1877, page 86, s'exprimait, à cet égard, de la façon la plus formelle : « Par décision du ministre des Finances en date du 17 mai 1828, les directeurs des postes sont exclusivement chargés de l'avance des frais de justice dans les poursuites intentées pour contraventions aux lois postales et ils ont seuls qualité pour recouvrer ces frais ainsi que le montant des amendes prononcées au profit de leur administration. Pour prévenir toute infraction à cette règle, la Chancellerie, par ses circulaires, en dates des 3 octobre 1842 et 13 mars 1856, a prescrit aux greffiers et aux huissiers de dresser des mémoires particuliers pour les actes de leur ministère faits dans l'intérêt de l'administration des postes et de réclamer le paiement de ces mémoires auprès des agents de cette administration. Elle a recommandé en outre aux greffiers d'adresser les extraits des jugements rendus en cette matière, avec le détail des frais, aux mêmes agents chargés d'en opérer le recouvrement. — Néanmoins, je viens d'être informé par M. le Ministre des Finances, que plusieurs greffiers ne se conformaient pas à ces instructions, qu'ils transmettaient aux trésoriers payeurs généraux les pièces délivrées en vue du recouvrement, au lieu de les adresser aux directeurs des postes, et que par suite le recouvrement des frais et des amendes mis à la charge des contrevenants en matière

Mais, ajouta une circulaire du 13 mars 1909 (1) : « Il va de soi d'ailleurs que ces instructions ne concernent que les infractions qui, portant atteinte à un monopole de l'administration des postes, constituent des contraventions fiscales pour lesquelles le droit de transiger a été établi au profit de cette administration par l'ordonnance du 19 février 1843 et les lois des 4 juin 1859 (art. 9) et 12 avril 1892 (art. 4); elles demeurent étrangères aux infractions de droit commun commises en matière de postes, télégraphes et téléphones. La distinction de ces deux sortes d'infractions n'est pas sans présenter certaines difficultés... » Et une annexe à cette circulaire contenait un tableau, dressé d'accord avec l'administration des postes, des deux catégories d'infractions. Doivent être considérées comme contraventions fiscales, d'après ce tableau, les infractions suivantes : 1° en matière postale, l'immixtion des personnes étrangères au service des postes dans le transport des lettres, journaux, etc...; l'envoi par un fonctionnaire dans un paquet administratif de lettres étrangères au service; l'insertion de correspondance dans les paquets d'imprimés, colis postaux, etc..., l'insertion de monnaies, objets précieux, valeurs ou intérêts payables au porteur dans les lettres non chargées ou colis postaux, etc...; 2° en matière télégraphique ou téléphonique, la transmission de signaux sans autorisation à l'aide du télégraphe ou par tout autre

---

postale, était parfois effectué par les percepteurs des contributions directes. Je vous prie en conséquence de vouloir bien veiller à ce que les règles tracées par les circulaires des 3 octobre 1842 et 19 mars 1856 soient exactement observées ».

(1) *Bull. Off.* 1909, page 89.

moyen, l'établissement clandestin de lignes téléphoniques. Les autres infractions en matière postale, télégraphique ou téléphonique sont considérées comme infractions de droit commun, notamment l'usage d'un timbre poste ayant servi, la déclaration de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre chargée ou à la valeur réelle du contenu d'un colis postal, la dégradation des fils ou appareils télégraphiques, etc...

Nous ne nous attarderons pas à critiquer le système adopté en 1909. La distinction que ce système établit est pour le moins arbitraire, et pour classer telle ou telle infraction dans l'une ou l'autre catégorie, aucun critérium sérieux n'a été invoqué : en effet, le droit de transaction est accordé à l'administration des postes par des textes d'une portée générale (1), et les argumentations développées pour établir que ce droit n'existe pas à l'égard de certaines infractions et qu'en conséquence, celles-ci n'ont pas un caractère fiscal, sont sujettes à critique ; on ne voit pas, notamment, pourquoi l'usage d'un timbre poste ayant déjà servi constitue une infraction de droit commun, alors que ce délit cause nettement à l'administration des postes un préjudice matériel et pécuniaire.

Il serait plus logique de soutenir qu'aucune infraction en matière postale, télégraphique ou téléphonique, n'a un caractère fiscal, que toutes les infractions de cette nature sont de droit commun. Si l'administration des postes,

---

(1) C'est ainsi qu'aux termes de l'ordonnance du 19 février 1843 « l'administration des postes est autorisée à transiger avant comme après jugement, sauf l'approbation du ministre des finances, dans toutes les affaires contentieuses qui concernent son service ».

autrefois, a constitué une administration fiscale, ce caractère s'est effacé et elle n'a maintenant plus rien de commun avec les régies financières; elle est aujourd'hui une industrie, une entreprise d'une importance essentielle pour les relations sociales et économiques (1). Il n'y a pas plus de raison de considérer comme fiscales les recettes qu'elle réalise, que celles réalisées par les chemins de fer de l'Etat; et il n'y a pas plus de motifs pour considérer comme fiscales les infractions postales que les infractions à la police des chemins de fer.

L'administration des postes ne possède, avons-nous vu, le droit de poursuivre elle-même que les infractions à la loi du 4 juin 1859 sur le transport des valeurs déclarées (2); pour toutes les autres infractions fiscales, la poursuite ne peut être exercée que par le ministère public : la Chancellerie estime que l'administration est partie civile de plein droit dans ses poursuites, c'est-à-dire que même si elle n'intervient pas, elle est tenue d'avancer les frais et sera condamnée aux dépens si elle succombe; nous avons signalé ce qu'une telle théorie a de contraire à toutes les règles de notre droit; en fait la difficulté ne se présente pas car l'administration des postes intervient généralement à l'instance en se constituant partie civile (3).

Dans les poursuites pour infractions postales, quali-

---

(1) Cf. le rapport de M. Pierre Robert sur le budget annexe des postes et télégraphes de l'exercice 1923. Chambre des députés. Doc. parl. n° 4.817, pages 12 et 13.

(2) *Supra*, page 136.

(3) V. notamment Cass. 7 juin 1907. B. cr. n° 255. Cass. 1<sup>re</sup> août 1907. B. cr. n° 349. Cass. 24 mai 1912. B. cr. n° 285. Cf. *supra*, pages 138 et suiv.

fiées de droit commun, l'administration des postes est évidemment recevable à se constituer partie civile, comme dans toutes poursuites intentées à raison d'une infraction quelconque lui ayant causé un préjudice, mais dans ce cas elle n'est pas tenue de l'avance des frais et n'est pas chargée de les recouvrer (1). Les règles relatives à l'avance et au recouvrement des frais par l'administration elle-même, ne s'appliquent qu'aux infractions fiscales.

Comme en ce qui concerne les poursuites en matière de contributions indirectes et en matière de douanes, il a été décidé que la réglementation antérieure devait être maintenue sous le régime du décret du 5 octobre 1920. La Chancellerie et le Département des Postes se sont mis d'accord en 1925 pour admettre les règles suivantes : 1° l'administration des postes et télégraphes, dans toutes les affaires où elle est assimilée à une partie civile, conformément aux distinctions posées par la circulaire de la Chancellerie du 13 mars 1909, fait elle-même l'avance des frais de la procédure ; 2° ses agents se chargent de recouvrer sur les condamnés, outre les amendes fiscales prononcées à son profit, les frais de justice par elle exposés ; 3° au cas où ces recouvrements ne pourraient être effectués, notamment en raison de l'insolvabilité des condamnés, elle renonce à réclamer au département de la Justice la restitution, prévue par les articles 155 et 162 du décret du 5 octobre 1920, des sommes ayant servi à solder les frais de la procédure, et consent à en supporter la charge sur les crédits de son propre budget.

---

(1) Cf. *infra*, page 210.

## SECTION V

### Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre

L'intervention de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre devant les juridictions répressives est demeurée jusqu'à ces dernières années un fait exceptionnel dont les recueils d'arrêts ne fournissaient aucun exemple. Les infractions aux lois fiscales sur le timbre et l'enregistrement sont généralement réprimées au moyen d'amendes fixes ou droits en sus, recouvrés sur simples contraintes décernées par l'administration sans jugement préalable (1). Quelques rares infractions entraînent cependant des pénalités correctionnelles. Tels sont par exemple les délits d'usage ou vente de timbres mobiles ou papiers timbrés ayant déjà servi, punis d'une amende de 50 à 1.000 francs par les articles 21 des lois des 11 juin 1859 et 2 juillet 1862 (2); ces infractions, bien que préjudiciables à l'administration, ont été considérées comme étant de droit commun et non pas fiscales; à l'appui de cette manière de voir on peut invoquer le fait qu'elles doivent être commises « sciemment » alors qu'un

---

(1) Art. 64 loi du 22 frimaire an VII ; art. 32 loi du 13 brumaire an VII, et art. 76 loi du 28 avril 1916. — V. Dubineau : *Traité de l'Enregistrement*, 3<sup>e</sup> édit. 1924. — La contrainte doit être visée et déclarée exécutoire par le juge de paix. Ce n'est qu'en cas d'opposition à la contrainte qu'une instance s'engage devant le tribunal civil. Cf. Cass. 12 janvier 1925. B. civ. n° 8.

(2) On peut également citer l'article 46 de la loi du 22 frimaire an VII qui réprime les fausses mentions d'enregistrement dans les minutes et expéditions ; ce texte précise que « le délinquant sera poursuivi par la partie publique sur la dénonciation du préposé de la régie ».

des caractères essentiels de l'infraction fiscale est d'être purement matérielle et d'exister malgré la bonne foi du contrevenant. Dans tous les cas, l'administration de l'enregistrement s'est abstenue d'intervenir dans les poursuites de cette nature, même quand les procès-verbaux ont été dressés par ses agents (1).

Le titre II de la loi du 29 mars 1914, concernant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères, a au contraire sanctionné certaines de ses dispositions par des pénalités correctionnelles, d'un caractère fiscal, prononcées à la requête de l'administration de l'enregistrement. Il n'en est pas ainsi d'ailleurs de toutes les infractions prévues par cette loi; la plupart d'entre elles au contraire, restent soumises aux règles habituelles concernant les infractions fiscales en matière de timbre et d'enregistrement. Mais les articles 35 et 38 créent une procédure différente à l'égard de deux d'entre elles : 1° défaut de déclaration de la part des personnes faisant profession de payer ou acheter les coupons ou dividendes de valeurs étrangères; 2° paiement de ces coupons ou dividendes sans retenir ou avancer l'impôt. Ces infractions sont punies « d'une amende de 100 à 1.000 francs indépendamment du quadruple droit sur les coupons, chèques ou instruments de crédit qui auraient été payés sans retenue de l'impôt ». La première infraction (défaut de déclaration) est frappée de l'emprisonnement et d'une amende plus élevée « si le contrevenant, opérant tant pour

---

(1) Cass. 27 juillet 1906 B. cr. n° 303. Cass. 1<sup>re</sup> février 1913. B. cr. n° 63

son propre compte que pour le compte du Trésor, n'a pas d'établissement en France ». Les poursuites sont exercées soit par l'administration de l'enregistrement, soit par le ministère public; dans ce dernier cas, l'administration peut intervenir comme partie civile (1). Le ministère public a d'ailleurs seul qualité pour requérir l'application de la peine d'emprisonnement lorsqu'elle est encourue. Bien qu'aucun droit de transaction ne soit accordé à l'administration, le caractère fiscal de ces poursuites apparaît avec évidence : aussi les agents de l'enregistrement sont-ils invités « lorsque les assujettis reconnaîtront spontanément la contravention et accepteront de régler l'affaire à l'amiable », à provoquer de la part de ceux-ci une demande en remise qui est instruite par la direction générale dans la forme ordinaire (2). Il doit d'ailleurs être prononcé autant d'amendes et de quintuples droits qu'il y a de contraventions distinctes, et les juges n'ont pas à rechercher si les infractions commises l'ont été avec intention coupable : comme toutes les infractions fiscales, elles sont purement matérielles et existent par cela seul que des actes punissables ont été accomplis (3).

Les frais sont avancés par les receveurs de l'enregistrement, non pas sur les crédits de justice criminelle, mais au titre des avances à régulariser, « frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistre-

---

(1) Instruction Direction Générale Enregistrement n° 3467 du 26 janvier 1916.

(2) Même instruction.

(3) Cass. 25 mars 1920, arrêt reproduit *in extenso* dans l'Instruction de la Direction Générale de l'Enregistrement n° 3.700 du 15 juillet 1921. L'administration de l'enregistrement s'était constituée partie civile dans cette procédure, introduite par le ministère public.

ment ». Lorsque l'administration ne succombe pas, ils sont recouvrés directement par ses agents sur le condamné en même temps que les amendes. Lorsqu'elle succombe, elle est condamnée aux dépens et supporte définitivement les frais qu'elle a avancés (1).

Existe-t-il d'autres poursuites fiscales dans lesquelles l'administration de l'enregistrement ait la qualité de partie civile et soit à ce titre tenue d'avancer les frais de justice criminelle ?

La question se pose notamment en ce qui concerne les poursuites pour infractions aux articles 7 et 8 de la loi du 10 avril 1918 relative aux mesures contre les fraudes fiscales (2). L'article 7 de cette loi impose une affirmation de sincérité dans les déclarations de mutation par décès et dans les actes contenant mutation à titre onéreux d'immeubles et fonds de commerce. L'article 8 punit toute fausse affirmation des peines portées à l'article 366 du Code pénal, c'est-à-dire des peines du faux serment, et ajoute que les pénalités correctionnelles « se cumulent avec les peines dont les lois fiscales frappent les omissions

---

(1) En fait l'administration de l'enregistrement n'a jamais exercé l'action publique et n'est même intervenue comme partie civile que dans des cas exceptionnels. Elle se borne à signaler les faits délictueux par une plainte au Parquet et demeure étrangère à la procédure. La poursuite, bien que fiscale, est donc exercée comme en matière de droit commun, et il n'a jamais été question de considérer l'administration comme partie civile de plein droit en vertu de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920.

(2) Au contraire l'infraction prévue par l'article 44 de la loi du 13 juillet 1925 (dissimulation du véritable caractère des stipulations d'un contrat sous l'apparence de stipulation donnant ouverture à des droits moins élevés) ne donne lieu à aucune instance pénale ; elle est punie d'un double droit en sus et le recouvrement de cette pénalité est poursuivi par voie de contrainte ; les instances sont suivies dans les formes ordinaires de la procédure en matière d'enregistrement (Instruction Direction Générale Enregistrement, n° 3860 du 15 juillet 1925, § 9).

et les dissimulations ». L'article 9 dit que : « les poursuites seront engagées à la requête de l'administration de l'enregistrement », et portées devant les tribunaux correctionnels. Mais il semble bien qu'ici l'expression « à la requête » ne signifie pas que l'administration a qualité pour exercer la poursuite. En effet, il n'appartient pas, ainsi qu'il résulte de l'article 8, aux juridictions répressives de prononcer les sanctions fiscales frappant les omissions ou dissimulations; ces sanctions, suivant le droit commun en matière d'enregistrement, sont poursuivies par l'administration et recouvrées par voie de contrainte; le tribunal correctionnel n'est saisi que du délit de fausse affirmation qui est un délit de droit commun, différent de l'infraction fiscale. Nous pensons donc, que seul le ministère public a qualité pour poursuivre ce délit et qu' « à la requête » doit vouloir dire ici sur la plainte ou la dénonciation de l'administration (1).

Sans doute faut-il admettre la même interprétation en ce qui concerne les infractions aux dispositions fiscales concernant le chiffre d'affaire (art. 59 de la loi du 25 juin 1920) ou la taxe d'abatage (art. 143 de la loi du 13 juillet 1925). On sait que le recouvrement de ces impôts est partagé entre les administrations des contributions indirectes,

---

(1) C'est l'interprétation qui a prévalu dans la pratique, et bien que la circulaire de la Direction Générale de l'Enregistrement n° 3547 du 20 mai 1918, § 2 *in fine*, prévoit que les poursuites pourraient être intentées par l'administration, celle-ci, en fait, n'intervient pas dans les poursuites pour délit de fausse affirmation. Nous ne pouvons nous rallier à la décision du 16 décembre 1920, aux termes de laquelle « c'est à l'administration et non pas au service de la Trésorerie générale qu'il appartient d'assurer le recouvrement des condamnations pécuniaires prononcées par la juridiction correctionnelle pour dissimulation frauduleuse de prix de vente ». (Instruction Direction Générale Enregistrement n° 3.700, § 15, du 15 juillet 1921).

des douanes et de l'enregistrement selon les catégories de commerçants qu'ils concernent. Le décret du 24 juillet 1920 avait confié à l'administration de l'enregistrement la part la plus importante; le décret du 23 mai 1925 a restreint sa compétence aux banquiers, agents de change, assureurs, courtiers, etc... et a transféré à l'administration des contributions indirectes les attributions qui lui avaient été données par le précédent texte à l'égard des autres catégories de commerçants (1). Les infractions donnent lieu à des pénalités fiscales recouvrées par voie de contraintes décernées par les agents des administrations intéressées, et visées par le juge de paix; l'opposition à la contrainte donne lieu à une instance devant les tribunaux administratifs (art. 70 de la loi du 25 juin 1920). Mais une nouvelle infraction dans les trois ans constitue un délit correctionnel (2), poursuivi à la requête de l'administration compétente, et puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois (art. 68 de la même loi). Il s'agit bien ici avec évidence d'un délit de droit commun, qui n'est même sanctionné par aucune amende pénale ou fiscale et qui exige la mauvaise foi du contrevenant (3). Il semble donc que le rôle de l'administration dans la poursuite devrait se borner au dépôt d'une plainte. Mais la loi prévoit que le tribunal correctionnel pourra ordonner, *à la demande de l'admi-*

---

(1) Voir, au sujet de ce transfert d'attributions, la circulaire n° 3861 de la Direction Générale de l'Enregistrement du 20 juillet 1925.

(2) Sur les conditions exigées pour que cette récidive, d'un caractère particulier, soit réalisée, voir Cass. 7 mars 1924, B. cr. n° 114. Trib. corr. Dijon, 19 décembre 1925. *Gaz. Pal.* 28 janvier 1926.

(3) L'art. 68 ne réprime cette infraction que si elle a été commise intentionnellement, et l'instruction du ministère des Finances du 29 août 1926 (*Journ. Off.* du 3 sept. 1926) § VI, précise que la preuve de l'intention frauduleuse incombe à l'administration.

nistration, l'affichage du jugement et des insertions, aux frais du condamné. Le législateur paraît ainsi avoir prévu que l'administration serait partie à l'instance; a-t-il entendu lui confier l'exercice de l'action publique ou seulement un rôle de partie jointe ? Il est difficile de répondre à cette question, mais il semble bien que si l'administration intervient à un titre quelconque dans une semblable instance, elle doit, en vertu de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920, être considérée comme partie civile et, en cette qualité, faire l'avance des frais, les supporter définitivement si elle succombe, et les recouvrer sur le condamné si elle ne succombe pas (1).

---

(1) L'instruction commune du 4 mai 1921 portant les numéros 3691 de la Direction Générale de l'Enregistrement, 1208 de la Direction Générale des Contributions indirectes et 182 de la Direction Générale des Douanes, a décidé que l'instance serait engagée devant le tribunal correctionnel, par voie de citation directe à la requête de l'administration. La citation « rappellera les dispositions de l'art. 68 (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéas) de la loi du 25 juin 1920, et elle conclura à ce que le tribunal ordonne, le cas échéant, la publication et l'affichage du jugement conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905, et à ce qu'il fixe au minimum la durée de la contrainte pour le recouvrement des frais et dépens exposés par l'administration. Le ministère public ayant seul qualité à l'effet de requérir l'application de la peine d'emprisonnement, l'assignation devra se borner à viser les dispositions de l'article 68 (4<sup>e</sup> alinéa) de la loi du 25 juin 1920, en réservant expressément l'action du ministère public. L'assignation ne devra contenir aucune demande à l'effet d'obtenir une condamnation aux droits simples et aux amendes fiscales exigibles en vertu de l'article 68 (1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>) de la loi du 25 juin 1920, le conseil de préfecture étant en principe seul compétent à l'effet de connaître des demandes de cette nature... » L'instruction ajoute que le tribunal correctionnel a cependant qualité pour statuer sur toutes les questions soulevées incidemment, en cours de débat, alors même qu'elles toucheraient au principe même de l'exigibilité de l'impôt.

Malgré les termes de cette instruction, l'administration de l'enregistrement s'abstient d'intenter aucune action devant la juridiction répressive, se bornant à dénoncer l'infraction au Parquet et n'intervenant même pas dans la poursuite. Les administrations des contributions indirectes et des douanes suivent au contraire à la lettre les termes de cette instruction (Cf. les décisions citées page 193, note 2). Rien ne peut mieux faire saisir la confusion qui règne actuellement en ce qui concerne la distinction entre les infractions fiscales et de droit commun, puisque le mode de poursuite varie non pas avec la nature du délit, mais pour un même délit, suivant l'administration compétente pour le constater.

## SECTION VI

### **Administrations des Eaux et Forêts et des Ponts et Chaussées**

A la différence des administrations précédentes les administrations des eaux et forêts et des ponts et chaussées, si elles font l'avance des frais de justice dans les poursuites exercées par elles ou en leur nom, ne recouvrent jamais elles-mêmes ces frais ni les amendes prononcées.

Nous avons déjà indiqué quelles sont les procédures dans lesquelles ces administrations possèdent le droit d'exercer l'action publique et de transiger avec les contrevenants (1). Mais si l'administration forestière exerce en général elle-même les poursuites, les agents des ponts et chaussées laissent au Parquet le soin d'agir en son nom. La Chancellerie a décidé que l'administration des ponts et chaussées est dans tous les cas réputée partie civile et tenue de faire l'avance des frais, dans les poursuites pour délits de pêche fluviale dans les cours d'eau canalisés, exercées par le Parquet au nom de cette administration, et que l'administration forestière est soumise à la même règle, soit lorsque ses agents poursuivent eux-mêmes les délits de pêche fluviale dans les autres cours d'eau ou les délits forestiers, soit qu'elle soit représentée par le ministère public agissant en son nom. Mais une double exception est prévue en faveur de l'administration

---

(1) V. *supra* pages 134 et 135.

des eaux et forêts : la Chancellerie supporte les frais lorsque le Parquet a poursuivi d'office contrairement à l'avis formulé par l'administration forestière ou sans consulter ce service (1). On s'explique difficilement pourquoi les mêmes dérogations n'ont pas été stipulées en faveur de l'administration des ponts et chaussées. Quoiqu'il en soit, s'il est aujourd'hui de jurisprudence constante que l'administration forestière poursuivant elle-même, peut, comme toute partie civile, être condamnée aux dépens (2), aucune décision n'a encore sanctionné ce principe pour le cas où l'une ou l'autre de ces administrations est représentée dans les poursuites par le ministère public. Il ne semble pas cependant qu'une difficulté sérieuse puisse s'élever à ce sujet s'il est bien spécifié dans les pièces de la procédure que les magistrats du Parquet n'agissent qu'au nom et comme représentants de l'administration.

Les frais des poursuites sont donc avancés par l'administration intéressée. Mais contrairement à la règle suivie dans les affaires de douanes, de contributions indirectes ou de postes, ce ne sont pas les agents des forêts ou des ponts et chaussées qui acquittent directement les dépenses entre les mains des parties prenantes : les avances sont faites par les receveurs d'enregistrement, pour le compte de l'administration des eaux et forêts ou de celle des

---

(1) Circ. Chanc. des 17 juillet 1900 et 15 mai 1905. *Bull. Off.* 1900, page 114, et 1905, page 56. Il en est de même des frais exposés dans les poursuites exercées par le ministère public pour délit de pêche sur autrui (art. 5 de la loi du 15 avril 1829) lorsque le droit de pêche dans les cours d'eau appartient aux riverains et non à l'Etat.

(2) V. *supra*, pages 143, note 2 et 144, note 2.

ponts et chaussées; à cet effet des mémoires distincts précisant à quel ministère incombe la dépense sont présentés par les parties prenantes; ces mémoires rendus exécutoires par les magistrats et les états de frais payables sur simple taxe sont acquittés par le receveur de l'enregistrement établi près le tribunal saisi de l'affaire; ce comptable verse ensuite les taxes et mémoires à la caisse du receveur des finances chargé d'obtenir la régularisation de ces avances qui sont payables suivant le cas, sur les crédits des ministères de l'agriculture ou des travaux publics (1). Tous les frais, quels qu'ils soient, sont à la charge de ces départements et avancés dans les formes qui viennent d'être indiquées; il en est ainsi par exemple, des émoluments dûs aux greffiers pour délivrance des bulletins n° 2 du casier judiciaire; mais, afin d'éviter des réclamations successives pour des sommes minimales, ces émoluments doivent être compris par eux dans les mémoires qu'ils présentent en fin d'année pour obtenir le paiement des extraits et expéditions de jugements rendus dans les poursuites forestières ou de pêche fluviale, dont les frais incombent aux départements précités (2).

Lorsque l'administration ne succombe pas, elle n'en était pas moins condamnée aux dépens, comme toute partie civile, sous le régime du décret du 18 juin 1844, sauf son recours contre le condamné. Mais cette formule était, dans la circonstance, absolument dénuée d'effet. Les administrations

---

(1) Circ. Chanc. 15 mai 1905, *Bull. Off.* 1905, page 56. — Circ. Finances Comptab. publ. n° 1775 du 8 octobre 1900. — La circulaire du ministère des Travaux publics du 28 Juillet 1863 n'est plus en vigueur en ce qui concerne les modalités de l'avance des frais.

(2) Circ. Chanc. 15 déc. 1901, *Bull. Off.* 1901, page 221.

des eaux et forêts et des ponts et chaussées n'ont aucune qualité pour exercer des recouvrements; en matière forestière et de pêche fluviale, le recouvrement des amendes et des frais a toujours été de la compétence des agents ordinaires du Trésor chargés d'effectuer le recouvrement des condamnations pécuniaires, c'est-à-dire les receveurs d'enregistrement jusqu'à la loi du 29 décembre 1873, les percepteurs des contributions directes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1874. La formule pouvait même prêter à équivoque : certains percepteurs crurent devoir l'appliquer à la lettre et réclamèrent aux administrations intéressées le paiement du montant des dépens figurant dans les extraits de jugement délivrés par les greffiers en vue du recouvrement. A la suite d'échange de vue entre les Départements des Finances, de la Justice, de l'Agriculture et des Travaux publics, ce mode de procéder fut formellement condamné; le ministre des Finances estimait à juste titre qu'en ce qui concerne les frais déjà avancés par les administrations au cours de la procédure, il ne pouvait être question de les leur réclamer une seconde fois, et que, quant aux frais postérieurs au jugement définitif, par exemple, les droits dûs pour rédaction du bulletin n° 1 ou les droits d'enregistrement lorsque cette formalité avait eu lieu en débet, les percepteurs, en les réclamant aux administrations, auraient réalisé « un simple mouvement de fonds entre deux caisses de l'Etat »; il ajoutait : « Cette dernière opération, outre qu'elle imposerait au Trésor l'allocation, au profit des comptables, de remises injustifiées fournirait à ces derniers un moyen facile d'apurer leurs titres et de négliger le recouvrement contre les débiteurs réels. L'in-

sersion, dans les jugements, de la clause condamnant aux dépens les administrations publiques parties civiles présente donc des inconvénients lorsque l'exécution des sentences est confiée aux percepteurs, puisque cette clause leur indique, comme débiteurs des dépens, des services publics qui doivent être laissés en dehors des poursuites à fins de paiement de la dette... » (1) Il est clair que dans ces conditions la condamnation aux dépens, sauf recours, des administrations des eaux et forêts ou des ponts et chaussées non succombantes, n'avait aucune raison d'être. Elle n'en devait pas moins être prononcée, disait la Chancellerie : « Elle se justifie absolument lorsqu'il s'agit d'administrations publiques qui poursuivent elles-mêmes le recouvrement des condamnations pécuniaires qu'elles ont obtenues ». Et elle estimait que les tribunaux n'avaient pas à rechercher si ce recouvrement était abandonné par certaines administrations aux agents ordinaires du Trésor.

Les parties civiles non succombantes ne pouvant plus, aux termes du décret du 5 octobre 1920, être condamnées aux dépens, la question ne se pose plus aujourd'hui. Nous avons vu la difficulté résultant de cette réforme à l'égard des administrations qui recouvrent elles-mêmes. La difficulté ne se présente pas en matière forestière et de pêche fluviale. Mais les administrations des eaux et forêts et des ponts et chaussées ont actuellement le droit absolu de réclamer au Trésor le remboursement des frais qu'elles ont avancés, au moyen de mémoires rendus exécutoires par

---

(1) Lettre du 2 mars 1911.

les magistrats compétents et payables par les receveurs d'enregistrement sur les crédits de justice criminelle. On voit le circuit qui en résulterait; les frais, au cours de l'instruction, ont été avancés pour le compte de l'administration intéressée, par les bureaux d'enregistrement; les mémoires ainsi payés sont ensuite transmis au receveur des finances qui se les fait rembourser par les conservateurs des eaux et forêts ou ingénieurs des ponts et chaussées, lesquels leur délivrent des mandats sur des crédits à eux délégués par les Départements de l'Agriculture ou des Travaux publics; le remboursement qui serait consenti à ces administrations non succombantes consisterait à faire reporter au crédit de leurs Départements respectifs les sommes avancées qui, par de nouvelles écritures passées aux bureaux de l'enregistrement, seraient définitivement imputées sur le chapitre des frais de justice criminelle. On ne voit pas l'intérêt que présenterait cette nouvelle opération. En fait, les administrations des eaux et forêts et des ponts et chaussées, se sont, jusqu'à ce jour, abstenues de demander le remboursement auquel elles ont droit.

En toute hypothèse, le recouvrement, tant des frais que des amendes forestières ou de pêche fluviale, est poursuivi par les percepteurs sur les condamnés, et les sommes recouvrées rentrent dans les caisses du Trésor au titre du produit des amendes et des condamnations pécuniaires. L'administration intéressée conserve d'ailleurs le droit de transiger, même après le jugement; elle doit alors en aviser le percepteur qui ne peut plus poursuivre que pour

le montant de la somme fixée par la transaction (1). Les frais de justice ne peuvent d'ailleurs être réduits par transaction.

Lorsque l'administration succombe, elle est condamnée aux dépens (2). Ce principe n'a pas été modifié par le décret du 5 octobre 1920, mais, sous le nouveau comme sous l'ancien régime, il ne comporte aucune conséquence pratique. Les frais postérieurs au jugement n'existent pas puisque l'inculpé étant acquitté il n'y a même pas de bulletin n° 1 à dresser; quant aux frais antérieurs, ils ont été avancés sur les crédits de l'administration poursuivante. Il n'y a donc aucun recouvrement à opérer. En pratique, la situation de l'administration est exactement la même, qu'elle succombe ou qu'elle ne succombe pas : dans les deux hypothèses, les frais ont été avancés sur ses crédits spéciaux au lieu de l'être sur les crédits de justice criminelle, et dans les deux hypothèses les frais ainsi avancés restent définitivement imputés sur ces crédits. Dans ces conditions l'assimilation des administrations des eaux et forêts et des ponts et chaussées est purement apparente, et l'intérêt matériel et pécuniaire, invoqué pour justifier cette assimilation, est illusoire. Quel intérêt matériel et pécuniaire pourrait d'ailleurs avoir une

---

(1) Instruction du 5 juillet 1895 sur le service des amendes et condamnations pécuniaires, nos 161 et suivants. C'est également le percepteur qui est chargé du recouvrement lorsque la transaction intervient avant le jugement. V. aussi les circulaires de l'administration forestière nos 554 et 612 des 31 décembre 1898 et 16 juillet 1901.

(2) Les droits et honoraires des avoués et conseils du prévenu acquitté ne rentrent pas dans les dépens et ne peuvent jamais être mis à la charge de l'administration succombante. Cass. 29 octobre 1824, B. cr. n° 155. Cass. 2 avril 1836, B. cr. n° 106. Cass. 7 avril 1837, B. cr. n° 104.

administration dont la jurisprudence proclame qu'elle ne fait qu'un avec l'Etat (1) et qui n'a même pas qualité pour effectuer la moindre recette ? (2)

Quoiqu'il en soit, il est constant, et c'est même le seul effet pratique de cette prétendue assimilation, que les frais des poursuites exercées pour les délits forestiers et délits de chasse dans les forêts soumises au régime forestier, d'une part, et pour les délits de pêche fluviale dans les cours d'eau canalisés, d'autre part, sont avancés sur des crédits inscrits aux budgets de l'Agriculture et des Travaux publics, au lieu de l'être sur les crédits de justice criminelle alloués à la Chancellerie. Il est d'ailleurs certain aujourd'hui que seuls les frais des poursuites pour délits de pêche dans les cours d'eau canalisés sont imputables sur les crédits spéciaux du ministère des Travaux publics; l'administration des ponts et chaussées s'est toujours refusée à avancer sur ses crédits les frais des poursuites pour infractions à la police des cours d'eau, infractions concernant la navigation sur les canaux, mutilation ou destruction d'arbres sur les routes nationales, même si le procès-verbal a été dressé par un agent de cette administration; la Chancellerie s'est finalement rangée à cette manière de voir (3).

---

(1) Cass. 13 juillet 1923, B. cr. n° 226. Nancy 22 février 1923, D. P. 1923 2.81.

(2) Il est vrai que si l'administration elle-même n'a aucun intérêt matériel, ses préposés en ont un, consistant dans les gratifications accordées aux agents verbalisateurs pour tout délit de pêche ou de chasse constaté, lorsque la poursuite a abouti à une condamnation ou à une transaction. Voir les circulaires de la direction de la comptabilité publique des 30 décembre 1890 et 7 mai 1898.

(3) V. notamment décision du 5 mai 1885, *Bull. Off. Justice* 1885, page 63.

## SECTION VII

### **Administration des Contributions directes**

Les infractions fiscales en matière de contributions directes et taxes assimilées n'entraînent pas, en général, des poursuites devant les juridictions répressives. Les droits en sus, majorations et amendes, sont prononcés par les directeurs des contributions directes et recouvrés par eux. Le redevable peut seulement former une demande en remise, sur laquelle il est statué par le directeur général des contributions directes ou le ministre des finances, suivant les distinctions et dans les formes prévues par le décret du 9 septembre 1923. Une instance en réduction ou décharge peut en outre être intentée devant le conseil de préfecture, compétent aux termes de l'article 4 de la loi du 26 pluviôse an VIII. C'est ainsi que le conseil de préfecture aurait compétence pour statuer sur les contestations relatives aux majorations appliquées pour non paiement des cotes en temps utile, en exécution de l'article 50 de la loi du 22 mars 1924 (1). Certaines fraudes sont cependant déferées aux tribunaux correctionnels; elles constituent alors, en règle générale, des infractions de droit commun, et l'administration n'intervient pas dans ces poursuites. Ainsi l'article 67 de la loi du 22 mars 1924, aujourd'hui abrogée par l'article 23 de la loi du 13 juillet 1925, pré-

---

(1) Quelquefois le législateur attribue aux conseils de préfecture, statuant comme en matière de contravention, le soin de prononcer eux-mêmes les amendes, sur requête présentée sans frais par les directeurs (Art. 29 de la loi du 31 juillet 1917 et 46 de la loi du 22 mars 1924).

voyait, en ce qui concerne les bordereaux de coupons, à côté d'infractions fiscales entraînant des amendes prononcées par les directeurs des contributions directes, une infraction de droit commun (indications inexactes fournies volontairement dans la rédaction du talon du bordereau), punie de peines correctionnelles; et l'article 16 du décret du 16 septembre 1924 décidait que, lorsque l'administration constaterait cette infraction, elle se bornerait à transmettre le dossier au Parquet. De même l'article 52 de la loi du 22 mars 1924 dispose : « S'il est établi que le contribuable a agi dans le but de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel de ses impôts, soit qu'il ait volontairement omis de faire sa déclaration dans les délais prescrits par la loi concernant l'impôt général sur le revenu, les impôts cédulaires et l'impôt de mutation par décès, soit qu'il ait volontairement dissimulé une part des sommes sujettes à l'impôt, il sera passible, *indépendamment des sanctions fiscales* en vigueur d'une amende de 1.000 à 5.000 francs à la condition, en cas de dissimulation, que l'insuffisance atteigne au moins 10 % ». Le texte prévoit en outre que le tribunal pourra ordonner la publication et l'affichage du jugement, et ajoute : « Préalablement à toutes poursuites le contribuable sera mis en demeure, par lettre recommandée, de faire ou de compléter sa déclaration dans un délai qui ne pourra être moindre de quinze jours, ni excéder un mois. En cas d'accord, le redevable ne sera passible que de l'amende fiscale. En cas de contestation il sera statué par la juridiction compétente. Les poursuites correctionnelles pourront, s'il y a lieu, être engagées soit dès l'expiration

du délai supplémentaire, plus haut visé, soit en cas de déclaration contestée, dès la décision de la juridiction compétente ».

L'administration des contributions directes reste étrangère à la poursuite pénale, qui est absolument distincte des sanctions fiscales, et qui ne peut même être exercée, en cas de contestation, qu'après la solution de l'instance fiscale engagée devant la juridiction administrative. Il s'agit ici d'un véritable délit de droit commun qui exige la mauvaise foi, et exclut tout droit de transaction (1). Et, tels semblent être également les caractères des infractions prévues par l'article 21 de la loi du 13 juillet 1925 qui punit, en outre des sanctions prévues par l'article 366 du Code pénal, d'une amende égale à la moitié du montant de l'avoir dissimulé, sans préjudice de l'affichage, l'absence de déclaration ou la déclaration sciemment inexacte, au contrôleur des contributions directes, des biens mobiliers ou immobiliers possédés à l'étranger. Dans aucune de ces instances correctionnelles l'administration ne paraît avoir qualité ni pour exercer l'action publique, ni pour intervenir comme partie civile (2).

Le délit de dissimulation frauduleuse de bénéfices de

---

(1) Il paraît bien en être de même du délit prévu par l'article 112 de la loi du 25 juin 1920, bien que ce texte dispose que les poursuites correctionnelles sont exercées à la requête de l'administration compétente ; l'expression *à la requête* semble signifier une plainte ou une dénonciation de la part de l'administration qui a constaté le délit.

(2) L'article 53 de la même loi punit des peines prévues à l'article 21 les héritiers ou légataires qui ne déclarent pas dans les délais légaux, les biens déposés à l'étranger. C'est alors l'administration de l'enregistrement et non plus celle des contributions directes qui est appelée à constater le délit. L'instruction de l'administration de l'enregistrement n° 3.800 du 15 juillet 1925, § 17, stipule que les sanctions correctionnelles pourront être requises sur une simple demande de l'administration, qui devra saisir le Parquet.

guerre réprimé par l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1916, est également, sans aucun doute, un délit de droit commun; les sanctions correctionnelles édictées par ce texte sont indépendantes des sanctions fiscales prévues par l'article 13 et que peuvent prononcer les commissions administratives instituées à cet effet. La loi du 29 mai 1922 a cependant expressément autorisé l'administration à se constituer partie civile dans les informations ouvertes par application de l'article susvisé (1). Nous avons signalé plus haut le caractère exceptionnel de cette disposition, et quelles critiques elle soulève au point de vue des principes juridiques (2). L'administration des contributions directes prescrit à ses agents de ne pas demander de dommages-intérêts (3). Son intervention a pour seule portée de lui conférer un droit de regard sur la procédure, afin d'en hâter la solution. C'est d'une façon purement apparente qu'elle joue le rôle de partie civile, puisque par définition une partie civile est une partie qui a des intérêts civils à défendre, et qu'elle n'a même pas qualité, comme les administrations que nous avons précédemment examinées, pour requérir des pénalités fiscales qui ont, dans une certaine mesure le caractère de réparations civiles (4). Aussi la Chancellerie, d'accord avec l'administration des contributions directes, a-t-elle décidée : 1° que cette administration, lorsqu'elle se constitue partie civile dans les

---

(1) Cf. Cass. 30 avril 1925. B. cr. n° 139.

(2) Cf. *supra*, page 115.

(3) Circ. Direction Générale Contributions Directes n° 1.392 du 1<sup>er</sup> septembre 1922.

(4) La circulaire du 1<sup>er</sup> septembre 1922 porte que l'administration des contributions directes doit à l'audience s'en rapporter à justice sur l'application de la peine.

poursuites pour dissimulation frauduleuse de bénéfices de guerre, n'aurait jamais à faire l'avance des frais de justice; les frais doivent être, comme dans les affaires ordinaires, avancés par les receveurs d'enregistrement sur les crédits de justice criminelle; 2° que, même au cas où elle succomberait elle n'aurait pas à supporter les dépens (1). Il reste à savoir si la jurisprudence sanctionnera cette dérogation au principe d'après lequel toute partie civile succombante est condamnée aux dépens; si elle s'y refuse, il n'en résultera qu'un mouvement de fonds entre deux caisses de l'Etat, les frais avancés sur les crédits de justice criminelle devant être remboursés sur les crédits alloués à l'administration des contributions directes. Une telle opération serait dénuée de tout intérêt pratique, et la solution adoptée par la Chancellerie se justifie aisément; il est seulement regrettable que la circulaire qui consacre cette solution, la motive par des considérations erronées (2).

---

(1) Circ. Chanc. 20 janvier 1923, *Bull. Off.* 1923, page 11.

(2) Cette circulaire prétend justifier l'exonération des frais, accordée à l'administration des contributions directes, par le caractère particulier de cette administration qui, à la différence notamment des administrations des contributions indirectes ou des douanes, n'agit pas en son nom propre mais seulement en celui de l'Etat, et n'a pas « une sorte d'autonomie financière, des droits spéciaux à sauvegarder ». On retrouve là les formules employées à de nombreuses reprises depuis l'instruction de 1836 et qui sont en complète contradiction avec les règles de notre organisation administrative et financière.

## SECTION VIII

### **Administrations publiques se constituant parties civiles à raison d'un délit de droit commun**

Dans toutes les poursuites *fiscales* exercées par une administration publique ou en son nom, ou au cours desquelles une administration intervient comme partie civile, les frais de l'instance ne sont jamais avancés sur les crédits de justice criminelle : c'est l'administration en cause qui les avance directement ou qui rembourse les avances faites pour elle par les receveurs de l'enregistrement. A ce principe il n'existe qu'une exception apparente : l'administration des contributions directes, intervenant en vertu de la loi du 29 mai 1922, n'est, en réalité, ni partie poursuivante, ni partie civile, et la procédure dans laquelle elle intervient n'a d'ailleurs pas un caractère fiscal.

Mais l'Etat, représenté par les diverses administrations, peut être lésé par une infraction de droit commun. S'il se constitue partie civile, comment seront avancés les frais de la poursuite ? La seule solution logique est évidemment que les frais soient comme dans toute procédure pénale, avancés sur des crédits de justice criminelle, c'est-à-dire sur les crédits qui, dans le budget de l'Etat, sont spécialement affectés au paiement des frais des poursuites répressives ; le fait que l'Etat a été lésé pécuniairement par l'infraction et qu'il demande des dommages-intérêts ne semble pas devoir modifier le mode d'avance des frais, car il n'y a pas intervention d'une tierce personne dans

le débat : celui-ci reste circonscrit entre le prévenu d'une part, et, d'autre part, l'Etat poursuivant au double point de vue de ses inérêts matériels et de l'intérêt général d'ordre public.

Ce n'est cependant pas cette solution qui a été adoptée, jusqu'à une époque récente par la Chancellerie, toujours préoccupée de décharger dans la plus large mesure, le budget des frais de justice. Diverses circulaires ont rappelé, depuis l'instruction de 1826, que lorsqu'une administration publique se constitue partie civile, les frais sont avancés par les receveurs de l'enregistrement, non pas sur les crédits de justice criminelle, mais pour le compte de l'administration intéressée et sauf régularisation ultérieure (1).

Mais ce système, s'il se justifie parfaitement pour les communes et établissements publics qui sont des personnes morales distinctes, était illogique lorsque seules les administrations de l'Etat étaient en cause : il se traduisait alors uniquement par des opérations de comptabilité dont l'utilité était nulle. Des difficultés pratiques se sont d'ailleurs présentées à diverses reprises, les receveurs d'enregistrement n'étant autorisés à faire des avances que pour le compte de certaines administrations et pour certaines catégories de dépenses (2). Aussi les ministères des Finances et de la Justice se sont mis récemment d'accord

---

(1) Circ. du 27 juin 1835, *Rec. Off.* tome I, p. 419, et circ. du 12 décembre 1879, *Bull. Off.* 1879, page 252.

(2) C'est ainsi qu'en 1923, un receveur d'enregistrement n'a pas cru devoir payer pour le compte du ministère des Régions libérées, des mémoires de frais de justice, régulièrement ordonnancés par les magistrats, à l'occasion d'une procédure au cours de laquelle cette administration s'était constituée partie civile.

pour décider que les frais seront dorénavant toujours imputés sur les crédits de justice criminelle. Cette solution s'appuie d'ailleurs juridiquement sur l'article 147 du décret du 5 octobre 1920 qui prévoit un semblable règlement en l'absence de consignation; or, il n'est pas douteux que si l'article 163 ne dispense expressément de consignation que les administrations publiques parties civiles de plein droit, cette dispense s'étend aux cas où les administrations se constituent parties civiles.

Si l'administration ne succombe pas, elle ne peut plus être condamnée aux dépens depuis le décret du 5 octobre 1920. Les frais avancés sur les crédits de justice criminelle sont recouvrés, sur le condamné, par les percepteurs, en vertu du droit commun, en même temps que les dommages-intérêts alloués à l'Etat, ou à l'administration qui le représente, au compte « Produit des amendes et condamnation pécuniaire » (1). Il en est ainsi même si l'administration qui s'est portée partie civile dans une procédure de droit commun est une de celles qui, dans les poursuites fiscales sont chargées de l'avance et du recouvrement : ces administrations n'ont qualité pour recouvrer que les amendes fiscales et les frais des instances fiscales (2).

---

(1) Instruction Finances du 5 juillet 1895, §§ 3 et 7. En conséquence les dommages-intérêts alloués doivent figurer comme les amendes et les frais sur les extraits délivrés par le greffier au service du recouvrement.

(2) Les amendes, frais et dommages-intérêts alloués à toute administration de l'Etat dans les procédures pour crimes ou délits de droit commun, sont toujours recouvrés par les percepteurs au titre des amendes et condamnations pécuniaires. Toutefois, en ce qui concerne l'administration des postes et télégraphes, depuis la loi du 30 juin 1923, art. 70, qui a créé le budget annexe des postes, les dommages-intérêts alloués à cette administration, partie civile, ne rentrent pas dans le budget général et lui sont reversés, déduction faite des frais de régie.

Si l'administration succombe, les juges doivent évidemment la condamner aux dépens, mais cette formule ne peut avoir aucune conséquence pratique; il n'y aurait aucun intérêt à ce que l'administration de l'enregistrement qui a avancé les frais, les recouvre sur une autre administration de l'Etat, alors surtout que, s'agissant d'une poursuite pénale exercée dans l'intérêt de l'ordre public, il est normal que les frais en soient supportés par le chapitre spécialement affecté à ces dépenses. Le prévenu acquitté ne saurait non plus se prévaloir de la condamnation aux dépens prononcés contre l'administration, pour réclamer à celle-ci les frais de son avoué dont l'assistance aurait été reconnue nécessaire par le tribunal; nous savons, en effet que ces frais ne doivent jamais être supportés par l'Etat (1).

## SECTION IX

### Départements, Communes et Etablissements publics

Nous avons vu que les départements, les communes et les établissements publics peuvent être appelés, soit à exercer certaines poursuites *fiscales* à raison d'infractions concernant la perception des impôts départementaux et communaux ou des taxes perçues au profit des établissements publics, soit à intervenir dans des instances *fiscales* de cette nature, en vue de faire prononcer à leur profit les sanctions pécuniaires prévues par la loi. Dans

---

(1) Cf. les arrêts cités pages 180, note 2, et 201, note 2.

ces cas, le département, la commune ou l'établissement public est assimilé à une partie civile dans l'instance. Par contre, nous avons essayé de démontrer qu'une telle qualité ne peut leur être attribuée de plein droit, sous le prétexte qu'ils auraient intérêt à la poursuite, dans aucune procédure de droit commun intentée par le Parquet (1).

Mais les établissements publics comme les collectivités territoriales dotées d'un budget propre, ont qualité pour se constituer parties civiles et réclamer des dommages-intérêts à raison d'un délit quelconque qui leur a causé préjudice.

Dans aucune de ces hypothèses le département, la commune et l'établissement public n'ont à consigner les frais de la procédure; ils en sont dispensés par l'article 163 du décret du 5 octobre 1920. Les frais ne sont pas non plus avancés directement par les personnes morales intéressées; ils sont payés aux parties prenantes, sur la taxe du juge, par les receveurs des finances ou par les percepteurs. à l'exception des taxes à témoins et droits de timbre et d'enregistrement, qui sont avancés par les receveurs d'enregistrement et leur sont remboursés chaque mois par les trésoriers-payeurs généraux ou receveurs des finances (2). Les divers frais dont chaque affaire a nécessité l'avance sont totalisés et portés dans les écritures des trésoriers généraux au débit du compte de trésorerie : « Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics ».

---

(1) Cf. *supra*, pages 146 et s.

(2) Instruction Finances du 5 juillet 1895, § 8.

Si la partie civile succombe, elle est condamnée aux dépens, et dans ce cas le mandatement des frais avancés est demandé à l'ordonnateur de la commune ou de l'établissement intéressé (1). Si elle ne succombe pas, le percepteur consignataire de l'extrait de jugement poursuit sur le condamné le recouvrement tant des frais que des amendes et dommages-intérêts qui sont encaissés comme produits budgétaires au compte : « Produit des amendes et condamnations pécuniaires ». Lorsque le recouvrement a été effectué, le préfet, auquel des crédits sont délégués à cet effet sur le chapitre « Répartition de produits d'amendes », émet au nom du trésorier-payeur général un mandat dont le montant est appliqué au crédit du compte « Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics », débité des avances qui ont été faites par ce comptable; et il émet, d'autre part, au nom du receveur de la commune ou de l'établissement public un mandat représentant les restitutions ou dommages-intérêts qui leur ont été attribuées déduction faite des frais de régie (2). Mais *quid* lorsque le recouvrement n'a pu être effectué par suite de l'insolvabilité du condamné ? Jusqu'au décret du 5 octobre 1920 la partie civile même non succombante était condamnée aux dépens; aussi les instructions sur le service des amendes et condamnations pécuniaires prescrivaient aux comptables du Trésor, dans le cas d'insolvabilité comme en cas d'acquiescement, de demander le rem-

---

(1) Instr. Fin. 5 juillet 1895, § 9.

(2) *Ibid.* § 9, et § 474 et suivants. Les sommes allouées aux départements font l'objet de mandats au nom du trésorier général qui en porte le montant au crédit du budget départemental.

boursement des frais à l'ordonnateur de la commune ou de l'établissement public. La situation n'est plus la même aujourd'hui. Si ce remboursement était demandé et obtenu, la commune ou l'établissement public serait fondé à présenter ensuite, comme peut le faire toute partie civile non succombante, un mémoire pour se faire restituer les frais. L'opération envisagée aboutirait donc à faire supporter par les crédits de justice criminelle les dépenses avancées sur les crédits de « Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics ». Il est clair qu'il n'en résulterait aucun allègement pour le budget général de l'Etat.

## SECTION X

### Etude critique

La question des frais de justice dans les poursuites dans lesquelles l'Etat ou une administration publique est partie civile soulève, nous l'avons vu, de nombreuses difficultés. En ce qui concerne les instances de droit commun, ces difficultés paraissent devoir être écartées dans le système qui tend à prévaloir depuis quelques années : les frais sont avancés et recouvrés comme s'il n'y avait pas **partie civile. Cette solution est la seule logique.** L'Etat est intéressé dans toute procédure pénale, au point de vue de l'ordre public. Lorsqu'il s'ajoute à cet intérêt un intérêt pécuniaire, c'est toujours l'Etat seul qui poursuit les prévenus, et peu importe qu'il revête un double aspect et soit représenté par deux fonctionnaires différents. Mais

alors il n'est plus exact de dire que l'Etat, ou l'administration qui agit en son nom, est soumis, au point de vue des frais, aux mêmes règles que les parties civiles ordinaires. A vrai dire, ces règles sont entièrement écartées et la constitution de partie civile n'a plus aucun effet sur l'avance et le sort final des frais; ceux-ci sont avancés par les receveurs d'enregistrement sur les crédits de justice criminelle comme s'il n'y avait pas partie civile; ils sont définitivement supportés par ces crédits si le prévenu est relaxé; au cas contraire ils sont recouvrés par les percepteurs sur le condamné, et rentrent dans les caisses du Trésor au titre du produit des amendes et condamnations pécuniaires. Quant au remboursement auquel a droit la partie civile non succombante qui a avancé les frais, il n'en saurait être question, l'Etat ne pouvant se rembourser lui-même. Tout se passe exactement comme s'il n'y avait pas de partie civile. L'Etat assume d'ailleurs des obligations identiques, lorsqu'il n'est pas partie civile que lorsqu'il prend cette qualité; dans les deux cas il supporte les frais si le prévenu est acquitté; la formule qui le condamne aux dépens, s'il est partie civile, n'a aucune portée pratique; s'il n'est pas partie civile il n'est pas condamné aux dépens mais doit cependant les supporter.

Que devient, dans ce système, l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 ? Il est lettre morte. Il est vrai que ce texte ne paraît pas avoir prévu le cas de l'Etat ou d'une administration publique se constituant partie civile dans une poursuite pour crime ou délit de droit commun. Mais on ne peut en faire complètement abstraction dans cette hypothèse. En déclarant que les administrations publiques

sont assimilées aux parties civiles, sauf en ce qui concerne la consignation préalable, dans certaines catégories de poursuites, il sous-entend évidemment que les administrations, lorsqu'elles se constituent parties civiles, sont, sous la même restriction, soumises aux mêmes règles que les particuliers. Or rien ne serait plus contraire à la réalité; malgré les termes de l'article 163, les administrations publiques, qui se constituent parties civiles, ne sont soumises à aucune des règles applicables aux parties civiles ordinaires, l'avance et le recouvrement des frais étant assumés par les services chargés de ces opérations dans les procédures sans parties civiles.

En ce qui concerne les instances fiscales, les questions soulevées sont beaucoup plus complexes. L'article 158 du décret du 18 juin 1811 paraît bien n'avoir eu d'autre but que d'assimiler aux parties civiles, dans les poursuites *fiscales* intentées par elles ou en leur nom, les administrations en *régie*, dotées d'une certaine autonomie financière. Il devait avoir pour effet de décharger le budget général des frais de ces poursuites pour les faire supporter par les administrations. Mais les régies financières ayant disparu peu d'années après le décret de 1811, l'article 158 aurait dû être modifié. Il ne l'a pas été et les bureaux de la Chancellerie l'ont utilisé pour restreindre l'augmentation constante des crédits budgétaires affectés au chapitre des frais de justice en faisant imputer sur d'autres chapitres du budget les frais des instances fiscales. C'est ainsi qu'une disposition surannée a pu survivre et a été reproduite presque sans modification dans le décret du 5 octobre 1920. Etant admis que ce

texte ne vise que les poursuites d'un caractère fiscal, il faut d'abord rechercher quelles instances présentent ce caractère. Mais, dans l'état actuel des textes, il est absolument impossible de résoudre la question. On ne peut trouver un critérium dans le droit de transaction car ce droit n'est pas toujours expressément prévu et se déduit souvent, au contraire, du caractère fiscal de l'infraction admis *a priori*. Dire que le délit est fiscal lorsque la peine qui le réprime a en partie le caractère de réparation civile, ne peut faciliter la solution du problème, car il faudrait d'abord déterminer dans quel cas la peine présente ce caractère. On ne peut attribuer le caractère fiscal à un délit par le fait qu'il cause un préjudice pécuniaire à l'Etat : un bris de clôture commis dans un immeuble national n'a jamais été considéré comme une infraction fiscale. On ne peut non plus considérer comme déterminante l'idée d'une fraude commise dans la perception des impôts; les délits forestiers et de pêche fluviale seraient écartés, et bien des fraudes fiscales constituent certainement des délits de droit commun. C'est donc, à défaut d'élément spécifique, dans chaque espèce particulière que la question doit être examinée et résolue d'après l'ensemble des éléments caractéristiques de l'infraction.

Mais une fois admis le caractère fiscal d'une infraction déterminée, dans quelle mesure l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 est-il appliqué lorsqu'il prescrit que l'administration intéressée est assimilée à une partie civile ? Il ne l'est pas et ne peut pas l'être quand il édicte cette assimilation en dehors de toute action ou

intervention de l'administration, car il violerait une règle essentielle de notre droit. Si l'administration compétente agit ou intervient, elle avance les frais de la poursuite pénale sur des crédits qui lui sont spécialement alloués à cet effet; à la différence d'une partie civile ordinaire elle n'a pas à consigner, même lorsqu'elle met en mouvement l'action publique, mais doit toujours avancer tous les frais de l'instance même lorsqu'elle intervient dans une poursuite déjà commencée, sauf toutefois en cas de poursuites mixtes. Les règles relatives à l'avance des frais varient d'ailleurs avec les administrations; les unes payent directement par leurs préposés; pour les autres l'avance est faite en leur nom par les receveurs d'enregistrement. Si d'autre part, comme toute partie civile, les administrations succombantes sont condamnées aux dépens, il s'agit là d'une formule sans conséquence, car l'Etat n'a aucun intérêt à exercer sur elles des recouvrements et elles ne peuvent jamais être astreintes à rembourser au prévenu acquitté les honoraires de son avoué. Si elles ne succombent pas, elles s'abstiennent en pratique de se faire restituer leurs avances par le Trésor, et certaines d'entre elles, les administrations des contributions indirectes, des douanes, des postes et de l'enregistrement, recouvrent elles-mêmes les frais sur le condamné, à la différence d'une partie civile ordinaire, et supportent les risques de son insolvabilité, tandis que les autres, tels les eaux et forêts ou les ponts et chaussées, laissent les percepteurs recouvrer sur le condamné pour le compte du Trésor, les avances faites par elles et qui restent définitivement à leur charge. En tout état de cause, l'article

163 est inappliqué : l'assimilation des administrations publiques aux parties civiles ne se traduit que par une condamnation aux dépens, condamnation purement théorique prononcée contre l'administration succombante, et par l'avance et l'imputation des frais sur des chapitres budgétaires autres que les crédits de justice criminelle, sans qu'on puisse apercevoir un intérêt quelconque comme contre-partie des complications de comptabilité qui en résultent.

Dans les instances fiscales, comme dans les instances de droit commun, l'intervention de l'Etat, représenté par un agent public ou par une administration quelconque, en qualité de partie civile, ne devrait modifier en rien les règles d'avance, d'imputation et de recouvrement des frais, et l'article 163 § 1<sup>er</sup> du décret du 5 octobre 1920 devrait être abrogé.

L'assimilation aux parties civiles ordinaires s'impose au contraire lorsque la personne morale de droit public qui intervient dans l'instance pénale est une de celles qui, comme les départements, les communes ou les établissements publics, possèdent une personnalité distincte de l'Etat et un budget particulier. En l'absence de textes particuliers, cette assimilation résulterait du droit commun. On comprend cependant que de telles parties civiles soient dispensées de consigner. On ne peut au contraire justifier que le texte qui leur accorde cette dispense prétende les considérer dans certains cas comme des parties civiles de plein droit contre leur gré et sans leur intervention. Dans tous les cas, si l'Etat croit devoir avancer

les frais des procédures dans lesquelles elles sont intervenues, il est légitime que des dispositions spéciales se préoccupent de régulariser les dépenses, qui doivent évidemment incomber, le cas échéant, aux budgets intéressés et ne sauraient rester à la charge de l'Etat.

---

---

## CONCLUSION

---

Dans la réglementation des charges imposées aux parties civiles quant au paiement des frais de justice, se révèlent dans une certaine mesure les idées du législateur sur les principes généraux de la procédure pénale.

Le décret du 18 juin 1811 imposait aux parties civiles des règles rigoureuses : obligation d'avancer les frais, condamnation obligatoire à tous les dépens.

Nous avons vu que cette tendance n'était pas nouvelle et se rattachait, à travers la procédure inquisitoire de l'ancien régime, aux principes du système accusatoire.

Le système inquisitoire tend à ne laisser en présence dans le débat pénal que le ministère public et le prévenu ; l'action publique exercée au nom de la Société devant les juridictions répressives, aux fins d'application des peines, à la suite d'une procédure secrète, se sépare nettement de l'action civile aux fins de dommages-intérêts qui paraît rentrer plus naturellement dans la compétence de la juridiction civile.

Ce n'est qu'à la suite d'une longue évolution qu'une différenciation aussi absolue s'est produite entre les deux actions résultant de l'infraction. Ces deux actions sont restées longtemps confondues, comme la sanction pénale est longtemps restée indistincte de la réparation civile ; dans la procédure accusatoire, la victime du délit était à la fois ministère public et partie civile et engageait la poursuite à ses risques et périls.

Le système inquisitoire, qui tend à écarter la partie lésée du procès pénal, a maintenu, au préjudice des parties civiles, des charges que justifiait seul leur ancien rôle d'accusateur.

Mais ce système sacrifiait trop les intérêts particuliers atteints par l'infraction. Une réaction s'est produite au XIX<sup>e</sup> siècle, qui a ouvert plus largement aux citoyens lésés l'accès des juridictions répressives en augmentant leurs droits et en diminuant leurs charges et les risques de leur intervention. Faut-il voir dans ce mouvement un retour regrettable vers le passé ?

Sans doute on doit considérer comme acquise, dans notre système juridique moderne, l'idée que l'infraction fait naître une double action, de la part de l'Etat, chargé du maintien de l'ordre public, et de la part du particulier injustement attaqué. Mais ces deux actions, nettement séparées et à fins bien distinctes, n'ont rien à perdre à être exercées devant les mêmes juges, et le rôle de la partie civile, qui demande la réparation du dommage souffert, ne se confond pas avec celui de l'accusateur.

Il faut même se demander si une nouvelle étape ne devra pas être franchie. Si l'infraction, en jetant le trouble dans l'ordre social, se manifeste le plus souvent par une atteinte directe à un intérêt particulier, n'est-il pas juste que la réaction de la société se traduise, non seulement par la peine infligée au coupable, mais par l'obligation imposée à celui-ci de réparer le dommage ? Sans que la partie lésée ait à intervenir, le ministère public aurait la charge de requérir à la fois la sanction pénale et les

dommages-intérêts; il exercerait la double action, l'une au nom de la Société, l'autre au nom de la partie lésée.

Une telle réforme, réclamée aujourd'hui par de nombreux auteurs, aurait pour elle l'appui de l'opinion publique qui s'explique difficilement pourquoi l'Etat, chargé de la police et de la sûreté, s'abstient d'exiger des coupables la réparation du préjudice causé par leurs attentats. Cette réparation pourrait même, dans bien des cas, constituer à elle seule une sanction suffisante, souvent plus efficace qu'une courte détention.

La réalisation de cette réforme si désirable ne bouleverserait-elle pas trop profondément les règles de notre procédure pénale ? Ne serait-elle pas un retour à l'ancienne confusion des actions publique et civile ? Nous ne le pensons pas. Les deux actions resteraient distinctes quoique exercées toutes deux par le ministère public, devant **les mêmes juges**. Représentant chacune un aspect différent de la réaction sociale, elles pourraient aboutir à deux sanctions différentes par leur nature. Et même dans le cas où la sanction civile serait considérée comme suffisante, elle n'en aurait pas moins, à certains égards, un caractère répressif. Comme on l'a remarqué souvent, la complexité croissante des sociétés modernes va de pair avec une unification progressive, et toute différenciation dans les institutions et dans les organes sociaux s'accompagne d'un processus corrélatif d'intégration. La spécialisation de ces institutions et de ces organes n'exclue pas une multiplicité de fonctions qui ne ressemble en rien à la confusion constatée dans les sociétés moins évoluées. L'action unique qui serait confiée au ministère public contre

le délinquant dans l'intérêt de la victime et de l'ordre public, serait en réalité une action complexe bien différente de l'action unique reconnue à la partie lésée dans le droit primitif.

Si l'Etat se charge lui-même d'assurer la réparation du dommage, il va de soi qu'il prend toujours à sa charge les frais de la procédure pénale, sauf à les recouvrer le cas échéant contre le condamné. Il n'y a plus, dans ce système, de partie civile, puisque celle-ci est représentée d'office par le ministère public. La question des frais de la procédure pénale ne se poserait que lorsque la partie se prétendant lésée exercerait elle-même une action que le Parquet jugerait imprudent d'intenter, et dans ce cas elle devrait évidemment avancer les frais de la procédure et les supporter en cas d'échec.

Le décret du 5 octobre 1920 a fait un pas dans cette voie, en dispensant de l'avance les parties civiles qui se constituent au cours de procédures intentées par le Parquet et en ne maintenant cette obligation que pour celles qui prennent l'initiative des poursuites. Mais il n'a pas effacé de notre droit le principe qui oblige les juges à condamner à *tous* les dépens, en cas d'acquittallement du prévenu, les parties civiles qui n'ont fait qu'intervenir dans les poursuites du Parquet. Cette disposition est la dernière survivance d'un système qui cherchait à écarter les parties lésées du procès pénal, dans lequel le bon sens exige que leurs intérêts soient défendus d'office comme ceux de la Société.

Parmi les survivances doit aussi être classé le droit d'action des administrations publiques. Ce droit n'a plus

évidemment aucune raison d'être, alors que les administrations ont perdu toute personnalité ou autonomie financière et se confondent avec l'Etat. Il constitue en outre un vestige de la procédure accusatoire, dans laquelle la partie lésée exerce seule une action mi-pénale, mi-civile, aboutissant à une sanction d'un caractère incertain. Il n'est pas jusqu'au droit de transaction qui ne rappelle les antiques compositions volontaires. Toute cette réglementation est devenue un anachronisme dans le droit pénal moderne. Elle semble appelée à disparaître. Déjà le législateur tend à réprimer certaines fraudes fiscales dans les formes du droit commun : le maintien d'une procédure particulière pour d'autres fraudes analogues apparaît de plus en plus comme une anomalie. Le ministère public a qualité pour représenter d'office, devant les juridictions répressives, aussi bien que les intérêts généraux de la société ou ceux des particuliers, ceux de l'Etat lésé par une infraction, et les crédits de justice criminelle sont désignés, à l'exclusion de tous autres, pour avancer les frais des instances engagées au nom de l'Etat, et les supporter définitivement au cas d'acquiescement ou au cas d'insolvabilité du condamné.

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de thèse,

H. BERTHÉLEMY.      DONNEDIEU DE VABRES.

Vu et permis d'imprimer :  
Le Recteur de l'Université de Paris,

P. LAPIE.



## EXTRAIT

du décret du 5 octobre 1920

Article Premier. — L'administration de l'enregistrement continue, conformément aux lois en vigueur, de faire l'avance des frais de justice criminelle ; sauf pour le Trésor à poursuivre le recouvrement de ceux desdits frais qui ne sont point à la charge de l'Etat ; le tout dans la forme et selon les règles établies par le présent décret.

Art. 2. — Les frais de justice criminelle sont :

1° Les frais de translation des prévenus ou accusés, les frais de translation des condamnés pour se rendre au lieu où ils sont appelés en témoignage, mais seulement quand cette translation ne peut être effectuée par les voitures cellulaires du service pénitentiaire, les frais de transport des procédures et des pièces à conviction ;

2° Les frais d'extradition des prévenus, accusés ou condamnés ; les frais de commission rogatoire et autre frais de procédure criminelle en matière internationale ;

3° Les honoraires et indemnités qui peuvent être accordés aux experts et aux interprètes et les frais de traduction ;

4° Les indemnités qui peuvent être accordées aux témoins et aux jurés ;

5° Les frais de garde des scellés et ceux de mise en fourrière ;

6° Les droits d'expédition et autres alloués aux greffiers ;

7° Les émoluments des huissiers ;

8° Les frais de capture ;

9° Les indemnités allouées aux magistrats et greffiers au cas de transport pour exercer un acte de leur fonction dans les cas prévus au chapitre VII du titre II du présent décret ;

10° Les frais de communication postale, télégraphique, téléphonique, le port des paquets pour l'instruction criminelle ;

11° Les frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice ;

12° Les frais d'exécution des arrêts en matière criminelle et les gages des exécuteurs ;

13° Les indemnités et secours accordés aux victimes d'erreurs judiciaires ainsi que les frais de revision et les secours aux individus relaxés ou acquittés.

.....  
Art. 34. — Les témoins cités ou appelés à la requête, soit des accusés, soit des parties civiles, reçoivent les indemnités ci-dessus mentionnées ; elles leur sont payées par ceux qui les ont appelés en témoignage.

.....  
Art. 130. — Les frais de justice criminelle sont payés sur les états ou mémoires des parties prenantes.

Art. 131. — Sous peine de rejet, les états ou mémoires sont dressés conformément aux modèles arrêtés par le ministre de la justice, et de manière que les taxes et exécutoires puissent y être apposés.

Art. 132. — Tout état ou mémoire fait au nom de deux ou plusieurs parties prenantes doit être signé par chacune d'elles ; le paiement ne peut être fait que sur leur acquit individuel ou sur celui de la personne qu'elles ont autorisée, spécialement et par écrit, à toucher le montant de l'état ou mémoire. Cette autorisation est mise au bas de l'état et ne donne lieu à la perception d'aucun droit.

Art. 133. — Sauf les mémoires dressés par les gendarmes et pour lesquels un troisième exemplaire est exigé par des règlements spéciaux, il n'est fait que deux expéditions de chaque état ou mémoire de frais de justice, l'une sur papier timbré, l'autre sur papier libre.

La première est destinée au receveur de l'enregistrement avec les pièces justificatives. La deuxième est destinée au ministre de la justice, avec le bordereau mensuel dont il est parlé ci-après.

Art. 134. — Le prix du timbre, tant du mémoire que des pièces à l'appui, est à la charge de la partie prenante.

(Décret du 4 Septembre 1923). — Toutefois, en outre des cas où une disposition de loi spéciale accorde la dispense du timbre, ne sont pas sujets à cette formalité les états ou mémoires qui ne s'élèvent pas à plus de 50 francs.

Art. 135. — La partie prenante, sauf dans le cas prévu par l'article 139, dépose ou adresse au magistrat du ministère public près la juridiction compétente, les exemplaires de son mémoire.

Après avoir vérifié ce mémoire, article par article, ce magistrat l'adresse au procureur général qui fait procéder à une nouvelle vérification, et, s'il est régulier, le revêt de son visa.

Aucun état ou mémoire ne peut être payé s'il n'a été préalablement visé par le procureur général.

Art. 136. — Les formalités de la taxe et de l'exécutoire sont remplies sans frais par les présidents, les juges d'instruction et les juges de paix, chacun en ce qui le concerne.

Les présidents et les juges d'instruction ne peuvent refuser de taxer et de rendre exécutoires, s'il y a lieu, des états ou mémoires de frais de justice criminelle, par la seule raison que ces frais n'auraient pas été faits par leur ordre direct, pourvu toutefois qu'ils aient été faits en vertu des ordres d'une autorité compétente du ressort de la cour ou du tribunal.

Art. 137. — Les mémoires sont taxés article par article, la taxe de chaque article rappelle la disposition législative ou réglementaire sur laquelle elle est fondée.

Chaque expédition du mémoire est revêtue de la taxe du juge.

Art. 138. — Le magistrat taxateur délivre ensuite son exécutoire à la suite de l'état ou du mémoire.

Cet exécutoire est toujours décerné sur le réquisitoire écrit et signé de l'officier du ministère public.

Art. 139. — Lorsqu'un mémoire porte sur des frais faits devant le tribunal de commerce, il est taxé par le président ou un juge de ce tribunal, sans réquisition préalable, mais après avoir été soumis au visa du procureur général.

Art. 140. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables au paiement :

1° Des indemnités des témoins, des jurés et des interprètes ;

2° Des dépenses modiques relatives à des fournitures ou opérations et dont le maximum est fixé par les instructions du ministre de la justice.

Art. 141. — Dans les cas prévus par l'article précédent, les frais sont acquittés sur simple taxe et mandat du magistrat compétent apposés sur les réquisitions, copies de convocations ou de citations, états ou mémoires des parties.

Le visa du procureur général n'est pas exigé.

Ces frais sont payés sans retenue par le greffier de la juridiction compétente, qui est chargé, à titre de régisseur, de ce paiement au

moyen d'avances mises à sa disposition par l'administration de l'enregistrement. Il remet ensuite à cette administration les taxes revêtues de l'acquit des parties prenantes.

Art. 142. — Les juges qui ont décerné les mandats ou exécutoires et les officiers du ministère public qui y ont apposé leur signature sont responsables de tout abus ou exagération dans les taxes, solidairement avec les parties prenantes et sauf leur recours contre elles.

Art. 143. — Les mémoires qui n'ont pas été présentés à la taxe du juge dans le délai d'une année à partir de l'époque à laquelle les frais ont été faits, ou dont le paiement n'a pas été réclamé dans les six mois de la date de l'ordonnancement, ne pourront être acquittés qu'autant qu'il sera justifié que les retards ne sont point imputables à la partie dénommée dans l'exécutoire.

Cette justification ne pourra être admise que par le ministre de la justice, après avis du procureur général, et sous réserve des dispositions du décret du 31 mai 1862 relatives à la déchéance quinquennale.

Art. 144. — La taxe et l'exécutoire, ainsi que la disposition du jugement relative à la liquidation des dépens, sont susceptibles de recours. Si ce recours est exercé par la partie prenante, il doit être formé dans le délai de dix jours à compter de celui où l'ordonnance de taxe a été notifiée administrativement et sans frais ; il est, dans tous les cas, porté devant la chambre des mises en accusation dans le ressort de laquelle les poursuites sont intentées. Si le recours est exercé par la partie condamnée, il est porté devant la juridiction d'appel, au cas où la décision qui contient liquidation peut être entreprise par cette voie, et, dans le cas contraire, à la chambre d'accusation comme il est dit ci-dessus.

L'appel, lorsqu'il est ouvert, est formé dans les délais ordinaires ; il est recevable même lorsqu'il n'a été appelé d'aucune disposition sur le fond.

Le pourvoi en cassation est ouvert dans tous les cas.

Art. 145. — Les mandats et exécutoires délivrés pour les causes et dans les formes déterminées par le présent décret sont payables chez les receveurs de l'enregistrement établis près le tribunal duquel ils émanent, sauf dans le cas prévu par l'article 147 ci-après.

Art. 146. — Ces exécutoires ne peuvent être acquittés qu'après avoir été revêtus d'un certificat de non-opposition par le receveur de l'enregistrement duquel ils émanent.

Toutefois, ce certificat n'est pas exigé quand il s'agit soit des frais acquittés sur simple taxe, conformément aux articles 140 et 141 ci-dessus, soit des mémoires de la gendarmerie.

Art. 147. — Toutes les fois qu'il y a une partie civile en cause et que celle-ci n'a pas obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire, les exécutoires pour les frais d'instruction, expédition et signification des jugements sont décernés contre la partie civile s'il y a consignation.

Dans tous les cas où la consignation n'a pas été faite, ou si elle est insuffisante, les frais sont avancés par l'administration de l'enregistrement.

Art. 148. — Dans les exécutoires décernés sur les caisses de l'administration de l'enregistrement pour des frais qui ne restent pas définitivement à la charge de l'Etat, il doit être mentionné qu'il n'y a pas de partie civile en cause ou que la partie civile a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire ou qu'il n'y a pas eu de consignation suffisante.

Art. 149. — Au commencement du mois, chaque receveur de l'enregistrement dresse, en double expédition, un état récapitulatif de tous les frais acquittés sur simple taxe du juge pendant le mois précédent.

Le receveur de l'enregistrement en adresse une expédition, à l'expiration de chaque mois, au directeur de l'enregistrement du département, avec les taxes à l'appui.

La seconde expédition est envoyée, soit au procureur général, soit au procureur de la République, pour être transmise au ministre de la justice.

Art. 150. — Dans la première quinzaine de chaque mois, les procu-

reurs généraux près les cours d'appel et les procureurs de la République envoient au ministre de la justice, avec un bordereau dressé dans la forme indiquée par les instructions ministérielles, tous les doubles des états et mémoires des frais taxés et mandatés dans leur ressort pendant le mois précédent.

Art. 151. — En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, la partie qui n'a pas obtenu l'assistance judiciaire est tenue, sous peine de non-recevabilité de sa plainte, de déposer au greffe la somme présumée nécessaire pour tous les frais de la procédure, lorsqu'elle saisit directement le juge d'instruction, conformément à l'article 63 du code d'instruction criminelle, ou qu'elle cite directement le prévenu devant le tribunal correctionnel ou de simple police.

Dans ce dernier cas, le tribunal fixe le montant de la consignation à la première audience où l'affaire est portée.

Lorsque, en matière de presse, la partie civile saisit directement la cour d'assises, le président de cette cour doit, en indiquant l'audience à laquelle l'affaire sera appelée, fixer par ordonnance le montant de la consignation.

Un supplément de consignation peut être exigé au cours des poursuites, soit pendant l'instruction, soit devant la juridiction de jugement, dès que le reliquat paraît insuffisant pour assurer le paiement de tous les frais, y compris l'enregistrement du jugement.

Il ne peut être exigé aucune rétribution pour la garde de ce dépôt, à peine de concussion.

Art. 152. — Il est tenu par les greffiers, sous la surveillance des procureurs généraux et des procureurs de la République dans les cours d'appel et les tribunaux de première instance, et sous la surveillance des juges de paix dans les tribunaux de simple police, un registre dans lequel est ouvert, pour chaque affaire, un compte particulier aux parties civiles qui ont consigné le montant présumé des frais de la procédure.

Art. 153. — Sur ce registre, qui est coté et paraphé, suivant les cas, par le procureur général, le procureur de la République ou le juge de paix, les greffiers portent exactement les sommes reçues et payées.

Art. 154. — Dans tous les cas, les sommes non employées et qui sont restées entre les mains du greffier sont remises par lui, sur simple récépissé, à la partie civile, lorsque l'affaire est terminée par une décision qui, à l'égard de cette partie civile, à force de chose jugée.

Art. 155. — Pour obtenir remboursement des sommes qui ont servi à solder les frais de la procédure, la partie civile qui n'a pas succombé doit établir un mémoire en double expédition qui est rendu exécutoire par le président de la cour d'assises, par le président de la cour d'appel ou du tribunal, ou par le juge de paix, selon le cas, dans les conditions prévues par les articles 135 et suivants du présent décret.

Ce mémoire est payé comme les autres frais de justice criminelle par le receveur de l'enregistrement.

Art. 156. — A l'expiration de chaque année, les greffiers adressent, par l'intermédiaire du parquet, au ministre de la justice, un compte sommaire tant des sommes consignées entre leurs mains que de celles qu'ils ont employées ou qui ont été restituées aux parties civiles.

Art. 157. — Sont déclarés dans tous les cas à la charge de l'Etat et sans recours envers les condamnés : 1<sup>o</sup> les frais de voyage et de séjour des magistrats délégués pour la tenue de cours d'assises ; 2<sup>o</sup> les frais de transport et de séjour des juges de paix pour l'établissement de la liste annuelle du jury ; 3<sup>o</sup> toutes les indemnités payées aux jurés ; 4<sup>o</sup> les frais de transport des prévenus et accusés dans les cas prévus par l'article 11 du présent décret ; 5<sup>o</sup> les droits d'expédition pour la copie gratuite de la procédure qui doit être délivrée aux accusés conformément à l'article 305 du code d'instruction criminelle ; 6<sup>o</sup> toutes les dépenses pour l'exécution des arrêts criminels.

Art. 158. — Il est dressé pour chaque affaire criminelle, correctionnelle ou de simple police, un état de liquidation des frais autres que ceux qui sont à la charge de l'Etat sans recours envers les condamnés.

Cette liquidation doit être insérée, soit dans l'ordonnance, soit dans l'arrêt ou le jugement qui prononce la condamnation aux frais.

Lorsque cette insertion ne peut être faite, le juge décerne exécutoire contre qui de droit, au bas de l'état même de liquidation.

Art. 159. — Pour faciliter la liquidation les officiers de police judiciaire et les juges d'instruction, aussitôt qu'ils ont terminé leurs fonctions relativement à chaque affaire, doivent joindre aux pièces un relevé des frais auxquels ont donné lieu les actes dont ils ont été chargés.

Art. 160. — Le greffier doit remettre au trésorier-payeur général, dès que la condamnation est devenue définitive, un extrait de l'ordonnance, jugement ou arrêt, pour ce qui concerne la liquidation et la condamnation au remboursement des frais ou une copie de l'état de liquidation rendu exécutoire.

Art. 161. — En conformité des articles 162, 176, 194, 211, 360 du code d'instruction criminelle et 55 du code pénal, tout arrêt ou jugement de condamnation doit assujettir au remboursement des frais les condamnés et les personnes civilement responsables.

La condamnation aux dépens n'est prononcée solidairement que contre les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit.

Au cas où l'annulation d'une procédure est fondée sur une nullité qui n'est pas le fait du condamné ou des personnes civilement responsables, ceux-ci ne peuvent être tenus des frais nécessités par cette procédure, lorsqu'il n'a pas été fait application, aux auteurs de la nullité des dispositions de l'article 415 du code d'instruction criminelle.

Le juge peut ne pas mettre à la charge de la partie qui succombe, quelle qu'elle soit, les frais qu'il déclare frustratoires.

Art. 162. — En matière de simple police, de police correctionnelle, ainsi que dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'a pas succombé n'est jamais tenue des frais, sauf de ceux occasionnés par elle et qui ont été déclarés frustratoires.

Le montant de la consignation par elle effectuée lui est restituée dans les conditions prévues par les articles 154 et 155 du présent décret.

Art. 163. — Sont assimilés aux parties civiles, sauf en ce qui concerne la consignation préalable :

1<sup>o</sup> Toute administration publique, relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit d'office et dans son intérêt ;

2<sup>o</sup> Les départements, les communes et les établissements publics dans les procès instruits à leur requête ou d'office pour délits commis contre leurs domaines publics ou privés.

Art. 164. — Le directeur de l'enregistrement de chaque département dresse un état général des frais acquittés pendant le mois et le fait parvenir dans la première quinzaine du mois suivant au directeur de la comptabilité publique. Il joint à cet état les mandats et exécutoires ainsi que les originaux des pièces justificatives.

Art. 165. — Le directeur de la comptabilité publique fait parvenir au ministre de la justice, dans les trois mois au plus tard après l'expiration de chaque trimestre, les états visés au précédent article, ainsi que les mandats et exécutoires accompagnés des originaux des pièces justificatives.

Il y joint un état général mensuel desdits mandats et exécutoires, et, en fin d'exercice, un état récapitulatif établi pour l'année entière.

Art. 166. — Le ministre de la justice fait procéder à la vérification de l'état général mensuel visé dans l'article précédent.

Il l'arrête à la somme totale des paiements qui lui paraissent avoir été régulièrement faits.

Il délivre du montant une ordonnance au profit de l'administration de l'enregistrement, le tout sans préjudice des restitutions qu'il pourrait y avoir lieu d'ordonner.

Art. 167. — Toutes les fois que le ministre de la justice reconnaît que des sommes ont été indûment allouées à titre de frais de justice criminelle, il en fait dresser des rôles de restitution, lesquels sont par lui déclarés exécutoires contre qui de droit, lors même que ces sommes se trouveraient comprises dans des états déjà ordonnancés par lui, pourvu néanmoins, d'une part, qu'il ne se soit pas écoulé plus de deux ans depuis la date desdites ordonnances et, d'autre part, que celles-ci n'aient été l'objet d'aucun recours sur lequel la juridiction compétente ait statué.

Art. 168. — Le recouvrement des frais de justice avancés par l'administration de l'enregistrement qui ne restent pas définitivement à la charge de l'Etat, ainsi que les restitutions ordonnées par le ministre de la justice, sont poursuivis par toutes voies de droit et par celle de la contrainte par corps dans les cas où la loi permet de l'exercer, à la diligence des percepteurs des contributions directes, en vertu des excutoires mentionnés aux articles ci-dessus.

L'arrêté ordonnant la reversement ne peut être attaqué que par la voie d'un recours devant le conseil d'Etat.

.....

---

# BIBLIOGRAPHIE

---

I. Les principaux ouvrages **spéciaux** qui ont traité la matière sont :

DE DALMAS. **Des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police, ou commentaire du règlement du 18 juin 1811**, 1834, et supplément, 1847.

AUZIÈRE. **De la condamnation aux frais en matière criminelle, correctionnelle et de police**, 1888.

Et parmi les manuels concernant le tarif des frais :

VERLET. **Etude sur les frais de justice criminelle et le décret du 18 juin 1811**, 1872.

LAUTOUR. **Code des frais de justice**, 1881.

LACOMBLEZ. **Guide pratique de la vérification des frais de justice**, 2<sup>e</sup> éd., 1918.

ANCELY. **Manuel des frais de justice criminelle et assimilés**, 1923.

II. Parmi les ouvrages **généraux**, on consultera :

1<sup>o</sup> En ce qui concerne les questions pénales :

CHAUVEAU et FAUSTIN-HELIE. **Théorie du Code Pénal**.

FAUSTIN-HELIE. **Traité de l'instruction criminelle**.

GARRAUD. **Traité d'instruction criminelle et de procédure pénale**.

— **Précis de droit criminel**.

GARÇON. **Code pénal annoté**, art. 9.

LE POITTEVIN. **Code d'instruction criminelle annoté**, art. 66, 67, 162, 182.

LE POITTEVIN. **Dictionnaire des Parquets**, aux mots *Frais de justice* et *Partie civile*.

FERRI. **Sociologie criminelle**, n<sup>o</sup> 88.

2° En ce qui concerne les questions administratives :

ALLIX. **Traité élémentaire de science des finances et législation financière française.**

BERTHELEMY. **Traité élémentaire de droit administratif.**

DUCROCQ. **Cours de droit administratif**, tome IV.

HAURIOU. **Précis de droit administratif et de droit public.**

JÈZE. **Cours de droit public**, 1924.

— **Cours de science des finances et de législation financière française, théorie générale du budget**, 1922.

MICHOUD. **La théorie de la personnalité morale.**

DUBLINEAU. **Traité de l'enregistrement.**

III. Parmi les Recueils et Répertoires, on doit mentionner :

Rép. FUZIER-HERMAN, notamment articles *Dépens*, *Délit forestier*, etc.

PANDECTES FRANÇAISES. V° *Frais et dépens*.

DALLOZ. Jur. Gén., V° *Frais de justice*.

— Rép. prat. de législ., articles *Frais et dépens*, *Douanes*, *Forêts*, etc.

Rép. BEQUET, notamment articles *Comptabilité de fait*, *Trésor public*, etc.

IV. Il faut enfin indiquer, parmi les sources bibliographiques, les recueils de circulaires de la Chancellerie, les instructions du Ministère des Finances (notamment de la Direction générale de l'Enregistrement) et les travaux préparatoires du décret du 5 octobre 1920 (procès-verbaux des sous-commissions et de la commission plénière, et rapport présenté par la commission).

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION

Pages

|                                                                                                                                                                         |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| Historique de la législation. — Fondement juridique de la condamnation aux dépens. — Objet de l'ouvrage. — Ce qu'on entend par « frais du procès pénal ». — Plan ... .. | 5 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|

## Première Partie

### PARTIES CIVILES ORDINAIRES

|                                                                                              |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Distinction entre « avance » et « règlement » des frais. — Plan de la première partie ... .. | 13 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE PREMIER

### AVANCE DES FRAIS

#### Section I

#### Procédures suivies sans assistance judiciaire

##### § I. — RÈGLEMENTATION ANTÉRIEURE AU DÉCRET DU 5 OCTOBRE 1920

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Matières criminelles : consignation non exigible ; cas exceptionnels où il pouvait cependant y avoir consignation ou avance de frais par la partie civile. — Matières correctionnelles et de simple police : consignation obligatoire ; limitations jurisprudentielles de cette obligation ... .. | 15 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

##### § II. — RÈGLEMENTATION DU DÉCRET DU 5 OCTOBRE 1920

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| A) — PARTIE CIVILE METTANT EN MOUVEMENT L'ACTION PUBLIQUE. — a) Obligation de consigner en toutes matières. — b) Autorité compétente pour fixer le taux de la consignation ; voies de recours. — c) Forme de la consignation ; obligations imposées aux greffiers dépositaires ; sanction du refus de consigner. — d) Obligation d'acquitter les frais sur la consignation ; frais exposés avant la consignation. — e) Supplément de consignation exigible en cours d'instance ; sanction en cas de refus ; faculté d'ordonnancer les frais sur les caisses de l'enregistrement quand la consignation est épuisée. — f) Frais qui ne doivent pas être payés sur la consignation ; frais devant rester à la charge de l'Etat ; frais exposés après jugement définitif ... .. | 18 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

- B). — **PARTIE CIVILE INTERVENANTE.** — Consignation non exigible ; obligation pour la partie civile d'avancer cependant certains frais ... .. 27
- C). — **AVANCE DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.** — a) *Jugements et arrêts* ; obligation, en principe, de remplir les formalités au comptant ; prélèvement des droits sur la consignation ; enregistrement en débet. — b) *Déclarations d'appel et de pourvoi* ; dispense pour la partie civile de faire l'avance des droits lorsque le recours est formé par le prévenu ; obligation pour la partie civile d'acquitter les droits au comptant lorsque le recours est formé par elle ; cas dans lesquels l'enregistrement peut avoir lieu en débet. — c) *Autres pièces de la procédure* ... .. 29

## Section II

### Cas où la partie civile est assistée judiciairement

- Comment est accordée l'assistance judiciaire aux parties civiles en matière répressive. — Effets de l'assistance judiciaire au point de vue de l'avance des frais ... .. 33

## CHAPITRE II

## RÈGLEMENT DÉFINITIF DES FRAIS

### Section I

#### Dans quels cas la partie civile est réputée ne pas succomber et dans quels cas elle est réputée succomber

- Prévenu condamné à la fois à une peine et à des dommages-intérêts. — Prévenu acquitté sans dommages-intérêts. — Non-lieu. — Prévenu condamné à une peine sans dommages-intérêts. — Accusé acquitté aux assises mais condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile. — Jugement d'incompétence. — Hypothèses dans lesquelles l'action civile survit à l'action publique et dans lesquelles les juges reconnaissent l'existence de l'infraction bien qu'aucune peine ne puisse être infligée : prescription ; décès du prévenu en cours d'instance ; appel de la partie civile seule contre un jugement d'acquiescement ; abrogation de la loi pénale ; amnistie. — Echec partiel de la partie civile constituée sur plusieurs chefs d'inculpation ... .. 37

### Section II

#### Cas où la partie civile n'a pas succombé

##### § I. — REMBOURSEMENT DES AVANCES

- A) **RÈGLES GÉNÉRALES.** — Restitution du reliquat de consignation. — Mémoires des parties civiles pour obtenir le remboursement des sommes avancées. — Extraits délivrés par les greffiers aux per-

cepteurs en vue du recouvrement des dépens sur les condamnés. — Projet tendant à supprimer, dans certaines affaires n'intéressant pas l'ordre public, la faculté pour la partie civile de se faire rembourser ses avances par le Trésor ... .. 48

**B) FRAIS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REMBOURSES.** — Frais de justice criminelle énumérés par l'article 2 du décret du 5 octobre 1920. — Emoluments des avoués dont l'assistance a été reconnue nécessaire. — Frais frustratoires ... .. 52

§ II. — FRAIS EXPOSÉS DEVANT LES DIVERSES JURIDICTIONS  
LORSQUE DES VOIES DE RECOURS ONT ÉTÉ EXERCÉES

**Frais exposés par défaut** lorsque la partie civile n'obtient gain de cause que sur opposition. — Frais exposés en première instance lorsque la partie civile ne réussit qu'en appel. — Frais en appel lorsque le prévenu obtient une réduction des condamnations pénales ou civiles. — Frais en appel lorsque la partie civile seule appelante n'obtient pas une augmentation de dommages-intérêts. — Frais en appel ou en cassation quand le recours est formé par le ministère public seul. — Frais de l'instance en cassation et de la procédure antérieure lorsque le pourvoi de la partie civile est rejeté. — Frais de la procédure cassée lorsque la partie civile ne réussit que devant la juridiction de renvoi ... .. 58

§ III. — PARTIE CIVILE ASSISTÉE JUDICIAIREMENT

**Extraits à délivrer par les greffiers.** — Recouvrement des dépens par les percepteurs, sur les condamnés. — Emoluments des greffiers, huissiers et avoués. — Droits de timbre et d'enregistrement ... .. 64

## Section III

### Cas où la partie civile a succombé

§ I. — FRAIS DONT ELLE EST TENUE

**Condamnation aux dépens.** — Cas où l'accusé est acquitté aux assises et condamné à des dommages-intérêts : attribution des dépens à titre de supplément de dommages-intérêts. — Des catégories de frais comprises dans la condamnation aux dépens : énumération limitative de l'art. 2 du décret du 5 octobre 1920. — Frais de l'avoué du prévenu. — Obligation de condamner aux dépens la partie civile succombante ; cas des ordonnances de non-lieu ... .. 66

§ II. — FRAIS EXPOSÉS DEVANT LES DIVERSES JURIDICTIONS  
LORSQUE DES VOIES DE RECOURS ONT ÉTÉ EXERCÉES

**Partie civile n'ayant pas succombé dans l'instance par défaut ou par contumace et succombant dans l'instance contradictoire.** — Partie civile n'ayant pas succombé en première instance et succombant en appel. — Frais exposés sur l'appel ou le pourvoi du

ministère public seul lorsque la partie civile succombante n'a exercé aucun recours. — Frais de la procédure cassée et de l'instance en cassation lorsque la partie civile succombe devant la juridiction de renvoi ; cas où les frais de la procédure à recommencer sont mis à la charge d'un tiers, auteur de la nullité. ... .. 73

§ III. — PARTAGE ET VENTILATION DES DÉPENS

Pluralité d'infractions ; poursuite unique ; partie civile constituée seulement sur certains chefs et succombant sur ces chefs ; frais de la procédure totale. — Pluralité de prévenus ; partie civile succombant seulement à l'égard de certains d'entre eux. — Pluralité de parties civiles parmi lesquelles certaines succombent et d'autres ne succombent pas ... .. 79

§ IV. — LIQUIDATION ET RECOUVREMENT DES DÉPENS  
CONTRE LA PARTIE CIVILE QUI A SUCCOMBÉ

A). *LIQUIDATION*. — Etats de liquidation et exécutoires supplémentaires. — Extraits délivrés par le greffier à l'administration des finances ... .. 87

B). *RECOUVREMENT*. — Exclusion de la contrainte par corps. — Pluralité de parties civiles succombantes : absence de solidarité ; obligation de diviser les poursuites ... .. 89

§ V. — PARTIE CIVILE ASSISTÉE JUDICIAIREMENT

Frais dont elle est définitivement dispensée. — Frais susceptibles d'être recouvrés sur elle... .. 93

Section IV

Cas où la partie civile s'est désistée

§ I. — DÉSISTEMENT RÉGULIER

Frais antérieurs et frais postérieurs au désistement ... .. 94

§ II. — DÉSISTEMENT IRRÉGULIER

Frais exposés devant la juridiction saisie. — Frais exposés devant les juridictions ultérieurement saisies lorsque les recours sont formés par le ministère public ou le prévenu ... .. 97

Section V

Etude critique

Justification de la non-condamnation aux dépens de la partie civile qui n'a pas succombé. — Justification du droit accordé à celle-ci de se faire rembourser ses avances par le Trésor. — Critique du principe de la condamnation de la partie civile succombante à la totalité des dépens lorsque la procédure a été mise en mouvement par le ministère public ... .. 99

**Deuxième partie**

**RÈGLES PARTICULIÈRES LORSQUE LA PARTIE CIVILE  
EST UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC**

Hypothèses prévues par l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 ... .. 105

**CHAPITRE I**

**CAS DANS LESQUELS LES ADMINISTRATIONS  
PUBLIQUES, DÉPARTEMENTS, COMMUNES  
ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS SONT  
PARTIES CIVILES**

**Section I**

**Constitution régulière de partie civile**

**§ I. — ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

Absence de personnalité morale. — Elles ne peuvent se constituer parties civiles qu'au nom de l'Etat. — Conditions auxquelles l'Etat peut se constituer partie civile. — Cas particulier prévu par la loi du 29 mai 1922 ... .. 109

**§ II. — COMMUNAUTÉS TERRITORIALES**

Départements, communes, colonies. — Arrondissements, cantons. — Section de communes ... .. 116

**§ III. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS**

Leur caractère de services publics personnifiés. — Etablissements d'utilité publique. — Personnalité morale et individualité financière. — Services publics non personnifiés, doués de l'individualité financière ; administration des postes. — Conditions dans lesquelles ces services et les établissements publics peuvent se constituer parties civiles ... .. 117

**Section II**

**Assimilation de plein droit aux parties civiles**

**§ I. — ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

A) **GÉNÉRALITÉS.** — Principe traditionnel limitant aux « Régies » la règle de l'assimilation de plein droit aux parties civiles. — Disparition des Régies. — Les anciennes Régies ne possèdent plus aucune individualité financière. — Principe traditionnel assimilant les Régies à des parties civiles dans les instances concernant leurs « intérêts matériels et pécuniaires ». — Avis du Conseil d'Etat du 15 janvier 1834. — L'assimilation de plein droit ne concerne que les procédures fiscales exercées par les administrations financières ou dans lesquelles elles interviennent. 123

- B). *PROCÉDURES SUIVIES « A LA REQUÊTE » DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.* — Sens de l'expression « à la requête ». — Poursuites fiscales exercées par les administrations. — Administrations investies du droit d'exercer l'action publique : contributions indirectes, octrois, douanes, enregistrement, eaux et forêts, ponts et chaussées, postes et télégraphes, inscription maritime, administrations coloniales ... .. 139
- C). *PROCÉDURES SUIVIES D'OFFICE DANS L'INTÉRÊT DES ADMINISTRATIONS.* — Poursuites fiscales ou mixtes exercées par le Parquet. — Impossibilité de considérer les administrations comme parties civiles lorsqu'elles restent étrangères aux poursuites. — Disposition inapplicable. — Solution de la difficulté, en pratique, par la constitution volontaire de partie civile de l'administration intéressée ... .. 139
- D). *NATURE DES INSTANCES DANS LESQUELLES CERTAINES ADMINISTRATIONS PEUVENT ÊTRE ASSIMILÉES A DES PARTIES CIVILES.* — Caractères de l'action fiscale. — Fraudes fiscales réprimées administrativement. — Fraudes fiscales constituant des infractions de droit commun. — Infractions fiscales proprement dites. — Droit de transaction. — Absence de critérium. — Détermination des cas dans lesquels les administrations, agissant au nom de l'Etat, sont assimilées à des parties civiles, d'après la jurisprudence ... .. 140

## § II. DÉPARTEMENTS, COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Théorie assimilant ces personnes morales à des parties civiles dans toutes les poursuites pour délits commis contre leurs propriétés, même lorsqu'elles restent étrangères à la procédure. — Résistance des communes ; inscription d'office des frais aux budgets communaux. — Critique de ce système ; son application par l'autorité administrative sans décision judiciaire et en l'absence de toute condamnation aux dépens. — Poursuite des infractions fiscales commises au préjudice des départements, communes et établissements publics ... .. 146

## CHAPITRE II

### AVANCE ET RÈGLEMENT DES FRAIS LORSQU'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE, UN DÉPARTEMENT, UNE COMMUNE OU UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC EST PARTIE CIVILE

#### Section I

##### Généralités

Décret de 1811 et instruction de 1826 : dispense de consignation ;  
avance des frais par l'enregistrement pour le compte des diverses

administrations ; avance directe par certaines administrations ; condamnation aux dépens ; recours contre le condamné réservé aux administrations non succombantes. — Décret de 1920 : avance des frais et recouvrement ; difficultés d'application ... .. 157

## Section II

### Administration des contributions indirectes

#### § I. — AVANCE DES FRAIS

Païement direct des frais par les agents de la Régie. — Poursuites purement fiscales. — Poursuites mixtes : limitation des frais qui doivent être avancés par la Régie. — Difficultés relatives à la détermination du caractère mixte ou purement fiscal de certaines infractions... .. 160

#### § II. — RÈGLEMENT DES FRAIS

- A) *DANS QUELS CAS LA RÉGIE EST RÉPUTÉE SUCCOMBER OU NE PAS SUCCOMBER.* — Poursuites purement fiscales. — Poursuites mixtes : indépendance des actions publique et fiscale. — Amnistie. — Transaction ... .. 173
- B) *CAS OU LA RÉGIE N'A PAS SUCCOMBÉ.* — Recouvrement des frais sur le condamné. — Difficultés, en l'absence d'un recours réservé à la Régie par le jugement ... .. 178
- C) *CAS OU LA RÉGIE A SUCCOMBÉ.* — Condamnation aux dépens. — Frais d'avoué du prévenu ... .. 180

## Section III

### Administration des douanes

Avance et recouvrement des frais ... .. 181

## Section IV

### Administration des postes et télégraphes

Avance et recouvrement des frais par les agents de l'administration dans les poursuites fiscales. — Détermination du caractère fiscal ou de droit commun des infractions en matière postale et télégraphique... .. 183

## Section V

### Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre

Mode de répression traditionnel des infractions en matière de timbre et d'enregistrement. — Lois récentes déléguant aux juridictions répressives certaines infractions fiscales en cette matière. — Avance et recouvrement des frais lorsque l'administration de l'enregistre-

|                                                                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ment est partie civile. — Difficultés relatives à la détermination du caractère fiscal ou de droit commun de certaines infractions ... .. | 188 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## Section VI

### Administrations des eaux et forêts et des ponts et chaussées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Mode d'avance des frais. — Cas où l'administration ne succombe pas : condamnation aux dépens, sauf recours, avant le décret de 1920 ; inefficacité pratique de cette disposition ; droit de demander le remboursement des avances, depuis 1920 ; caractère illusoire de ce droit. — Cas où l'administration succombe : condamnation aux dépens ; ses effets ... .. | 195 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## Section VII

### Administration des contributions directes

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Mode de répression des infractions fiscales en matière de contributions directes et taxes assimilées. — Fraudes constituant des infractions de droit commun. — Loi du 29 mai 1922 : effets de la constitution de l'administration comme partie civile dans les poursuites visées par cette loi ... .. | 203 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## Section VIII

### Administrations publiques se constituant parties civiles dans des poursuites de droit commun

|                                                                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Avance des frais sur les crédits de justice criminelle. — Cas où l'administration succombe et cas où elle ne succombe pas : effets sur la condamnation aux dépens et le recouvrement des frais ... | 208 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## Section IX

### Départements, communes et établissements publics

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| Avance des frais. — Régularisation selon l'issue de la procédure ... | 211 |
|----------------------------------------------------------------------|-----|

## Section X

### Etude critique

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| Inapplicabilité de l'article 163 du décret du 5 octobre 1920 ... .. | 214 |
|---------------------------------------------------------------------|-----|

---

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| <b>CONCLUSION</b> .. .. . | 221 |
|---------------------------|-----|

---

|                                            |     |
|--------------------------------------------|-----|
| Extrait du décret du 5 octobre 1920 ... .. | 227 |
|--------------------------------------------|-----|

|                             |     |
|-----------------------------|-----|
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b> ... .. | 233 |
|-----------------------------|-----|

---







